

Requiere

IICA-CIDIA

IIC
E3
93



DIRECCION GENERAL
Apartado 10281
San José, Costa Rica

I

ACCORD ADMINISTRATIF RELATIF A LA COOPERATION
CANADIENNE A UN PROGRAMME DE REFORCEMENT
INSTITUTIONNEL DE L'UNITE DE PROGRAMMATION DU
MINISTERE DE L'AGRICULTURE D'HAITI

1974



LISTE DE DOCUMENTS NO. 1

11CA-CIDIA

- 1 ✓ Accord Administratif Relatif à la Coopération Canadienne à un Programme de Renforcement Institutionnel de l'Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture d'Haiti
- 2 ✓ Renforcement Institutionnel de la Section d'Elaboration et d'Evaluation de Projets de Développement Agricole de l'Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture
- 3 Deuxième Rapport Relatif au Projet de Renforcement Institutionnel de l'Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture d'Haiti (Période Juillet 1974 - Juin 1975)
- 4 Troisième Rapport Relatif au Projet de Renforcement Institutionnel de l'Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture d'Haiti (Juillet - Décembre 1975)
- 5 ✓ Rapport d'Activités de l'Unité de Programmation du DARNDR (Janvier à Juin 1976)
- 6 ✓ Rapport d'Activités de l'Unité de Programmation du DARNDR (Juillet à Décembre 1976)
- 7 ✓ Programme d'Opération du Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation pour la Période Août 1976 - Juillet 1979)
- 8 ✓ Proyecto "Fortalecimiento del Sistema de Planificación Agrícola" de Haiti (Segunda Etapa)
- 9 ✓ Informe de Viaje a Haiti - Fabio Villas (Enero 1976)
- 10 ✓ La Visite à Damien et à Bas-Boen du Secrétaire-Général de l'OEA
- 11 ✓ Le Plan Quinquennal du Secteur Agriculture
- 12 ✓ Rapport d'Evaluation du Système Institutionnel et des Capacités Fonctionnelles du Ministère de l'Agriculture de la République d'Haiti
- 13 ✓ Summary
- 14 ✓ Contenu Tentatif du Rapport sur l'Unité de Programmation du DARNDR
- 14-A ✓ Informe de Proyecto

00005367

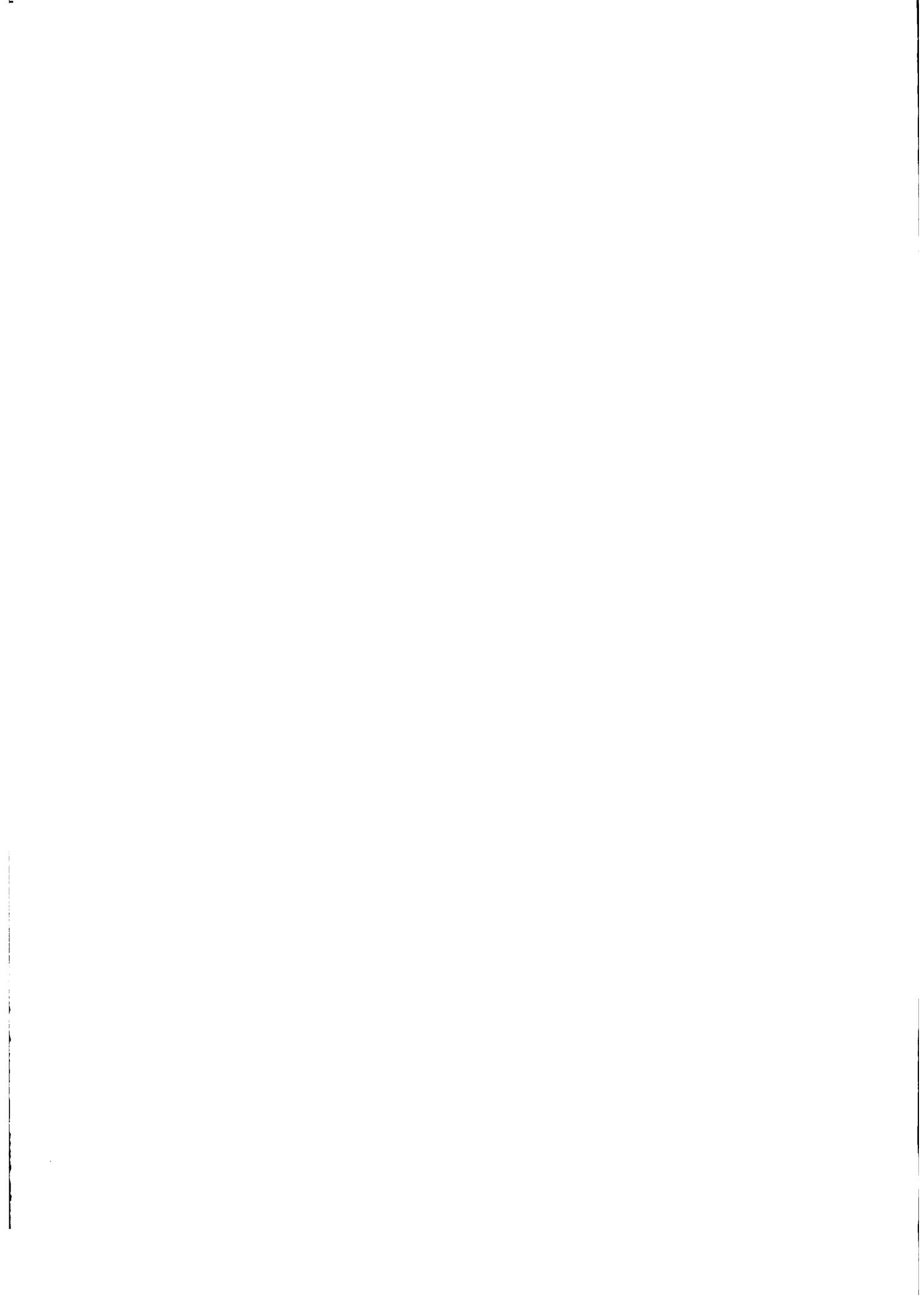
~~00005367~~

ACCORD ADMINISTRATIF
RELATIF A LA COOPERATION CANADIENNE
A UN PROGRAMME
DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'UNITE DE PROGRAMMATION
DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE D'HAITI

Le Gouvernement du Canada, le Gouvernement de la République d'Haiti







DEPARTEMENT DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
en collaboration avec
L'INSTITUT INTERAMERICAIN DES SCIENCES AGRICOLES

RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA SECTION D'ELABORATION ET
D'EVALUATION DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE
L'UNITE DE PROGRAMMATION DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Projet Soumis à la Considération de l'
Agence Canadienne pour le Développement International

Port-au-Prince
Novembre 1973



ABBREVIATIONS EMPLOYEES DANS LE TEXTE

ACDI	Agence Canadienne pour le Développement International
BID	Banque Interaméricaine de Développement
CONADEP	Conseil National de Développement et de Planification
DARNDR	Département de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
IDAI	Institut de Développement Agricole et Industriel
IICA	Institut Interaméricain des Sciences Agricoles
PEPA	Cours en Elaboration et Evaluation des Projets de Développement Agricole
SEFDA	Section d'Elaboration et d'Evaluation des Projets de Développement Agricole de l'Unité de Programmation du DARNDR

TABLE DES MATIERES

I	Titre	1
II	Objectifs et Buts	1
III	Durée	2
IV	Antécédents	2
V	Le Projet	
	A. Synthèse du Projet	3
	B. L'Agence d'Exécution	6
	C. Description du Projet	9
VI	Coûts du Projet	
	A. Coûts du Personnel	12
	B. Coûts Fixes et Coûts de Fonctionnement	15

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Coût Total du Projet, Source d'Utilisation des Fonds	5
2	Coût Total du Projet et Source des Fonds par Année en \$ et %	7
3	Coût Annuel du Personnel	13
4	Source des Fonds pour le Coût du Personnel par Année	14
5	Besoins en Ressources Fixes et Valeur	16
6	Coûts d'Opération par Année	17

I. TITRE : Renforcement Institutionnel de la Section d'Elaboration et d'Evaluation des Projets de Développement Agricole de l'Unité de Programmation du Département de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural

II. OBJECTIFS ET BUTS

L'objectif de ce Projet est de renforcer institutionnellement la Section d'élaboration et d'évaluation des projets de développement agricole (SEFDA) de l'Unité de Programmation du DARNDR récemment réorganisée. Cette action du Gouvernement dans le but d'institutionnaliser l'effort réalisé durant le cours en préparation et évaluation des projets agricoles patronné et financé conjointement par le DARNDR, le CONADEP, l'IDAI et l'IICA pendant la période du 31 Janvier au 30 Juillet 1973, pourra donner les résultats escomptés moyennant l'appui financier et technique de l'ACDI et de l'IICA.

Les buts visés pour la durée du Projet sont les suivants:

- a. Améliorer les capacités techniques et opérationnelles des ressources humaines chargées de la préparation et de l'évaluation des projets agricoles.
- b. Préparer des projets de développement agricole à l'intention du DARNDR et offrir l'assistance technique nécessaire dans la préparation et l'évaluation des projets similaires aux principales organisations du système institutionnel agricole d'Haiti.
- c. Maintenir un inventaire de projets de développement agricole potentiellement réalisables (irrigation, production, commercialisation



etc..) en collectant les données disponibles, en planifiant celles qui manquent et en faisant autant que possible certaines investigations relatives à la collecte des données de base.

- d. Planifier, préparer et présenter des séminaires sur la préparation et l'évaluation de projets agricoles à diverses organisations gouvernementales et développer un cours sur le sujet concerné à l'intention des étudiants de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire de l'Université d'Etat d'Haiti.

III. DUREE

Le projet durera cinq ans au bout desquels le Gouvernement aura fini par prendre en charge les coûts de fonctionnement et d'opération du projet.

IV. ANTECEDENTS

Au cours de ces dernières années, la précarité des moyens financiers n'a pas permis d'accorder toute l'attention nécessaire au développement rural d'Haiti. Il en résulte une baisse sensible dans l'efficacité même de la production alimentaire. Et compte tenu du système de morcellement de l'agriculture haïtienne et de la forte pression démographique, toute projection de croissance en termes d'efficacité de production devra être nécessairement basée sur des projets rationnels convenablement étudiés.

Le Gouvernement, dans le but de mener à bien sa révolution économique, s'est donné pour tâche d'améliorer la capacité technique et administrative de ses cadres. C'est ainsi que par l'intermédiaire du Secrétaire d'Etat de l'Agriculture, une requête fut présentée à l'IICA en mars 1972 relative à l'organisation d'un cours en vue d'entraîner des tech-

niciens haïtiens dans la préparation et l'évaluation de projets agricoles de développement (PEPA).

Ce cours fut développé entre le 16 Octobre 1972 et le 31 Juillet 1973 avec la participation financière et logistique du DARNDR, du CONADEP, de l'IDAI et de l'IICA. Comme conséquence de cette activité vingt quatre (24) techniciens appartenant à huit institutions haïtiennes furent entraînés dans la préparation et l'évaluation des projets de développement agricole. Dans le cadre de ce programme d'entraînement trois projets bancables ont été élaborés aux fins de financement national ou international.

Cette étape de formation de cadre achevée a permis au gouvernement de disposer des ressources humaines nécessaires pour envisager la restructuration de la section d'élaboration et d'évaluation de projets agricoles de l'Unité de Programmation du DARNDR.

V. LE PROJET

A. Synthèse du Projet

Le Projet consiste dans le renforcement institutionnel de la section de préparation et d'évaluation de projets de développement agricole de l'Unité de Programmation du DARNDR pour la période quinquennale 1973-1974 à 1977-1978.

Le coût global du projet est de \$420.425, dont:

- 1) une assistance financière non remboursable de \$233.021 (55%) à octroyer par l'ACDI à l'IICA
- 2) une participation du Gouvernement Haitien de \$142.404 (34%)
- 3) une contribution de l'IICA de \$45.000(11%). (Voir Tableau 1)

L'Agence d'Exécution (administration et coordination) pour ce projet est l'Institut Interaméricain des Sciences Agricoles (IICA), par l'intermédiaire de sa Représentation en Haiti. De même, elle aura la responsabilité d'administrer et de gérer le financement et l'assistance technique extérieurs engagés dans le Projet.

Les fonds seront alloués annuellement*. A la fermeture du Projet, année fiscale 1978-79, le SEPDA sera pleinement financé par le DARNDR.

Pour toute la durée du Projet et pour la période suivant la fermeture du dit projet, le SEPDA aura pour tâche de collecter des données, de préparer des études de pré-investissement et des projets agricoles de développement, et d'entraîner des étudiants et des techniciens dans cette spécialité. Les avantages de ce Projet seront partagés entre les différentes institutions gouvernementales utilisant les services de cette équipe. Le principal bénéficiaire sera

* A la fin de la première année, le déboursement des fonds pour chaque année successive dépendra de la mesure selon laquelle la réalisation de l'année précédente aura été jugée satisfaisante par les représentants des différentes institutions intéressées au Projet.

Tableau 1 Coût total du Projet, Source et Utilisation des Fonds

Destination	Source des Fonds (\$)						Total	%
	Govt. Haiti	IICA	IACDI	IICA	IACDI	%		
<u>Personnel:</u>								
Local	117.624	0	0	0	70.776	188.400	45	
Etranger	0	0	0	0	85.000	85.000	20	
<u>Coûts fixes</u>	2.700	0	0	0	13.300	16.000	4	
<u>Coûts d'opération</u>	22.080	45.000	100	63.945	131.025	131.025	31	
TOTAL	142.404	45.000	100	233.021	420.425	420.425	100	
Pourcentage	34%	11%		55%		100%		

certes le Département de l'Agriculture. Quant aux avantages secondaires, ils iront indiscutablement à des milliers d'agriculteurs à faibles revenus, à mesure que les projets préalablement étudiés seront mis à l'exécution.

Le Tableau 2 résume le coût du projet sur une base annuelle. Les dépenses de la première année représentent 23% du coût total du Projet. Ce cette valeur, 67% (\$66.509) proviendront de l'ACDI, 23% (\$23.220) du Gouvernement d'Haiti et 10% (\$9.000) de IICA. A la dernière année du Projet (1977-78), le Gouvernement d'Haiti financera 55% (\$39.312) du coût annuel tandis que l'assistance financière de l'ACDI aura été réduite à 32%. La première année qui suit la fin du Projet (1978-79), le Gouvernement d'Haiti absorbera approximativement 95% des coûts. Les 5% restant seront couverts par IICA qui sera chargé des besoins limités en assistance technique de l'Unité de Programmation du DARNDR.

B. L'Agence d'Exécution

L'organisme chargé de l'exécution du Projet sera l'Institut Inter-américain des Sciences Agricoles (IICA) par l'intermédiaire de sa Représentation à Port-au-Prince, Haiti. Cet Institut compte 30 ans d'expérience dans les activités agricoles en Amérique Latine et emploie actuellement plus de 150 spécialistes dans le domaine agricole qui prêtent leurs services à 20 pays membres. C'est par l'intermédiaire de ces Représentations que IICA développe ses activités portant sur les 7 lignes d'action suivantes :

Tableau 2 Coût total du Projet et Source des Fonds par Année, en \$ et %

Source des Fonds	Années										
	1973-74		1974-75		1975-76		1976-77		1977-78		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
ACDI	66.509	67	57.829	66	53.205	60	32.641	43	22.837	32	233.021
IICA	9.000	10	9.000	11	9.000	10	9.000	13	9.000	13	45.000
Gouvernement d'Haiti	23.220	23	20.520	23	26.544	30	32.808	44	39.312	55	142.404
Total	98.729	100	87.349	100	88.749	100	74.449	100	71.149	100	420.425
Pourcentage	23%		21%		21%		18%		17%		100%

- (I) Analyse et Information sur le Développement Rural
- (II) Education Agricole
- (III) Recherche Agricole
- (IV) Promotion de la Production Agricole
- (V) Intégration Multinationale
- (VI) Promotion et Exécution des Changements Structuraux
- (VII) Administration de la Politique Agricole

En ce qui concerne la Ligne d'Action VII, IICA a conclu un accord avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID) en 1971 pour l'entraînement en Préparation et Evaluation de Projets de Développement Agricole (PEPA). Selon cet accord, des cours de perfectionnement ont été offerts à 9 pays Latino-Américains en vue d'entraîner le personnel professionnel dans la préparation, l'évaluation et l'exécution de projets de développement agricole.

Le coût estimatif total de ce projet pour la période triennale 1971-73 a été de \$619.300. De cette valeur BID finança \$416.450 et IICA a fourni la différence sous forme de personnel technique, tel que professeurs, bourses d'entraînement, et consultants. IICA fournit également les facilités physiques de ses divers bureaux où les cours furent donnés et des services se rapportant à l'administration, au secrétariat, à la comptabilité ainsi qu'au matériel didactique.

D'après cet accord BID-IICA, plus de 200 professionnels ont été entraînés ou suivent des entraînements dans 10 pays différents (y compris Haiti qui n'était pas prévue dans l'accord initial) en préparation et évaluation de projets agricoles. Cette expérience a permis à IICA d'améliorer son matériel d'enseignement, son personnel

9

technique, et de développer une méthodologie qui sera particulièrement utile pour le renforcement des institutions gouvernementales. Cette expérience confère à IICA la qualification requise pour oeuvrer comme agence d'exécution de ce Projet.

C. Description du Projet

Le Projet consiste à financer une équipe interdisciplinaire de six techniciens, un conseiller étranger, trois secrétaires, un chauffeur et le coût d'opération pendant 5 ans. Durant cette période, l'équipe de techniciens de six hommes et le conseiller étranger dresseront un inventaire des données se rapportant à des projets agricoles de développement passés, présents et future. A partir de ces données, des voyages de reconnaissance et des études, l'équipe technique préparera des rapports sur chaque projet potentiel. Ces rapports seront présentés au Département de l'Agriculture (DARNDR) et à l'Office National de Planification (CONADEP) en vue de l'établissement d'une liste de priorités. A la demande du Département de l'Agriculture, l'équipe technique entreprendra les études additionnelles nécessaires et préparera des projets de factibilité.

En plus de la préparation de projets, l'équipe technique sera également chargée de l'entraînement de techniciens. Ceci peut se faire au moyen d'une série de séminaires en préparation et évaluation de projets agricoles à l'intention d'autres institutions intéressées à

l'agriculture. et au moyen d'un cours en préparation de projets agricoles qui sera donné annuellement à l'intention des étudiants de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire.

L'équipe travaillera dans les bureaux de l'Unité de Programmation du Département de l'Agriculture. Les techniciens passeront approximativement 40% de leur temps sur le terrain dans toutes les régions du pays.

Dans une première étape, les activités de cette équipe seront orientées vers la préparation d'un inventaire des données disponibles qui peuvent être utilisées dans la future préparation de projets.

Dans les étapes plus avancées du Projet, l'accent sera porté beaucoup plus sur la recherche de données de base que sur celle des données secondaires.

Dans la préparation des études de pré-investissement et des projets, l'accent sera mis en particulier sur ceux qui auront un impact immédiat sur la production, tels que le reconditionnement des systèmes d'irrigation et l'amélioration de l'offre d'intrants agricoles au fermier.

Le conseiller étranger sera un technicien de l'IICA hautement expérimenté dans la préparation et l'évaluation de projets agricoles (notamment projets d'irrigation) et qui possède une connaissance suffisante de la langue française. Ces techniciens seront affectés à plein temps au Projet.



Les six membres de l'équipe seront autant que possible des employés du Département de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (DARNDR), qui continueront à recevoir régulièrement leur salaire et travailleront de concert avec l'Unité de Programmation du DARNDR.

A partir de la troisième année du Projet, le pourcentage des dépenses de l'équipe supporté par DARNDR augmentera graduellement jusqu'à l'année fiscale 1978-79, lorsque les besoins financiers externes seront limités à ceux qui doivent être fournis par l'IICA (approximativement 5%).

Le principal bénéfice du Projet sera de mettre à la disposition du Gouvernement des projets de factibilité qui lui permettront de canaliser des ressources externes provenant des institutions internationales de financement et des aides bilatérales. D'autres avantages de ce Projet iront en particulier aux institutions gouvernementales sous forme de personnel mieux préparé et de prise de décision de meilleure qualité par suite de l'utilisation de données valables. Dans certains cas, le personnel (environ une centaine) entraîné par ce Projet sera appelé à constituer des unités de programmation et de planification agricole au sein de leurs institutions respectives. En utilisant des techniciens nationaux dans la préparation des études de pré-investissement, le coût des projets peut être sensiblement réduit et le service des techniciens étrangers peut ainsi être utilisé de façon optimale.

A court terme, ce Projet fournira des données diagnostiques considérables qui peuvent être utilisées dans une analyse sectorielle; et à long terme, ce Projet produira de substantiels avantages secondaires à des milliers de paysans qui bénéficieront éventuellement de meilleures infrastructures agricoles.

VI. COUTS DU PROJET

Les besoins en ressources pour ce Projet incluent personnel, mobilier et capital de fonctionnement. Environ 65% du coût total vont au personnel (Tableau 1), 4% aux investissements fixes et 31% sont les frais de fonctionnement. Des \$233.021 requis en financement externe, 66% sont pour le personnel (local et étranger), 6% pour les investissements fixes et 28% pour les frais de fonctionnement.

A. Coût du Personnel

Un état détaillé du coût annuel du personnel est présenté au Tableau 3. Les sources de financement pour ces dépenses du personnel figurent au Tableau 4. Le groupe de techniciens constituant l'équipe de six hommes inclut le coordonnateur de la dite équipe (également technicien), un agronome, un économiste, un ingénieur, un sociologue et un statisticien. Ces positions seront confiées à des diplômés d'université ayant une parfaite expérience dans leurs branches respectives. Une secrétaire bilingue, deux secrétaires dactylographes et un chauffeur-coursier seront requis à plein temps.

ANNEES

PERSONNEL	ANNEES						Total	1978-79
	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79		
<u>LOCAL:</u>	clé	\$	clé	\$	clé	\$	clé	\$
Coordonnateur	5-4	5280	5-4	5280	5-5	5400	5-6	5520
Agronome	4-10	4800	4-10	4800	5-1	4920	5-2	5040
Economiste	4-10	4800	4-10	4800	5-1	4920	5-2	5040
Ingénieur	4-10	4800	4-10	4800	5-1	4920	5-2	5040
Sociologue	4-10	4800	4-10	4800	5-1	4920	5-2	5040
Statisticien	3-5	3000	3-5	3000	3-6	3120	3-7	3240
Secrétaire Exécutive	3-5	3000	3-5	3000	3-6	3120	3-7	3240
Secrétaire	2-8	2160	2-8	2160	2-9	2280	3-1	2400
Secrétaire	2-8	2160	2-8	2160	2-9	2280	3-1	2400
Chauffeur	2-2	1440	2-2	1440	2-3	1560	2-4	1680
Total personnel local		36240		36240		37440		38640
Conseiller Etranger		25000		25000		25000		5000
Total Personnel		61240		61240		62640		43640
								39840
								41040
								1000*
								42040

* A partir de ce point, IICA fournira l'Assistance Technique.

SOURCE	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	Total	1978-79
<u>PERSONNEL LOCAL</u>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACDI	18120	18120	14976	11592	7968	70776	0
Gouv. d'Haiti	18120	18120	22464	27048	31872	117624	41040
Total	36240	36240	37440	38640	39840	188400	41040
<u>PERSONNEL ETRANGER</u>							
ACDI	25000	25000	25000	5000	5000	85000	1000*
Gouv. d'Haiti	0	0	0	0	0	0	0
Total	25000	25000	25000	5000	5000	85000	1000
Grand Total	61240	61240	62440	43640	44840	273400	42040

* A partir de ce point, IICA fournira l'Assistance Technique.

Clef des salaires mensuels

Classification	ETAPES									
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
7	610	620	630	640	650	660	670	680	690	700
6	510	520	530	540	550	560	570	580	590	600
5	410	420	430	440	450	460	470	480	490	500
4	310	320	330	340	350	360	370	380	390	400
3	210	220	230	240	250	260	270	280	290	300
2	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200
1	10	20	30	40	50	60	70	80	90	100



Les coûts totaux du personnel pour la période quinquennale est de \$273.400. De cette valeur, \$85.000 sont affectés à l'assistance technique étrangère. Du surplus, \$188.400 alloués aux besoins en personnel local, \$117.624 (63%) seront supportés par le Gouvernement et \$70.776 (37%) par l'ACDI.

En vue d'assurer la pérennité du Projet, les coûts du personnel local doivent être graduellement absorbés par le DARNDR. Ceci est prévu à partir de la 3ème année du Projet lorsque le personnel local supporté par les fonds externes passe de 50 à 40%. Au cours de la 4ème année, ce pourcentage tombe à 30% et atteint 20% à la cinquième année. Durant l'année fiscale 1978-79, la totalité des coûts du personnel local est à la charge du DARNDR.

B. Coût Fixes et Coûts de Fonctionnement

La mise en place effective d'une équipe de techniciens nécessite un approvisionnement adéquat en matériel et en fonds de fonctionnement aussi bien qu'en assistance technique. Des résumés de ces coûts respectifs sont présentés aux Tableaux 5 et 6. Le Tableau 5 comporte des valeurs calculées ou des coûts d'investissements fixes (équipement et mobilier). Des articles tels que bureaux, classeurs, machines à écrire, tables à dessin, etc., seront fournis par le DARNDR sans frais aucun pour le Projet. Cependant, compte tenu de la durée limitée de service, d'autres articles tels que calculatrices, instruments à dessin, voitures, etc., il est souvent préférable de les acheter à l'état neuf.

Tableau 5 Besoins en Ressources Fixes et Valeur

	Source Suggérée et Valeur en \$		
	ACDI	DARNDR	Total
<u>Mobilier de Bureau</u>			
8 Bureaux avec chaises		1.600	1.600
3 Bureaux de Secrétaire		300	300
3 Machines à écrire		600	600
3 Calculateurs électroniques	600		600
1 Machine à calculer	200		200
2 Meubles-classeurs		150	150
1 Table de conférence	150		150
1 Table à dessin		50	50
1 Set d'instruments à dessin	100		100
1 Cafetière électrique	30		30
12 Chaises	300		300
Total Mobilier de Bureau	1.380*	2.700*	4.080
<u>Equipement</u>			
1 Jeep 1ère année du Projet	6.000		6.000
1 Jeep 4ème année du Projet	4.500		4.500
Divers	1.420		1.420
Total autre équipement	11.920		11.920
<u>Grand Total</u>	13.300	2.700	16.000

* à être dépensé au cours de la première année.



Tableau 6

Coûts d'opération par année

Destination	Coûts estimés en \$ par année						
	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	Total	1978-79
Fournitures de Bureau	1000	500	500	500	500	3000	500
Reproduction de Documents							
Rapports 1000p x 200ccx \$0,02	4000	3000	3000	3000	3000	16000	3000
Xerox 2000p x \$0,10	200	200	200	200	200	1000	200
Fonctionnement de la Jeep							
1800 gal. gaz. x \$0,336*	605	605	605	605	605	3025	2400
Huile, entretien, etc	200	400	600	600	600	2400	600
Pardiem							
6 techniciens et chauff. 40% de leur temps sur le terrain: 7 x 96 jours = 672 x 10,00	6720	6720	6720	6720	6720	33600	6720
Consultants et Adminis- tration	9000	9000	9000	9000	9000	45090	10000**
Locaux de travail	2400	2400	2400	2400	2400	12000	2400
Divers	1000	1000	1000	1000	1000	5000	1000
Dépenses non programmées	2000	2000	2000	2000	2000	10000	
Total	27125	25825	26025	26025	26025	131025	25025
<u>Source du Capital d'opé- ration</u>							
ACDI	15725	14425	12945	11265	9585	63945	0
IICA	9000	9000	9000	9000	9000	45000	10000
Gouvernement d'Haiti	2400	2400	4080	5760	7440	22080	15025
	27125	25825	26025	26025	26025	131025	25025

* Avec franchise

** IICA fournira toute l'Assistance Technique à partir de ce point.

Le montant total des fournitures de bureau est de \$4.048 dont la contribution du DARNDR représente 66%. La majeure partie des fonds d'équipement est affectée à l'achat de deux jeeps. L'une d'elles sera achetée tout au début du Projet et sera remplacée par une jeep neuve au cours de la 4ème année du Projet. La valeur de la jeep usagée est estimée à \$1500, ce qui réduit le prix d'achat de la nouvelle jeep à \$4500. Le coût total d'équipement est estimé à \$16.000. Environ 66% de cette valeur seront dépensés dès la première année d'opération.

Les articles figurant au Tableau 6 sont les coûts annuels d'opération pour toute la durée du Projet. Ils comprennent: fournitures de bureau, reproduction de documents (rapports, projets, etc) entretien et fonctionnement de la jeep, paiement des techniciens et du chauffeur, frais d'administration et assistance technique fournie par IICA, et autres dépenses diverses. Le coût moyen annuel d'opération pour la période de cinq ans est approximativement de \$131.025. De ce total, l'agence de financement fournira \$63.945 (49%), IICA \$45.000 (34%) et la participation du Gouvernement Haitien sera de \$22.080 (17%).

DEUXIEME RAPPORT RELATIF AU PROJET
DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE
L'UNITE DE PROGRAMMATION
DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE D'HAITI

(Période Juillet 1974 - Juin 1975)

Présenté par le Ministère de l'Agriculture d'Haiti et la Représentation de
l'Institut Interaméricain des Sciences Agricoles en Haiti.

C O N T E N U

	<u>Page</u>
RAPPORT D'ACTIVITES DE L'UNITE DE PROGRAMMATION Juillet 1974-Juin 1975	
1. GENERALITES	1
2. ACTIVITES DU PROJET	1
3. DIFFICULTES RENCONTREES	2
4. CALENDRIER DES ACTIVITES	2
5. REALISATION DU PROJET	3
6. EN GUISE DE CONCLUSION	10
RAPPORT ADMINISTRATIF DU PROJET	
1. GENERALITES	11
2. ACTIONS RELATIVES A L'ADMINISTRATION	11
3. ACTIONS RELATIVES A L'EQUIPEMENT	12
4. ACTIONS RELATIVES A L'AMENAGEMENT DES LOCAUX	12
5. ACTIONS RELATIVES A L'ENGAGEMENT DU PERSONNEL	12
I. RAPPORT FINANCIER DU PROJET	
1. GENERALITES	14
2. DEBOURSEMENTS FAITS AU 30 JUIN 1975	14
3. AJUSTEMENTS POUR LE BUDGET 1975-1976	16
4. MESURES FUTURES A PRENDRE	17

LISTE DES ANNEXES

- Annexe I. Liste des Documents Préparés par l'Unité de Programmation
- II. Documents Etudiés par l'Unité de Programmation
- III. Missions Rencontrées par l'Unité de Programmation

ABREVIATIONS UTILISEES

ACDI	Agence Canadienne de Développement International
AID	Agence Internationale de Développement
BDPA	Bureau pour le Développement de la Production Agricole
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BIRD	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement
CONADEP	Conseil National de Développement et de Planification
DARNDR	Département de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
FAC	Fonds d'Aide et de Coopération
FAMV	Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire
FAO	Food and Agriculture Organization
IHPCADE	Institut Haïtien de Promotion du Café et des Denrées d'Exportation
IICA	Institut Interaméricain des Sciences Agricoles
ODPG	Office de Développement de la Plaine des Gonaïves
ODVA	Organisme de Développement de la Vallée de l'Artibonite
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SEPDA	Section d'Elaboration et d'Evaluation de Projets de Développement Agricole
SINTEC	Société Internationale d'Équipement et de Conseil
URBARC	Urbanisme Architecture (Société Canadienne)
USAID	United States Agency for International Development



JUILLET 1974 - JUIN 1975

1. GENERALITES

Le présent rapport couvre les activités du projet tripartite de Renforcement Institutionnel de l'Unité de Programmation (DARNDR/ACDI/IICA), au terme de sa première année d'opération. Ce coup d'oeil rétrospectif sur l'évolution du projet, vise essentiellement à évaluer le travail réalisé à cette date, à identifier éventuellement les goulots d'étranglement et à apporter, au besoin, les redressements nécessaires.

Tout au cours de la période considérée, le personnel du Secrétariat Technique n'a subi aucune modification, en terme quantitatif. Toutefois, avec l'approbation du budget de l'exercice 1975-1976, il est prévu que le nombre de professionnels affectés au Secrétariat Technique passera de 6 à 10 et celui du personnel auxiliaire de soutien de 4 à 8, à partir de juillet 1975.

Quant à l'assistance technique étrangère, elle a été renforcée dès février 1975, avec l'affectation à l'Unité de Programmation d'un expert en planification agricole, fourni au projet par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI).

2. ACTIVITES DU PROJET

A. Activités programmées

Conformément au plan d'opération établi pour l'exercice fiscal 1974-1975, les activités prévues pour la première année de fonctionnement du projet et antérieurement désignées sous le sigle SEPDA (Section d'Elaboration et d'Evaluation de Projets de Développement Agricole) ont été les suivantes :

- SEPDA 1. Préparation des projets de Développement Agricole dans le cadre du Budget de Développement (Financement Interne);
- SEPDA 2. Elaboration des Projets de Développement Agricole (spécialement pour la réhabilitation des petits systèmes d'irrigation) pour financement externe ou mixte;
- SEPDA 3. Elaboration d'un fichier de Projets de Développement Agricole (en collaboration avec le CONADEP);
- SEPDA 4. Création d'une banque de données nécessaires pour la Planification, la Programmation et l'Elaboration de Projets pour le Secteur Agricole;
- SEPDA 5. Collaboration pour l'Elaboration du Plan Quinquennal de Développement Agricole (1976-1981);

SEPDA 6. Organisation et Présentation de Séminaire sur l'Elaboration et l'Evaluation de Projets de Développement Agricole.

B. Tâches non programmées

Les activités dites non programmées se réfèrent à tous les travaux urgents que le Ministère de l'Agriculture peut, à tout moment, confier à l'Unité de Programmation, en vue d'une action immédiate. Ces tâches imprévues, considérées comme prioritaires selon l'optique officielle, absorbent souvent une importante fraction du temps du personnel technique affecté au Projet. Elles incluent essentiellement :

- des réunions de travail avec les missions d'assistance étrangère et des groupes privés, intéressés à l'agriculture
- des études techniques à des fins spécifiques
- des révisions de dossiers techniques pour commentaires et opinions
- des missions à l'étranger à des fins spécifiques.

3. DIFFICULTES RENCONTREES

Dans l'exécution des travaux, à la charge de l'Unité de Programmation, certaines difficultés sont à signaler. On peut mentionner entre autres :

- les conditions physiques de travail qui n'ont pu être rendues adéquates qu'à la fin de février 1975
- l'insuffisance du personnel du Secrétariat Technique qui a dû faire face à toutes les tâches incombant à l'Unité de Programmation.

De même, avec l'évolution des activités du projet, - en dépit du dynamisme des secrétaires attachées à l'Unité de Programmation - il a été noté, en maintes fois, un certain ralentissement dans la marche des travaux de dactylographie, résultant d'une carence évidente du personnel auxiliaire affecté au service du secrétariat administratif.

- le manque d'information statistique de base, en particulier, pour les travaux de planification. Ceci a été mis en évidence notamment à l'occasion de la préparation du Deuxième Plan sectoriel agricole.

4. CALENDRIER DES ACTIVITES

D'après le plan d'opération établi pour la première année de fonctionnement du projet, le calendrier des activités est le suivant :

Activités	Date de démarrage prévue		Date de démarrage effective	
SEPDA 1	Janvier	1975	Juillet	1974
SEPDA 2	Septembre	1974	Septembre	1974
SEPDA 3	Juillet	1974	Juillet	1974
SEPDA 4	Juillet	1974	Juillet	1974
SEPDA 5	Janvier	1975	Octobre	1974
SEPDA 6	Mars	1975	Non réalisé	

En ce qui concerne SEPDA 5, les travaux préliminaires ont débuté en septembre 1974, mais les activités proprement dites ont commencé à partir de janvier 1975.

5. REALISATION DU PROJET

A. Activités programmées

SEPDA 1. Préparation des projets de Développement Agricole dans le cadre du Budget de Développement (Financement Interne)

Au cours de l'exercice passé, l'Unité de Programmation a fourni son assistance technique à divers Services spécialisés du DARNDR et à certains organismes travaillant dans le secteur de l'agriculture dans la préparation et l'élaboration de 8 projets de développement agricole. A part quelques exceptions, ces projets ont été retenus dans le Premier Plan Quinquennal agricole 1971-1976 dont l'exécution est actuellement en voie d'achèvement.

Ce sont les suivants :

1. Intensification des cultures vivrières
2. Parc d'équipement pour l'irrigation
3. Projet de production caféière (projet traditionnel)
4. Projet de production cacaoyère
5. Banque Nationale de Semences Améliorées (BANASEA)
6. Santé animale
7. Ilot de développement de Bonyotte (Léogane)
8. Projet de production du matériel éducatif et de la radio éducative.

Le financement de ces projets provient de source essentiellement locale. Il est prévu néanmoins un appui externe pour les projets 5 et 8, par l'intermédiaire du "Fonds Simon Bolivar".

SEPDA 2. Elaboration des Projets de Développement Agricole (spécialement pour la réhabilitation des petits systèmes d'irrigation) pour financement externe ou mixte.

En ce qui a trait aux activités SEPDA 2, l'Unité de Programmation a réalisé, en collaboration avec l'IICA, les deux études

suivantes (Annexe 1) :

- Enquête sur la production agricole de l'Arrondissement du Cap Haitien (document No. 7)
- Résultats de l'enquête sur les exploitations agricoles de l'Arrondissement du Cap-Haitien (document No. 13).

Ces travaux de base ont été jugés indispensables à la constitution du dossier technique de la région, dans la perspective d'un futur Projet de Développement Agricole du Département du Nord.

Dans le même ordre d'idées, l'assistance technique de l'Unité de Programmation a été requise, en vue d'aider à compléter les études de factibilité, dans le cadre du Projet d'Aménagement Agricole de la Vallée des Trois Rivières du PNUD/FAO. Avec l'arrivée récente de l'expert économiste des Nations Unies, attendu à cet effet, les travaux à entreprendre vont pouvoir commencer bientôt.

Parallèlement à la préparation des dossiers de projets, l'Unité de Programmation a pour tâche de procéder périodiquement au contrôle et à l'évaluation des projets en exécution. A cet effet, les projets évalués au cours de la période passée ont été les suivants :

- Santé animale
- Planification agricole (DARNDR)
- Organisation des Statistiques Agricoles
- Organisation et formation des coopératives
- Production du matériel éducatif et de la radio éducative.

Il est à remarquer que l'évaluation des projets sus-mentionnés a été réalisée selon la nouvelle procédure adoptée par le PNUD qui prévoit des examens périodiques tripartites (Gouvernement Haitien, Agence d'exécution, et PNUD) pour les projets bénéficiant de l'assistance des Nations Unies.

Le Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation estime toutefois que l'évaluation effective de tout projet agricole s'exécutant sur le terrain doit nécessairement inclure, à l'avenir, un contrôle préalable des différentes phases de réalisation à l'actif du projet concerné.

SEPDA 3. Elaboration d'un fichier de Projets de Développement Agricole (en collaboration avec le CONADEP)

Eu égard à la diversité et à l'importance du nombre de projets que doit manipuler le Conseil National de Développement et de

Planification (CONADEP), il s'est révélé indispensable d'avoir un Fichier central de projets, basé sur un système codé, compréhensif au niveau de tous les secteurs du pays. Le secteur de l'agriculture, secteur prioritaire, par excellence dans l'économie nationale, a accordé sa meilleure attention à cette importante tâche et l'Unité de Programmation, par l'intermédiaire de son Secrétariat Technique, a apporté au CONADEP toute la collaboration voulue dans la réalisation de cette tâche.

Les résultats de ce travail ont été avantageusement utilisés jusque-là à la Division de Promotion de Projets du CONADEP et semblent se révéler pratiques pour le classement et l'utilisation aisée des fiches de projets cataloguées par secteur.

SEPDA 4. Création d'une banque de données nécessaires pour la Planification, la Programmation et l'Elaboration de Projets pour le Secteur Agricole

Collecte des données existantes

Les activités relatives à la création d'un centre d'information technique au niveau du secteur agricole, entamées dès l'initiation du projet ont permis, dans une première étape, de procéder à l'inventaire des documents existants. A cette date, plus d'une centaine de dossiers valables incluant des études, rapports et autres publications techniques a pu être récupéré. Les dits documents se réfèrent à des disciplines diverses telles que : agriculture générale, élevage, forêt, pêche, éducation rurale, etc...

Etudes Spécifiques

Il est évident que les informations ainsi rendues disponibles sont loin de pouvoir répondre aux multiples besoins d'un bureau de planification sectorielle. A cet effet, pour arriver à combler progressivement cette carence notoire d'information de base, des études complémentaires spécifiques ont été réalisées à l'Unité de Programmation et mises à la disposition des intéressés sous forme d'une série de documents. Les travaux y relatifs, parus à cette date, sont au nombre de 13 et figurent à l'Annexe 1 du présent rapport.

Etablissement de fiches de cultures

Toujours dans le cadre des activités SEPDA 4, des fiches spéciales comportant des données technico-économiques ont été établies pour les principales cultures développées en Haïti. Ces fiches sont disponibles à l'Unité de Programmation pour un certain nom-



bre de cultures, parmi les plus importantes du point de vue économique. Il convient de mentionner :

Mais	<u>Zea mays</u>
Riz	<u>Oriza ap.</u>
Haricot	<u>Phaseolus vulgaris</u>
Sorgho	<u>Sorghum vulgare</u>
Banane (à cuire)	<u>Musa sp.</u>
Café	<u>Coffea sp.</u>
Canne-à-sucre	<u>Saccharum officinale</u>
Tabac	<u>Nicotiana tabacum</u>
Coton	<u>Cossipium sp.</u>
Figue-banane	<u>Musa sp.</u>
Sisal	<u>Agave sisalana</u>
Vétiver	<u>Anatherum zizanioides</u>

Le travail de préparation des dites fiches de cultures a été étendu également aux fruits et légumes et à la forêt.

SEPDA 5. Collaboration pour l'Elaboration du Plan Quinquennal de Développement Agricole (1976-1981)

Les activités préliminaires, relatives à la préparation du Deuxième Plan Quinquennal Agricole 1976-1981 ont été initiées dès le mois de septembre dernier, mais les travaux proprement dits ont commencé effectivement en Janvier 1975. Le Plan Quinquennal agricole, actuellement l'une des tâches prioritaires du Département de l'Agriculture, a constitué l'activité la plus importante de l'Unité de Programmation notamment au cours du dernier semestre.

Dans le cadre de l'élaboration dudit Plan, diverses réunions de travail ont été tenues, d'un côté, avec les représentants désignés du CONADEP, de l'autre, avec les services spécialisés et les organismes autonomes et semi-autonomes du secteur agricole. Le but essentiel de ces discussions a consisté notamment à reconsidérer dans son ensemble la politique agricole nationale en vue :

- d'identifier les besoins prioritaires
- de définir les objectifs à atteindre, sur la base de projections quinquennales
- d'étudier les voies et moyens nécessaires pour y parvenir, en tenant compte des disponibilités physiques, financières et humaines du pays.

A cet effet, l'Unité de Programmation a préparé plusieurs documents de travail, destinés en particulier, à orienter et à guider le travail des divers services techniques et autres institutions nationales concernées. Parmi ces documents, on peut retenir :



- Esquisse du Deuxième Plan de développement économique-social 1976-1981. Recommandations pour les grandes orientations (décembre 1974)
- Plan sectoriel agricole (1976-1981 (Première version)-février 1975
- Preparación Plan Quinquenal 76/81 y Programas Agrícolas (mars 1975)
- Contribution du secteur agricole à l'aménagement physique du territoire (mai 1975)
- Note importante pour l'élaboration du Plan Quinquennal agricole 1976-1981 (mai 1975)
- Une approche vers la programmation (Contribution à la réunion No. 2 - mai 1975)
- Contribution à l'organisation des statistiques agricoles (mai 1975)

Il importe de signaler que les services des deux experts en planification qui assistent actuellement l'Unité de Programmation ont été bien appréciés, notamment à l'occasion des travaux de préparation du plan sectoriel agricole.

Depuis, l'action se poursuit toujours avec le même enthousiasme et la même détermination autour de la préparation de ce plan agricole dont l'ébauche doit être présentée au CONADEP à la fin du mois de septembre prochain.

De même, dans le cadre de l'assistance de l'Institut Interaméricain des Sciences Agricole (IICA) aux "Ilots de Développement", l'Unité de Programmation a préparé, en coopération avec un expert de cet organisme, les documents de travail ci-après :

- Considérations méthodologiques pour la préparation de projets pour les Ilots de développement
- Certaines considérations sur le programme Ilots de développement
- Procédés tentatifs pour l'implantation du programme d'action dans les ilots de développement
- Diagnostic sur les ilots de développement. Suggestions pour une méthodologie et un modèle.

Les travaux sus-indiqués visent, en particulier, à définir les différents types d'action à entreprendre dans les Ilots de développement au cours de l'exécution du Deuxième Plan Quinquennal agricole 1976-1981.

SEPDA 6. Organisation et présentation de séminaire sur l'élaboration et l'évaluation de projets de développement agricole.

La rubrique SEPDA 6 prévoit l'organisation et la présentation



de séminaire sur la préparation et l'évaluation de projets de développement agricole, notamment à l'intention des étudiants de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire (FAMV). Ces activités n'ont pu être entreprises au cours de la première année du projet, eu égard à certaines contraintes imprévisibles au départ.

B. Travaux non-programmés

Les travaux non programmés consistent en toutes autres activités imprévues auxquelles l'Unité de Programmation a dû faire face en priorité. Ces cas d'urgence ont été particulièrement nombreux au cours de l'exercice passé et apparaissent sous l'une des rubriques suivantes :

1. Etude ou révision de dossiers techniques

Divers documents techniques comprenant en particulier des rapports de mission et des textes de projets ont été soumis au Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation pour commentaires et opinion. Les plus importants sont mentionnés à l'annexe 2.

2. Réunions de travail avec les Missions d'assistance externe

De nombreuses séances de travail, incluant des visites de terrain, ont eu lieu entre le Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation et des Missions d'assistance étrangère et groupes privés intéressés aux questions agricoles (annexe 3).

Les réunions de travail de ce genre ont été très fréquentes et s'échelonnent pratiquement sur toute l'année. D'ailleurs la liste y relative, qui figure en Annexe 3, est loin d'être exhaustive. Il est à noter, en outre, qu'en maintes occasions, l'Unité de Programmation a dû avoir plusieurs séances de travail avec une même mission, certaines d'entre elles ayant eu des séjours prolongés dans le pays.

C. Activités de terrain

Au cours de cette première année de fonctionnement du projet, les activités de terrain ont été plutôt limitées. En termes chiffrés, les travaux en plein champ qui ont consisté plus spécialement en visites d'inspection, études, enquêtes, etc., correspondent à près de 100 journées/hommes. Ceci s'explique en partie du fait que la période considérée se réfère surtout à la phase de préparation du Plan Quinquennal sectoriel. Il est à prévoir néanmoins que le terrain absorbera une fraction importante du temps du personnel technique, à partir de la mise en exécution dudit plan.

D. Participation de l'Unité de Programmation aux assises internationales

Outre ses activités sur le plan local, l'Unité de Programmation prête également une attention particulière à l'actualité internationale, touchant notamment le secteur de l'agriculture. Dans cette optique, l'Unité de Programmation a été invitée à participer à diverses rencontres internationales sur des thèmes d'intérêt majeur pour la planification sectorielle agricole. Au cours de la première année de fonctionnement du projet, le Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation a été représenté à certaines de ces assises comme indiqué ci-après :

- Paul ST-CLAIR** - Prise de contact avec l'Agriculture Vénézuélienne
16 septembre - 19 octobre 1974
Caracas, Venezuela
- Gérard LOHIER** - Conférence Mondiale de l'Alimentation
5 - 16 novembre 1974
FAO, Rome
- Paul ST-CLAIR** - Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières
3 - 8 février 1975
Dakar, Dahomey
- Gérard LOHIER** - Séminaire sur les Politiques Agricoles en Amérique Latine
17 - 21 mars 1975
Washington, D.C. USA
- Paul ST-CLAIR** - Réunion préparatoire et réunion du Conseil d'Administration de l'IICA
2 - 19 mai 1975
Ottawa, Canada
- Paul St-CLAIR** - Réunion de planification de l'aide de l'ACDI à Haiti (programme quinquennal 1976-1981)
16 - 20 juin 1975
Ottawa, Canada

Il est prévu que, à tour de rôle, les divers membres du personnel du Secrétariat Technique participeront à des colloques internationaux sur des thèmes similaires.

Dans cette perspective, l'Ingénieur L. Duvivier a été désigné pour participer au Séminaire International sur l'Emploi et la Planification Agricole prévu en novembre prochain à Tanger, Maroc.

De même, répondant à une invitation du Gouvernement Mexicain à visiter de petits projets agricoles nationaux (genre Ilot de Développement), le Département de l'Agriculture a fait choix de l'Agronome André Jn-Louis comme représentant du Gouvernement Haitien en la circonstance. La date de cette visite n'a pas encore été fixée.

6. EN GUISE DE CONCLUSION

En dépit des difficultés rencontrées, au cours de cette phase d'initiation, dans l'exécution des travaux, l'on peut dire que les résultats obtenus jusque-là sont plutôt encourageants. Certes, eu égard à la nature du projet qui vise essentiellement à renforcer les structures techniques et organisationnelles du bureau de programmation, des réalisations faites à cette date ne sauraient se traduire sur la base d'une rentabilité économique quantifiable. On peut néanmoins estimer que l'objectif visé a été atteint à près de 75%.

Il est à prévoir de sensibles améliorations dans les années à venir, du fait de l'élargissement, avec le temps, des capacités techniques et opérationnelles du personnel de l'Unité de Programmation.

Néanmoins, il demeure entendu que le travail de planification agricole ne pourra être facilité sans le renforcement simultané du Service de Statistiques Agricoles, appelé à satisfaire les besoins essentiels du bureau de programmation.

II. RAPPORT ADMINISTRATIF DU PROJET

1. GENERALITES

L'accord administratif qui a donné lieu au présent projet a été signé le 1er juin 1974, entre l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) représentée par M. William McKenzie Wood, le Gouvernement Haïtien représenté par M. Jaurès Lévêque, Secrétaire d'Etat de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural et M. Emmanuel Bros, Secrétaire d'Etat des Finances et des Affaires Economiques, et par M. Jorge M. Montoya, Représentant de l'Institut Interaméricain des Sciences Agricoles (IICA) en Haïti. Ledit accord administratif tripartite signale que la gestion et l'administration des ressources externes engagées dans le projet, c'est-à-dire les ressources de l'ACDI et de l'IICA, devraient être la responsabilité de l'IICA..

Le projet tripartite de renforcement institutionnel de l'Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, a démarré effectivement le premier juillet 1974.

2. ACTIONS RELATIVES A L'ADMINISTRATION

A partir du premier juillet 1974, la Représentation de l'Institut Interaméricain des Sciences Agricoles en Haïti a réalisé un "entraînement en service" de la personne désignée par le Gouvernement comme Secrétaire Exécutif de l'Unité de Programmation, chargé des responsabilités administratives du côté haïtien. Cet entraînement a consisté à lui communiquer le système administratif qui devrait être appliqué au projet. Parallèlement à cet entraînement, compte tenu des modes administratives locales et de celles de l'IICA, on a élaboré différents instruments de travail (formulaires), nécessaires à la bonne gestion du projet. Entre ces formulaires, on peut citer: les feuilles de compléments de salaires, des formulaires de réquisition de matériel, équipement et services, des formulaires pour l'autorisation des voyages, des feuilles de route, etc...

D'un autre côté, au siège central de l'IICA, à San José, Costa Rica, ils ont pris les mesures nécessaires pour réaliser d'une manière systématique la comptabilité du projet par des moyens mécanisés en employant l'ordinateur. Cela permet à présent d'avoir les états financiers du projet mensuellement. Il est à signaler que la comptabilité du projet suit le même processus comptable que les fonds de l'IICA.

**Tableau 1. Salaires du Personnel de l'Unité de Programmation du DARNDR
(Projet DARNDR/ACDI/IICA)
(en US \$)**

NOMS	TITRE	Salaire Annuel (US\$)		
		Original	Ajustement	Final
R, Gérard	Coordonateur	2.400	2.760	4.600
AIR, Paul	Agronome	2.640	2.100	4.740
IER, Lucien	Ingénieur	3.240	1.500	4.740
MOND, Pierre	Sociologue	3.000	1.500	4.500
ILLE, René	Economiste	2.160	1.800	3.960
-LOUIS, André	Zootechnicien	2.160	1.800	3.960
HIN, Franklin	Statisticien	1.560	2.040	3.600
SAINVILLE, André	Secret. Exécutif	1.620	1.440	3.060
KIS, Suzy	Secrétaire	1.200	1.020	2.220
ANUEL, Saintanise	Secrétaire	960	720	1.680
LLAUME, Emile*	Secrétaire	960	720	1.680
ISTRE, Emmanus	Chauffeur	960	720	1.680
SEPH, Sully	Garçon	600	360	960
	TOTAL US\$	23.100	18.480	41.580

fonds prévus par le Projet pour ajustement de salaires US\$18.120 moins frais réels prévus US\$17.760 - US\$360 qui restent comme imprévus,

Engagé à partir du 1er janvier 1975

nécessaires pour engager l'un de ces trois candidats. A la mi-novembre 1974, M. Alberto Garcia-Munevar, planificateur agricole colombien, a accepté la position et il est arrivé à Port-au-Prince pour prendre possession de son poste au début de Février 1975

b. Personnel national

L'accord tripartite mentionnait la désignation par le Gouvernement d'Haïti de six professionnels et du personnel auxiliaire nécessaire à son fonctionnement. Nonobstant cet antécédent, avec l'agrément des partis intéressés, le Gouvernement a désigné sept professionnels et cinq auxiliaires à partir du mois de juillet 1974.

A partir de la fin juin 1974, la Représentation de l'IICA en Haïti a établi les conversations avec le Secrétaire d'Etat, le Sous-Secrétaire d'Etat et le Directeur Général de l'Agriculture, en vue d'étudier une formule valable pour les calculs des ajustements de salaires que le personnel local devraient recevoir et que le Gouvernement devait assimiler progressivement à partir du début de la troisième année de fonctionnement du projet. (Voir Tableau No. 1).

Vu les nécessités d'augmenter le personnel auxiliaire, les autorités haïtiennes ont désigné une nouvelle secrétaire pour le projet à partir du 1er janvier 1975.

D'autre part, à partir de juin 1975, la Représentation de l'IICA en Haïti a initié les négociations avec les autorités haïtiennes pour que le personnel professionnel national soit élevé à dix techniciens et le personnel auxiliaire à huit employés.



Tableau 2. Evolution du budget du projet de Renforcement Institutionnel de l'Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture d'Haïti pour les années fiscales 1974-75 et 1975-76.

COMPTE	CODE	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
<u>COUT DU PERSONNEL</u>								
Professionnel International	11	25.000,00	18.000,00	12.770,86	5.229,14	22.500,00	22.500,00	27.729,14
Profess. et Auxiliaire National	12	18.120,00	18.120,00	18.120,00	-----	26.640,00	26.640,00	26.640,00
<u>COUTS D'OPERATION</u>								
Voyages	20	5.200,00	3.500,00	2.329,90	1.170,10	4.000,00	4.000,00	5.170,10
Documentation technique	21	1.200,00	1.200,00	923,56	276,44	1.300,00	1.300,00	1.576,44
Edition de publications	22	3.000,00	2.400,00	1.991,42	408,58	3.000,00	3.000,00	3.408,58
Matériel et articles de bureau	25	1.500,00	1.500,00	1.103,59	396,41	1.500,00	1.500,00	1.896,41
Autres frais	26	3.000,00	3.000,00	2.938,74	61,26	3.000,00	3.000,00	3.061,26
<u>FRAIS GENERAUX</u>								
Assurance	56	250,00	250,00	451,60	(201,60)	600,00	600,00	398,40
Autres frais	57	200,00	200,00	332,87	(132,87)	200,00	200,00	67,13
<u>EQUIPEMENT</u>								
Equipement nouveau	40	8.800,00	15.800,00	12.938,59	2.861,41	3.000,00	300,00	3.161,41
<u>IMPREVUS</u>								
Imprévus	70	2.500,00	4.800,00	4.816,20	(16,20)	10.000,00	3.000,00	2.292,20
<u>CHARGE AU CHANGE DE MONNAIE</u>								
TOTAL		68.770,00	68.078,40	58.717,33	9.361,07	75.740,00	66.040,00	75.401,07

- (1) Budget approuvé originellement pour l'année 1974-1975
- (2) Budget modifié, après transferts, pour l'année 1974-1975
- (3) Dépenses faites à la date du 30 juin 1975
- (4) Ressources non dépensées à la date du 30 juin 1975
- (5) Budget approuvé originellement pour l'année 1975-1976
- (6) Budget modifié, après transferts, pour l'année 1975-1976
- (7) Ressources disponibles pour l'année 1975-76 (4 - 6)
- (8) Les charges au change de monnaie de la colonne (4) ont été soustraites du compte (70) de la colonne (7)

III. RAPPORT FINANCIER DU PROJET

1. GENERALITES

L'accord administratif qui a donné lieu au présent projet indique qu'au 30 juin de chaque année on présentera un rapport financier correspondant à l'année fiscale écoulée. Ci-dessous, on présente les divers aspects du rapport financier.

2. DEBOURSEMENTS FAITS AU 30 JUIN 1975

Dans le tableau 2, on peut observer les divers aspects du budget 1974-1975, avec les ajustements faits pour le budget approuvé 1975-1976.

Durant l'année fiscale 1974-1975, le budget prévu était de \$68.770 (colonne 1). Nonobstant le chiffre réel a été de \$68.078.40, étant donné que lors du versement par l'ACDI de la deuxième tranche des fonds pour le budget, il y a eu une charge au change pour transformer le dollar canadien en dollar américain. Et au 30 juin, les dépenses faites (colonne 3) ont été de \$58.717,33, ce qui donne un taux de réalisation budgétaire de 86,25%, et une somme de \$9.361,07 (colonne 4) qui n'a pas été dépensée.

Ci-dessous, on donne une explication des dépenses faites dans chacun des comptes (postes) du budget.

a. Personnel professionnel international (11)

Sur ce poste, à la date du 30 juin, on a dépensé la somme de \$12.770,86 qui représente cinq mois de salaires alloués au Planificateur agricole engagé pour le projet ainsi que les divers coûts de subsides, assurances et frais de recrutement. Sur ce poste, il reste une somme de \$5.229,14 qui n'est pas dépensée.

b. Personnel professionnel et auxiliaire national (12)

A la date de fermeture du présent rapport, les dépenses faites sur ce poste représentent la somme de \$18.120,00 qui indiquent un taux de réalisation budgétaire de 100%.

c. Voyages officiels (20)

Le total de dépenses dans ce poste correspond à la somme de \$2.329,90, qui représente le coût d'une centaine de jours de voyage à l'intérieur du pays et d'un ticket d'avion et de frais payés au Directeur Général de l'Agriculture (responsable de la



ESTADO DE PRESUPUESTO

Periodo fiscal Julio 1974 - Junio 1975

a la fecha .30. de Junio de 1975

Oficina CONVENIO IICA/CANADA/HAÏTI

Contabilidad

Cuentas	CODIGO	GASTADO EN EL MES	GASTADO A LA FECHA	PLAN DE GASTOS	DISPONIBLE
COSTO DE PERSONAL					
Profesional Internacional	11	3.513.48	12.770.86	18.000.00	5.229.14
Profesional Nacional y Auxiliar	12	3.080.00	18.120.00	18.120.00	---
Sub-total		6.593.48	30.890.86	36.120.00	5.229.14
COSTOS DE OPERACION					
Viajes Oficiales	20	727.50	2.329.90	3.500.00	1.170.10
Literatura Técnica	21	223.20	923.56	1.200.00	276.44
Edición de Publicaciones	22	573.74	1.991.42	2.400.00	408.58
Materiales y Utiles	25	156.65	1.103.59	1.500.00	396.41
Otros Servicios	26	1.177.88	2.938.74	3.000.00	61.26
Sub-total		2.858.97	9.287.21	11.600.00	2.312.79
SERVICIOS GENERALES					
Seguros	56	87.67	451.60	250.00	(201.60)
Otros Gastos	57	98.00	332.87	200.00	(132.87)
Sub-total		185.67	784.47	450.00	(334.47)
EQUIPO					
Equipo Nuevo	40	3.700.00	12.938.59	15.800.00	2.861.41
IMPREVISTOS - Imprevistos					
	70	2.340.63	4.816.20	4.800.00	(16.20)
T O T A L					
		15.678.75	58.717.33	68.770.00	10.052.67
DIFERENCIA DE CAMBIO					
		15.678.75	58.717.33	(691.60)	(691.60)
TOTAL AJUSTADO					9.361.07

Certifico que estas cifras son correctas y que los documentos y comprobantes que los amparan se hallan en poder de la División de Contabilidad del IICA en la Dirección General y en la Representación en Haití.

partie haïtienne du projet) à Ottawa, Canada. Sur ce poste, il reste la somme de \$1.170,10 qui n'est pas dépensée.

d. Documentation technique (21)

La somme dépensée dans ce poste correspond à la somme de \$923,56 qui a servi surtout à l'achat des documents techniques et à la reproduction de documents de travail pour le personnel de l'Unité de Programmation. Sur ce poste, il reste la somme de \$276,44 qui n'est pas dépensée.

e. Edition de publications (22)

Les dépenses réalisées dans ce poste ont servi à la reproduction de 13 documents formels publiés par l'Unité de Programmation et à l'impression d'autres instruments de travail tels que formulaires d'enquêtes, etc... La somme dépensée dans ce poste correspond à \$1.991,42 et la somme non dépensée à \$408,58.

f. Matériel et Articles de bureau (25)

Pour ce compte, on a dépensé \$1.103,59 sur un total de \$1.500, donnant une différence de \$396,41. Les dépenses dans ce poste ont servi pour couvrir les frais d'achat de papeterie, matériel et articles de bureau nécessaires au fonctionnement de l'Unité de Programmation.

g. Autres services (26)

Ce poste budgétaire a permis de couvrir les frais d'entretien périodique de véhicules (service de manutention, pièces de rechange, pneus, etc...) et les frais de combustibles pour ces véhicules, ainsi que pour couvrir de petits frais pour l'achèvement des installations des locaux de l'Unité de Programmation. Sur ce poste, on a dépensé \$2.938,74, avec un reste de \$61,26 qui n'est pas dépensé.

h. Assurances (56)

Ce poste dont le budget prévu était de \$250 a souffert un déficit de \$201,60 comme conséquence du coût de l'assurance de deux véhicules au lieu d'un prévu originellement.

i. Autres frais (57)

Sur ce poste, on a dépensé la somme de \$332,87 qui a servi à couvrir des frais non prévus.

j. Equipement nouveau (40)

Sur ce compte, on a dépensé la somme de \$12.938,59 qui ont été utilisés pour acheter deux véhicules, 1 Land Rover tous terrains de 12 passagers et une Volks Wagen 1300, ainsi que l'équipement de climatisation des locaux aménagés pour l'Unité de Programmation. Sur ce compte, on a consenti des dépenses de matériaux de construction qui permettront l'achèvement de la deuxième tranche des locaux de l'Unité de Programmation qui s'avère nécessaire, vu l'augmentation du personnel à partir de juillet 1975. Sur ce compte, il reste la somme de \$2.861,41 qui n'est pas dépensée parce que la troisième véhicule de l'Unité de Programmation n'était pas arrivé au 30 juin à Port-au-Prince.

k. . Imprévus

Sur ce poste, on a dépensé la somme de \$4.816,20 qui a été employée pour l'achat d'équipement de bureau et le système d'illumination et de ventilation des locaux de l'Unité de Programmation.

l. Charges au Change de Monnaie

Cette dépense imprévue correspond à la transformation de monnaie canadienne en monnaie américaine pour la deuxième tranche de fonds déposée par l'ACDI, ce qui représente la somme de \$691,60.

LEMENTS POUR LE BUDGET 1975-1976

Le budget approuvé pour l'année 1975-1976 est pour la somme globale de \$75.740,00 (colonne 5). Ce montant approuvé a souffert des ajustements que l'on peut voir dans la colonne 6, ce qui donne un montant ajusté de \$66.040,00. En considérant que les ressources non dépensées du budget 1974-1975 sont de \$9.361,07, dans la colonne 7 on peut voir les ressources disponibles pour l'année 1975-1976.



4. MESURES FUTURES A PRENDRE

Compte tenu de l'évolution qu'a souffert le budget du projet durant l'année 1974-75, l'apport de l'ACDI pour la période 1975-76 est de \$66.040. L'administration du projet requiert que le budget de travail pour l'année 1975-76 soit celui qui se présente à la colonne 7 qui représente l'addition du budget approuvé de \$66.040 et les fonds non dépensés durant l'année 1974-75 correspondant à une somme de \$9.361,07.

D'autre part, l'administration du projet consulte l'Agence Canadienne de Développement International au sujet de l'auditoriat qui doit être fait sur les ressources que l'ACDI a engagé dans le projet. A ce sujet, elle propose plusieurs alternatives :

- a. que la Division de Comptabilité de la Direction Générale de l' - IICA à Costa Rica fasse un auditoriat interne;
- b. que la Compagnie Price, Waterhouse & Co., qui fait l'auditoriat externe de toutes les activités financières de l'IICA, se charge de cet auditoriat;
- c. que l'ACDI propose une autre alternative.

ANNEXE I

LISTE DES DOCUMENTS PREPARES PAR L'UNITE DE PROGRAMMATION

Document #

- 1 GILES, A. Considérations générales sur un système de programmation au niveau du secteur agricole. Port-au-Prince, Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, décembre 1973.
- 2 VILLACIS, F. L'Unité de Programmation du DARNDR: Système de fonctionnement interne et externe pour la planification du secteur agricole en Haiti. Port-au-Prince, Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, mai 1974.
- 3 DONNER, W. Quelques considérations sur la régionalisation d'Haiti au point de vue de développement agricole. Port-au-Prince, Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, juillet 1974.
- 4 DONNER, W. Quelques observations sur un Country Program révisé du PNUD, face à la stratégie agricole annoncée. Port-au-Prince, Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, septembre 1974.
- 5 DONNER, W. Planning for Food Production and rural development. Case studies Haiti. Port-au-Prince, Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, septembre 1974.
- 6 DONNER, W. Une orientation du travail du Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation du DARNDR. Port-au-Prince, Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, novembre 1974.
- 7 DORVILLE, R. & DAUPHIN, F. Enquête sur la production agricole de l'Arrondissement du Cap-Haitien. Port-au-Prince, Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, novembre 1974.
- 8 DONNER, W. La planification agricole et les besoins statistiques. Port-au-Prince, Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, décembre 1974.
- 9 DORVILLE, R. Inventaire des techniques améliorées d'emmagasinage de grains comestibles en Haiti. Port-au-Prince, Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, décembre 1974.

Document #

- 10 UNITE DE PROGRAMMATION/SECRETARIAT TECHNIQUE. Esquisse du Deuxième Plan de Développement Economique et Social 1976-1981. Recommandations pour les grandes orientations - Contribution du Secteur Agricole No. 1. Port-au-Prince, Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, décembre 1974.
- 11 DORVILLE, R. Quelques aspects particuliers des contraintes de l'agriculture haïtienne. Port-au-Prince, Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, février 1975.
- 12 ST-CLAIR, P. Les Ilots de Développement, Nouvel Instrument de la Politique Agricole du DARNDR. Port-au-Prince, Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, janvier 1975
- 13 ST-CLAIR, P. & DAUPHIN, F. Résultats de l'enquête sur les exploitations agricoles de l'arrondissement du Cap-Haïtien. Port-au-Prince, Unité de Programmation du Ministère de l'Agriculture, mars 1975.

ANNEXE II

DOCUMENTS ETUDIÉS PAR L'UNITE DE PROGRAMMATION

Possibilités d'investissement et Développement du Secteur Rural en Haïti (FAO/BID - février 1973)

Possibilités d'investissement et Développement du Secteur Rural en Haïti (FAO/BID - Rapport révisé, 1974)

Rapport sur un Projet de Pêche dans la République d'Haïti (Rapport Mission d'Identification Mai 1974)

Projet de Loi sur le charbon bactérien (Service Médecine Vétérinaire - DARNDR)

Projet de Loi sur la Quarantaine Animale (Service Médecine Vétérinaire - DARNDR)

Projet Santé Animale HAI/68/001

Projet Développement Régional Intégré Basse Vallée des Gonaïves, HAI/73/001

Projet OEA (Programme National de Coopération Technique)

Programme de Travail de l'Expert en Planification Agricole du PNUD (Dr. W. Donner)

Compte rendu de mission d'investigation en Haïti (Agronome R. Délorme, BDPA)

Avant-Projet de Développement Régional intégré en Haïti (étude faite par URBARC Canada pour ACDI, Août 1974)

Haïti 0700 - Stc Contrôle du charbon bactérien (Dr. Ephrem Jacques)

Scope of work for an evaluation of Agricultural Policies of the Government of Haïti (USAID-HAÏTI, Septembre 1974)

Analyse et Diagnostic du Système de Commercialisation Interne des Produits Agricole en Haïti (IICA - mars 1975)

Résultats de la Mission de la délégation technique d'Haïti à la Commission Mixte Haïtiano-Vénézuélienne - Avril 1975.

Quatre projets de renforcement institutionnel inscrits par la Représentation de l'IICA en Haïti pour être financés par le Fonds Simon Bolivar (mai 1975)

Projet d'accord entre le Gouvernement des Etats Unis d'Amérique et le Gouvernement d'Haïti en vue de la vente des produits agricoles (juin 1975)



ANNEXE III

MISSIONS RENCONTREES PAR L'UNITE DE PROGRAMMATION

La Woodworking and Lumbering Co of Haiti (WHOSA)

La Mission FAO/BID/BIRD

La Mission FAO/BID

La Représentation de l'ACDI en Haiti

Le Fonds d'Aide et de Coopération (FAC)

La Mission d'Information de l'ACDI

La Délégation de la Communauté Economique Européenne (CEE)

La Direction Générale de la FAO

La Société Internationale d'Equipeement et de Conseil Inc. (SINTEC)

La Mission Canadienne intéressée aux Ressources Hydrauliques

Le Groupe privé Canadien intéressé aux questions phytosanitaires

La Direction Générale de l'Institut Interaméricain des Sciences Agricoles (IICA)

3 réunions d'information avec les Représentants des Organisations Internationales en Haiti

La Mission Vénézuélienne

La Mission Iranienne

La Mission AID chargée d'étudier la politique agricole du Gouvernement d'Haiti

3 réunions spéciales avec le Représentant Résident de la FAO sur l'Agriculture, l'Elevage et la Forêt, dans le cadre de l'assistance du ONUD à Haiti pour la période 1977-1981 (Mai-juin 1975)

2 réunions avec les organismes d'aide privés dans le cadre de la préparation du Deuxième Plan Quinquennal Sectoriel 1976-1981 (juin 1975)



4

Juillet - décembre 1975

REFUERZO PARCIAL de la Unidad de Programación del DARNDR. (UP)

Art I

Parte: gobierno de Canadá, a través de la Agencia Canadiense de Desarrollo Internacional (ACDI), sujeto al Acuerdo Finanz. Canadá - Haití del 12-7-73

- 11CA-Haití, sujeto al Acuerdo 11CA-Haití del 8-3-72

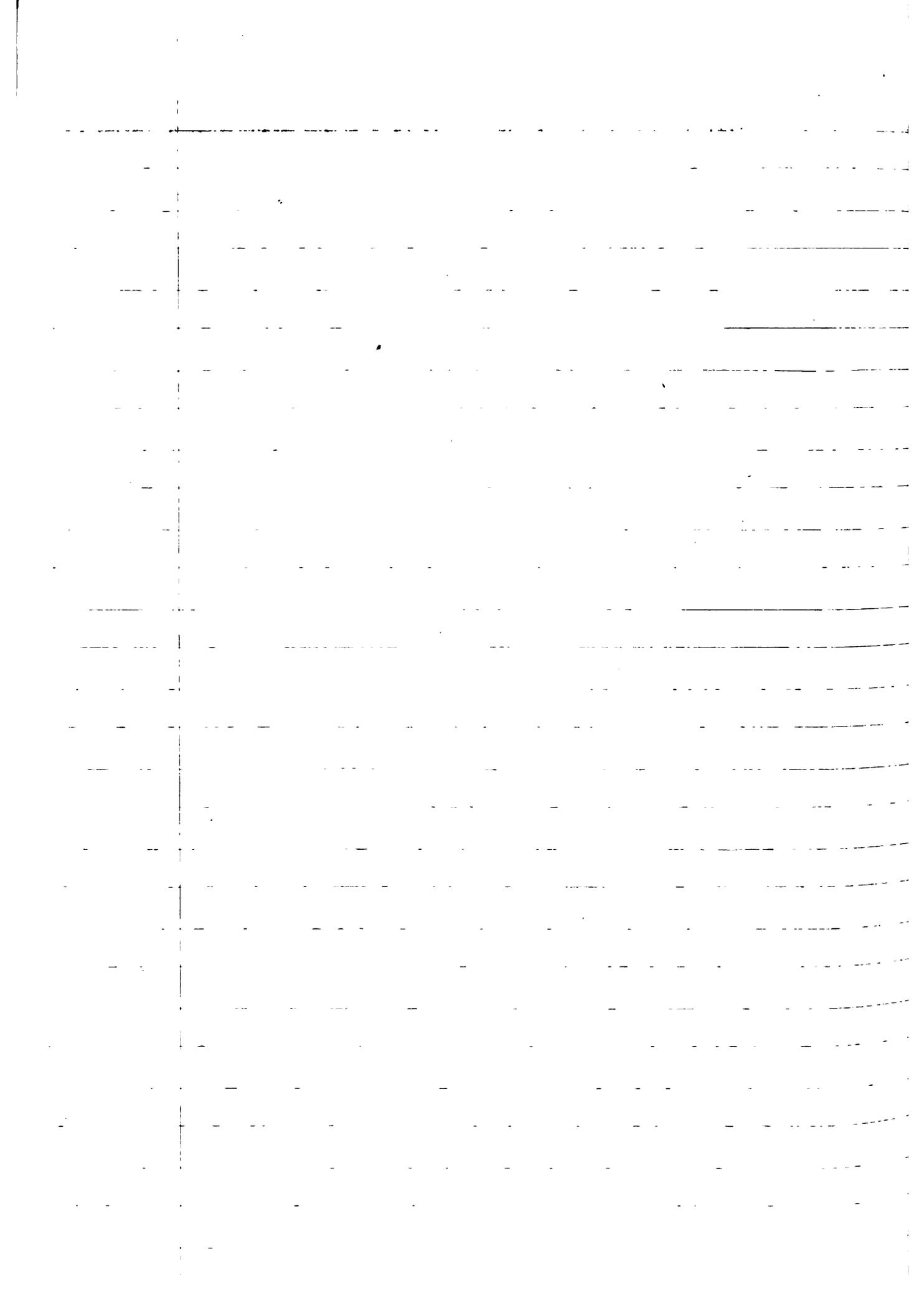
- Gobierno de Haití, a través del Consejo Nacional de Desarrollo y Planificación (CONADEP), y el Departamento de Agricultura, Recursos Naturales, y Desarrollo Rural (DARNDR)

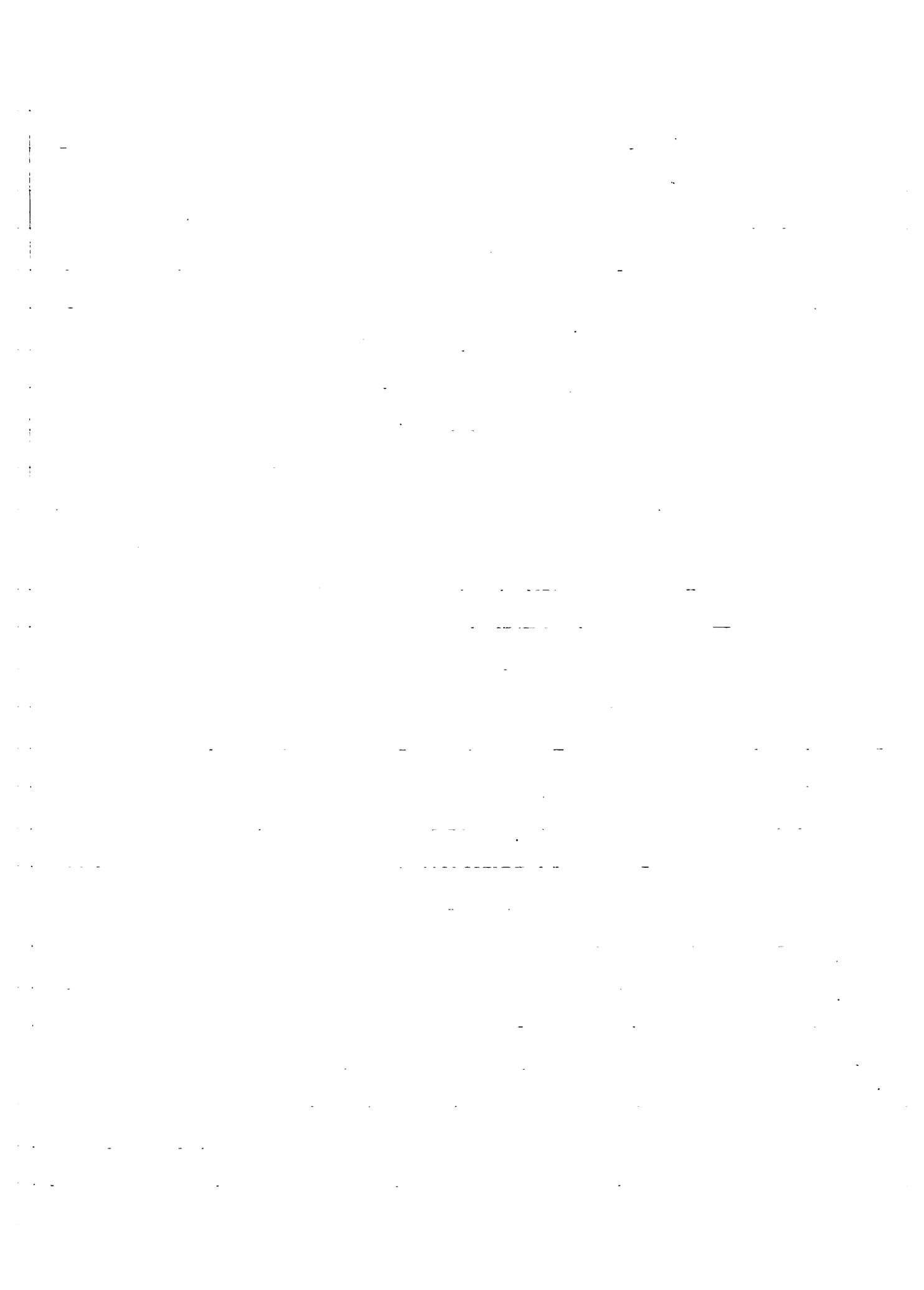
Art II

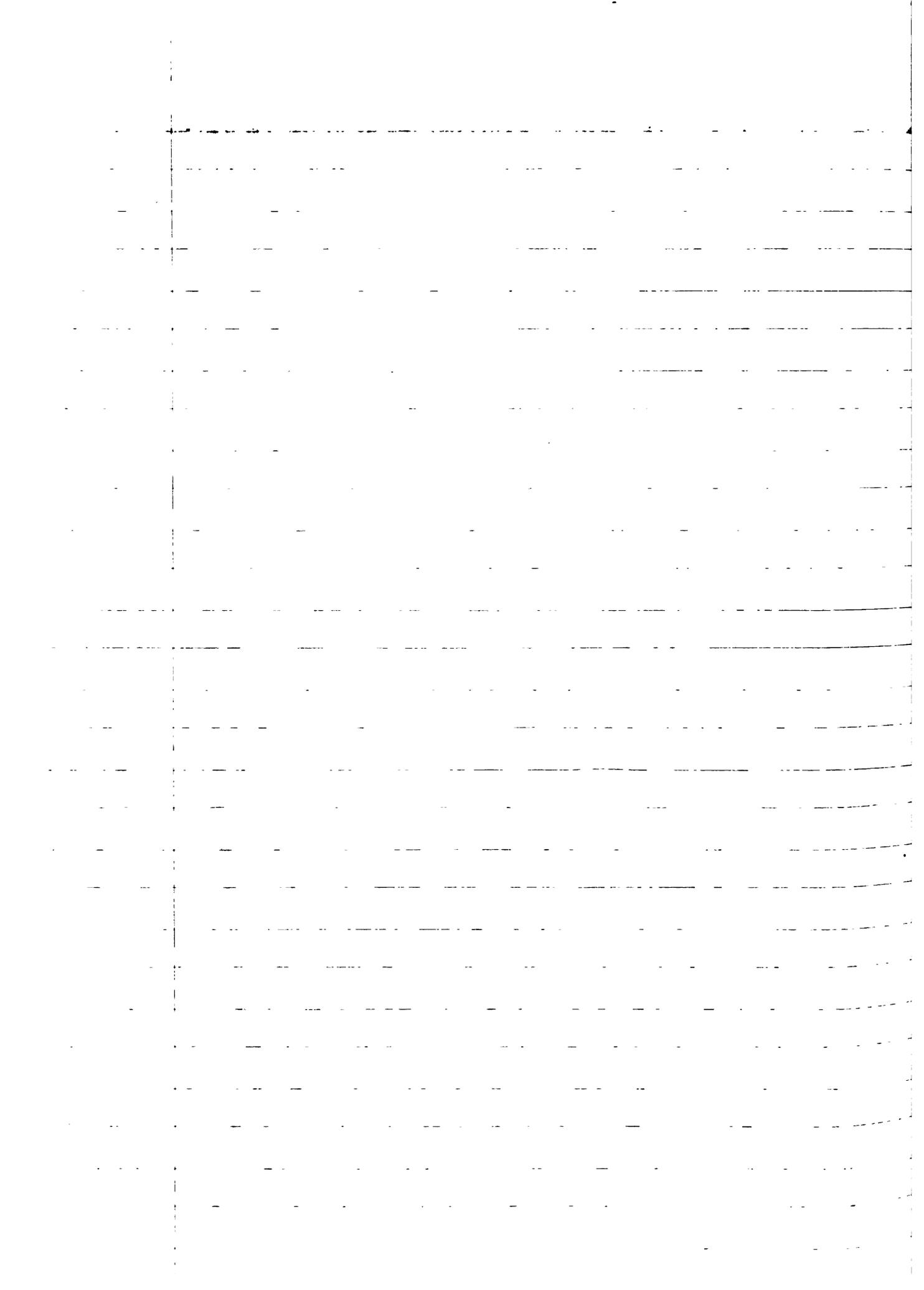
Objetivos:

Reforzar institucionalmente la Sección de Elaboración y Evaluación de Proyectos de Desarrollo (SEEPD) de la UP, comprendiendo:

- a. Mejorar las capacidades técnicas y operacionales de los recursos humanos de la U.P. (especialmente SEEPD)
- b. Preparar proyectos de desarrollo por consulta de DARNDR;
- b₂ ofrecer consult. técnica económica a otros organismos o instituciones de Haití para la elaboración y preparación de proyectos similares en agricultura.
- c. Hacer un inventario de todos los proyectos potencialmente realizables, particularmente en irrigación, producción, comercialización, etc.
- c₂ Reunir los datos disponibles relativos a todos los proyectos y clasificar la necesidad de los proyectos
- c₃ Mantener al día la documentación relativa a los datos generales de base que interesan al sector agrícola
- d. Planificar y organizar seminarios, cursos, preparación y evaluación de proyectos agrícolas por estudiantes de la Esc. Sup. Agr. de Haití. (ESAH)
- d₂ Hacer por ciertos temas habituales que tengan un interés común gubernamental, interrelacionados en el desarrollo de la agricultura haitiana







RAPPORT D'ACTIVITES DE L'UNITE DE PROGRAMMATION
JANVIER A JUIN 1976

1. GENERALITES

Le présent rapport d'activités couvre la période de Janvier à Juin 1976, correspondant au quatrième semestre d'opération du Projet Tripartite (Gouvernement Haïtien/ACDI/FICA) de Renforcement Institutionnel de l'Unité de Programmation du DANDR.

La période a été marquée en particulier par une intensification des activités du Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation, en ce qui a trait notamment à la programmation des travaux et à l'identification des projets, en vue du parachèvement du dossier définitif du Plan Sectoriel Agricole. Il convient de rappeler, en l'occurrence, que le Plan indicatif du secteur a été officiellement soumis à l'approbation du Conseil National de Développement et de Planification (CONADEP) en octobre 1975 par le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

Dans le cadre de l'initiation du Deuxième Plan Quinquennal, le budget annuel d'investissement du secteur agricole pour le prochain exercice 1976/77 s'est élargi de façon substantielle. Le document y relatif, préparé par l'Unité de Programmation, a été également soumis au CONADEP par le Ministère de l'Agriculture aux fins d'approbation.

Au cours de ce semestre, a débuté également le programme de formation du personnel permanent du projet. Par une heureuse coïncidence, il a été noté, pour la période, une plus large participation des membres du Secrétariat Technique aux échanges internationaux intéressant le secteur agricole.

2. ACTIVITES DU PROJET

A. Activités Programmées

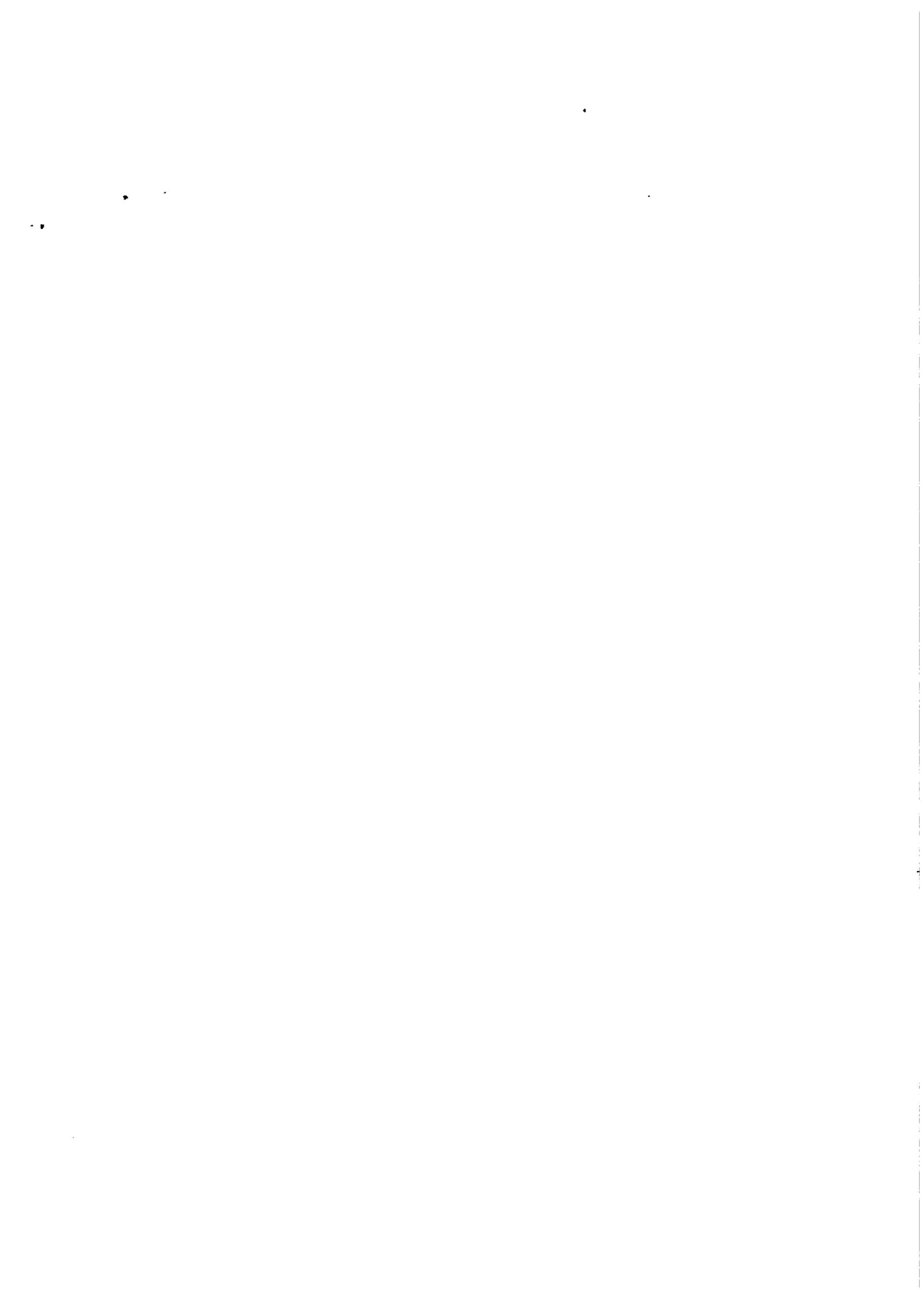
Les travaux prévus pour la période semestrielle considérée concernent les aspects suivants:

Projet UP 1. Elaboration du Plan de Développement Agricole 1976/81.

Projet UP 2. Elaboration, Supervision et Evaluation du Programme Annuel du secteur.

Projet UP 3. Préparation et Evaluation des Projets de Développement Agricole.

Projet UP 4. Formation et Entraînement du Personnel Profes



sionnel du Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation.

Les activités relatives à chacun des projets sus-indiqués sont présentées en détail dans le "Programme Opératif" pour l'Exercice 1975/76.

B. Activités non Programmées

Sous cette rubrique, figurent toutes autres activités qui incombent à l'Unité de Programmation, mais dont l'exécution ne peut être requise selon un ordre chronologique prévisible.

Il s'agit ordinairement de tâches urgentes qui doivent être considérées en priorité, en vue de permettre à l'autorité compétente de prendre des décisions souvent importantes. Ces activités dites non programmées se réfèrent, en général à l'un des deux principaux aspects suivants:

- études et révisions de dossiers techniques pour commentaires et suggestions:
- séances de travail avec différentes missions d'assistance externe, tant bilatérale que multilatérale.

3. REALISATIONS DES ACTIVITES

A. Activités Programmées

Comme indiqué plus haut, les activités programmées ont été définies en détail dans le "Programme Opératif" pour l'Exercice 1975/76. Au terme du dernier semestre, le bilan des réalisations du projet s'établit comme suit:

Projet UP 1. Elaboration du Plan Quinquennal Agricole 1976/1981

Le Plan indicatif du secteur agricole achevé, l'étape subséquente qui intéresse précisément la programmation quinquennale et l'identification des projets y relatifs a été couverte au cours du dernier semestre. Le dit Plan a été officiellement approuvé par le CONADEP sans grandes modifications.

Activité UP 1.

1.1. Etablissement d'un nouveau barème de salaires au DARNDR

Dans le cadre de la planification secto -



rielle, le Ministère de l'Agriculture, dans son souci de renforcer effectivement le secteur agricole, a accordé une attention toute spéciale notamment au budget de fonctionnement du DARNDR qui s'est révélé inadéquat pour répondre aux besoins tant actuels que futurs de l'Institution en ressources humaines qualifiées de toutes catégories.

Dans cette optique, l'Unité de Programmation, d'accord avec l'Autorité compétente a conçu et établi un nouveau barème d'adéquation de salaires, appelé à améliorer substantiellement la rémunération du personnel technique et administratif de ce Ministère. Le document préparé à cette fin a été transmis aux responsables du DARNDR qui, après ajustements éventuels, devront le soumettre à la considération du Ministère des Finances et des Affaires Economiques aux fins utiles.

Activité UP 1.2

Travaux de diagnostic visant à la restructuration des Services techniques et administratifs du Ministère de l'Agriculture.

Cette activité a été initiée au cours du présent semestre. Les deux entités du DARNDR couvertes, à cette date, sont le Bureau de Crédit Agricole (BCA) et le Service d'Irrigation et de Contrôle des Rivières (SICR). Ce travail qui sera poursuivi au cours de la période à venir devra s'étendre à tous les autres services du Ministère.

Activité UP 1.3

Collaboration dans la recherche de l'harmonisation des diverses propositions dans le domaine de la régionalisation.

L'Unité de Programmation a également fourni sa collaboration à la Division de l'Aménagement du Territoire et de la Protection de l'Environnement du CONADEP, dans la recherche d'une formule commune, harmonisant les diverses propositions faites,

en ce qui a trait à la Régionalisation, Une première étude intéressant, au départ la Région du Nord'Ouest du pays est en préparation. Ce travail se réalise en étroite coopération avec le Conseiller de la FAO qui assiste actuellement l'Unité de Programmation.

A propos, un nouveau document intitulé "Directives pour la préparation de documents sur le développement régional" (Secteur agricole), vient de paraître à l'Unité de Programmation, document No. 19, par Dr. W. Donner.

Projet UP 2 Elaboration, supervision et évaluation du programme annuel du secteur.

Dans le cadre de ce projet, seul l'aspect élaboration de programmes retient l'attention quant à présent.

Antérieurement, les divers programmes d'action ont été établis sur la base quinquennale globale. Ils ont été repris pour être répartis en tranches annuelles. Le travail réalisé en ce sens, à cette date, concerne l'ensemble des activités prévues pour le prochain exercice 1976/1977, comme indiqué ci-après.

Activité UP 2.1.

Préparation du programme annuel de production végétale.

Le programme de production végétale a été préparé, de concert avec le Service de Production et de Vulgarisation Agricole. Conformément aux objectifs du Plan, le programme accorde une attention particulière à la production vivrière ainsi qu'à un grand nombre de denrées agro-industrielles.

Activité UP 2.2

Préparation du programme annuel de production animale.

En ce qui concerne le programme de production animale, il a été élaboré en étroite collaboration



tion avec le Service d'Elevage du DARNDR. Pour cette première année d'implantation du Plan, l'emphase a été mise notamment sur le renforcement du Service National d'Elevage et sur la restauration des fermes d'élevage existantes.

Activité UP 2.3

Etablissement du programme annuel d'utilisation et de conservation des ressources naturelles.

Ce programme a été préparé conjointement avec le Service de Conservation des Sols, des Forêts et de la Protection de la Faune. Il définit en particulier les actions urgentes à entreprendre dans le domaine de la protection des réserves forestières nationales, de la conservation et du reboisement progressif des terres de montagne.

Activité UP 2.4

Préparation du programme annuel de formation des cadres.

Dans la perspective de la mise en exécution du prochain Plan Agricole, le renforcement des cadres techniques tant du point de vue quantitatif que qualitatif a retenu l'attention du Ministère de l'Agriculture de façon toute spéciale. Aussi, se référant aux conclusions du dernier rapport sur l'inventaire des ressources humaines disponibles au DARNDR, ce programme met-il l'accent sur les besoins futurs de cette institution en cadres moyens et en cadres supérieurs.

Pour le niveau moyen, le programme prévoit une augmentation sensible du nombre de diplômés. Par contre, pour les cadres supérieurs, le besoin se fait sentir surtout dans le domaine de la spécialisation en ce qui a trait notamment à la sylviculture, la phytopathologie, la pédologie, la pisciculture, etc..



Outre les divers programmes prévus dans le cadre du Projet UP 2, il convient de mentionner les deux autres activités suivantes, réalisées la première par l'Unité de Programmation, la seconde avec l'assistance technique de l'Unité de Programmation:

- Présentation d'une contre-proposition au programme d'activités soumis au Gouvernement Haïtien par le PNUD/FAO, dans le cadre de son "Country - Program", pour la période 1977/1981.
- Collaboration dans la préparation du programme des Travaux d'Infrastructures Economiques à forte intensité de main d'oeuvre.

(Contribution haïtienne au Projet Interrégional du Bureau International du Travail BIT/INT/74/022).

En ce qui a trait à l'aspect évaluation de programmes, il convient de retenir que, au cours du semestre dernier, l'Unité de Programmation a étroitement collaboré avec les Services et Organismes intéressés dans l'établissement du bilan des réalisations du secteur agricole pour l'exercice fiscal précédent. Le dit document s'intitule:

"Bilan des réalisations du Secteur Agricole pour l'Exercice 1974/1975".

Projet UP 3. Préparation et élaboration des projets de développement agricole.

Activité UP 3.1

Collaboration dans la préparation des dossiers de projets de développement agricole.

Sur la base des divers programmes établis pour la prochaine période quinquennale 1976/1981, il a été retenu un total de 230 projets dont quelques-unes sont en opération, les autres ayant été identifiés comme nouveaux projets. Il importe de souligner que ce vaste ensemble qui couvre un large éventail d'actions possibles,

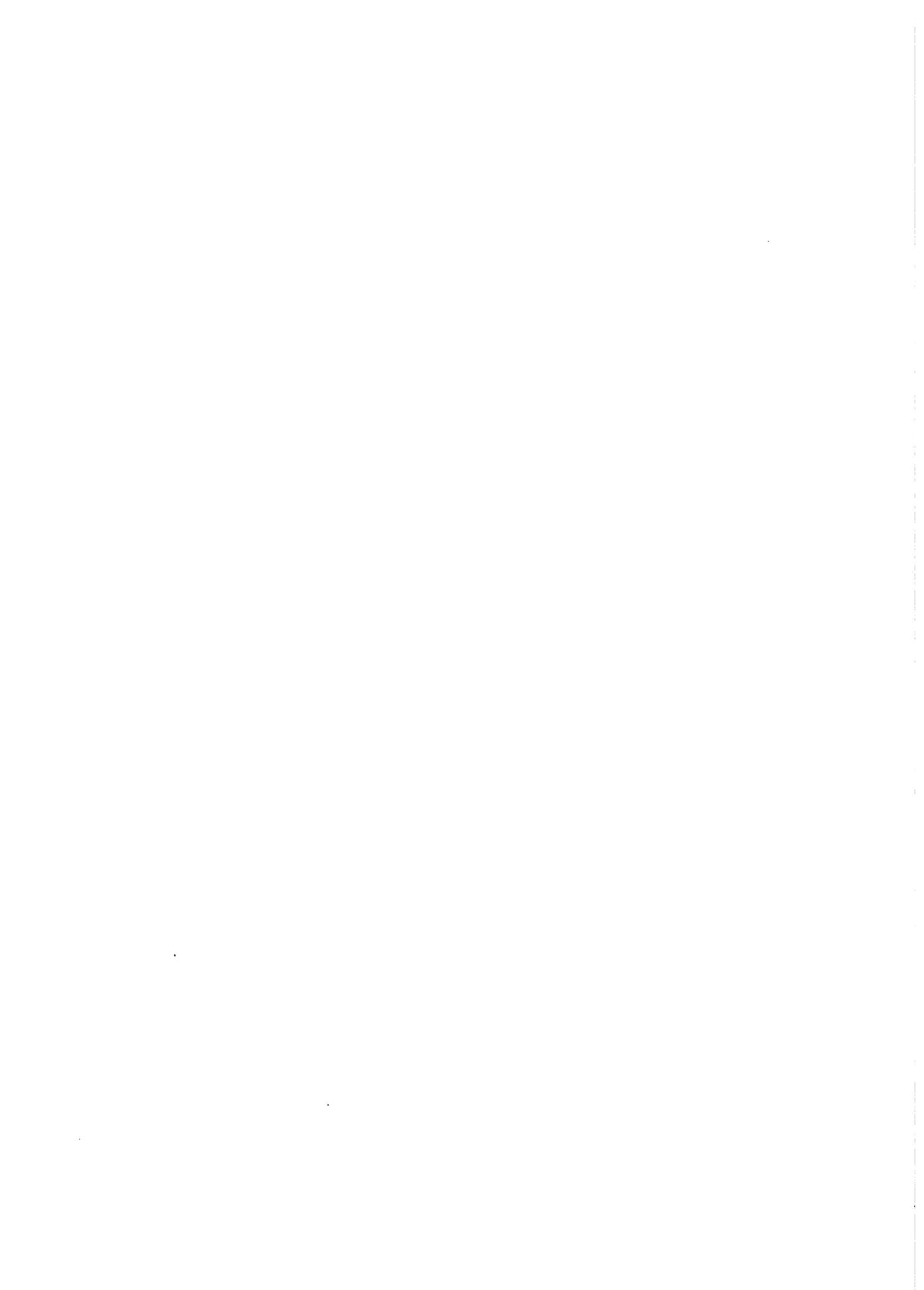
constitue le répertoire général d'où seront tirés année par année les différents projets prioritaires à réaliser.

Il convient de souligner que pour certains projets existent des dossiers constituant pour la plupart des avant-projets. Les dits dossiers préparés par l'Unité de Programmation s'énumèrent comme suit:

- Avant-projet de "Développement de l'Apiculture dans le Département du Nord, Ouest" préparé en collaboration avec une entité locale privée, spécialisée dans le domaine apicole.
- Avant-projet de "Formation Post-Universitaire en Agronomie et en Gestion Coopérative".
- Avant-projet de "Couverture Aérienne d'Haiti".
- Projet de Radio Educative Projet Haiti/ UNESCO/71/004. (Extension).
- Projet d'établissement d'un "Centre National de Semences Améliorée (CENASAM)".
- Avant-projet de "Promotion Agricole de la Région de Jacmel".
- Avant-projet d'"Etudes pédologiques dans le Nord".

A part le premier avant-projet d'apiculture, tous les autres ont été préparés pour être soumis à la Commission Mixte Franco-Haitienne, lors de sa réunion à Paris en Avril dernier, en vue de leur financement éventuel par le Fond d'Aide et de Coopération (FAC).

D'autre part, l'Unité de Programmation a collaboré avec diverses institutions nationales et étrangères dans la préparation de certains dossiers techniques se rapportant à des projets qui doivent être soumis à des sources externes de financement. Ces travaux se réfèrent aux aspects suivants:



- Préparation de "Fiches de Projets" pour compte de la Division de Promotion de Projets du CONADEP, en collaboration avec les divers services intéressés du DARNDR et la Firme de Consultation Louis Berger.
- Etude d'un "Projet d'Education Rurale Fonctionnelle", basé sur l'idée de la création de Centres d'Education Intégrée de Développement Rural (CEIDER) en collaboration avec la Division du Développement Rural du DARNDR et un groupe technique de l'IICA.
- Etude sur l'adéquation institutionnelle des Services Administratifs et Techniques du DARNDR, en collaboration avec la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire (FAMV), les Services Techniques du DARNDR et un groupe technique de l'USAID.
- Etude de la structure d'organisation du "Projet de Développement Agricole du Département du Nord", en collaboration avec une Mission Technique FAO/BIRD.
- Collaboration avec USAID dans la réalisation de l'étude sur la "Politique Agricole" du Gouvernement Haitien en ce qui concerne le café, le coton, la viande, le sisal et les mangues.

Activité UP 3.2

Préparation des budgets par projet

La préparation des budgets par projet a permis d'avoir une première vision des besoins financiers du Gouvernement en ce qui a trait aux dépenses d'investissement du secteur agricole pour le prochain exercice fiscal 1976/1977. Le document y relatif qui accuse une sensible augmentation par rapport aux exercices antérieurs a été officiellement soumis à l'approbation du CONADEP par le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.



Projet UP 4. Formation et entraînement du personnel professionnel du Secrétariat Technique.

Activité UP 4.1.

Entraînement en service du personnel professionnel (affecté au Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation).

Cette activité a été initiée en Décembre 1975 avec la participation de deux des membres du personnel professionnel du Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation, Jean Claude Janvier et A. Alphonse, au Cours National de Planification Economique et d'Administration Budgétaire organisé par le CONADEP, en collaboration avec l'OEA & la CEPAL.

Au cours du présent semestre, l'action a été poursuivie dans le même sens. C'est ainsi qu'un nouveau membre de ce personnel, E.P. Casseus, a eu à prendre part au Cours de l'Economic Development Institute (EDI) de la Banque Mondiale sur l'analyse et l'évaluation des projets agro-industriels du 12 Janvier au 12 Mars 1976, à Washington, D.C.

Toujours dans le cadre de l'entraînement en service du personnel du Secrétariat Technique, deux autres professionnels, L. Duvivier et G. Lo hier, viennent d'effectuer récemment un voyage d'observation en relation avec la Planification Agricole et les Systèmes de Travail adoptés par les Bureaux Sectoriels de trois pays de la région de l'Amérique Latine.

Ces fonctionnaires haïtiens ont été accompagnés du spécialiste en programmation agricole de l'IICA qui assiste l'Unité de Programmation du DARNDR depuis environ deux ans. Au cours de ce voyage (16 - 30 Mai 1976), ils ont eu l'opportunité de visiter les Unités de Programmation homologues de l'Agriculture du Mexique, de Costa Rica et de Panama. Il n'est pas de doute que l'expérience ainsi acquise ne manquera pas de contribuer valablement à améliorer la structure d'organisation et le système de fonctionnement du Bureau Sectoriel Agricole d'Haiti.

B. Activités non Programmées

Les activités non programmées englobent toutes autres tâches réalisées par l'Unité de Programmation, mais qui n'ont pu être prévues dans le cadre des quatre projets considéré plus haut. Au cours du dernier semestre, les travaux effectués en ce sens, se sont révélés en général de grand intérêt notamment pour la planification et la programmation sectorielle agricole. Ils ont fait l'objet, pour la plupart, de séjours parfois prolongés du personnel sur le terrain, correspondant à une centaine de journées/homme. Parmi ces travaux divers les plus essentiels, il convient de mentionner:

- Préparation et initiation d'une enquête agro-économique dans la région du Sud-Est (Jacmel et ses environs immédiats). Dans une première phase, cette enquête s'est limitée précisément au District agricole de Jacmel où un total de 600 producteurs ont été sélectionnés à cette fin. Actuellement, le travail se trouve au stade dépouillement (dépouillement manuel).
- Dans une seconde étape, l'enquête devra s'étendre au restant de la région à l'étude, incluant le sous-district de Belle Anse et de toute la zone frontalière haïtiano-dominicaine.
- Continuation des travaux d'inventaire des ressources humaines du secteur public agricole. Les premiers résultats de cette étude se sont limités, au départ, au personnel travaillant au Ministère de l'Agriculture. Le travail en cours vise à étendre l'enquête à tout le secteur.
- Etudes hydrométéorologiques dans la région du Plateau Central.
- Conception et établissement d'un système d'entrepôts dans cinq (5) villes de province du pays dans le cadre de la sécurité alimentaire à l'échelle nationale.
- Continuation des travaux d'inventaire sur la capacité nationale d'entreposage.
- Continuation de la recherche d'informations techniques (rapport études et autres) et préparation d'une bibliographie devant servir de base de travail à l'Unité de Programmation
- Préparation d'un "Atlas Agricole National" (Essai).
- Opinion et suggestions de l'Unité de Programmation sur:

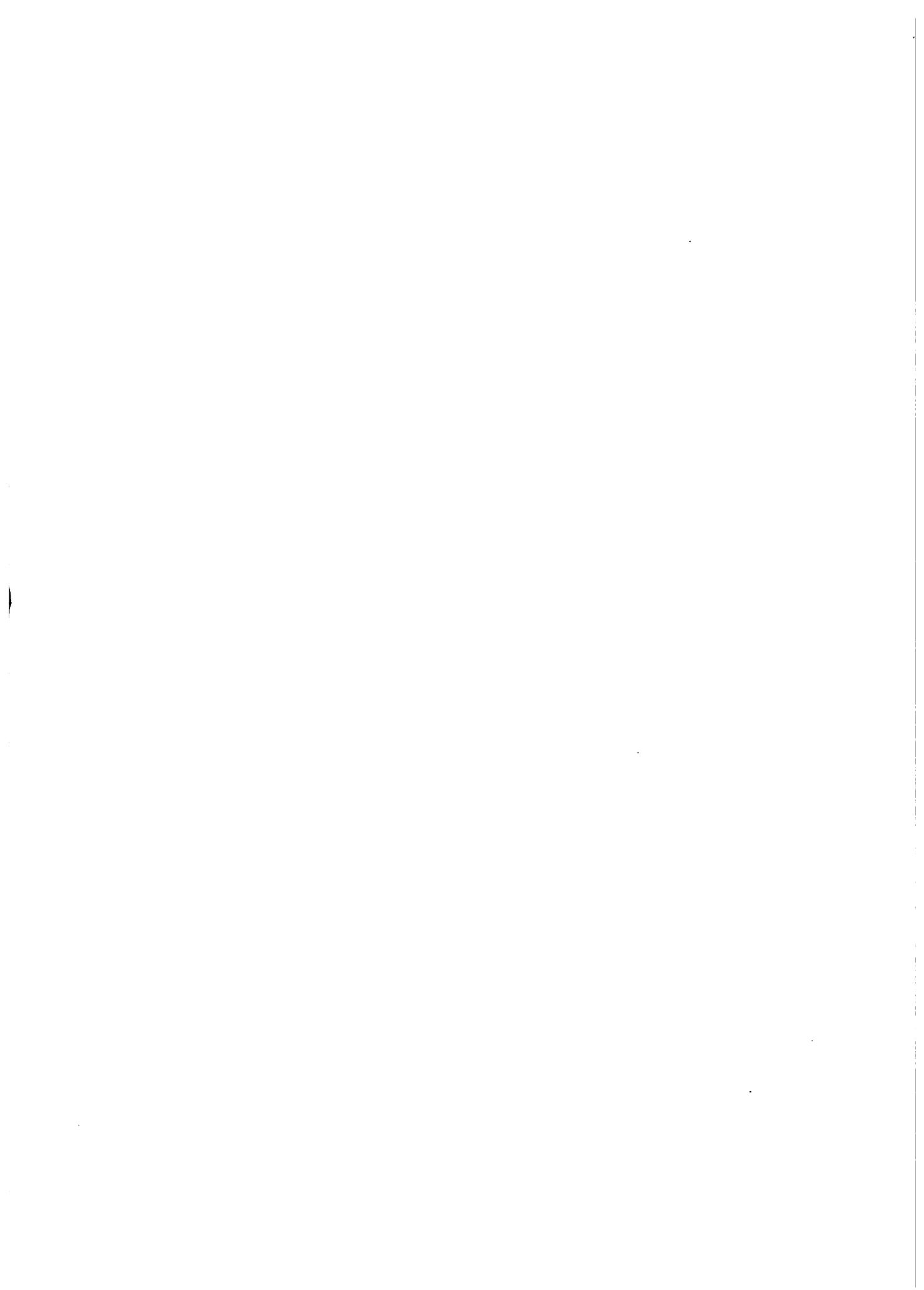


- a. un projet d'études soumis au DARNDR par "Haiti Consult" sur le développement intégré de la Plaine d'Aquin (Haiti);
- b. le Séminaire sur les systèmes de production pour les petites propriétés, organisé en Haiti, sous le patronnage de l'IICA;
- c. le rapport J.E. READER-ROITZSCH et F.ZENNY: "Reboisement et Lutte contre l'Erosion en Haiti
Planification, Politique et Législation Forestières"

4. PARTICIPATION DE L'UNITE DE PROGRAMMATION AUX RENCONTRES INTERNATIONALES

Sur le plan international, l'Unité de Programmation du DARNDR continue à multiplier ses contacts avec différentes institutions étrangères. Les démarches entreprises, à cet effet, ont fait l'objet de divers voyages internationaux, comme indiqué ci-après:

- | | |
|------------------|--|
| E.P. Casseus | Participation au cours sur l'Analyse et l'Evaluation de projets agro-industriels, patronné par l'Institut de Développement Economique (EDI) de la BIRD.
12 Janvier - le Mars 1976
Washington, D.C. USA (réalisé) |
| L. Duvivier | Voyage d'observations en Amérique Latine patronné par USAID
14 - 23 Janvier 1976
Costa Rica, Colombie, Jamaïque (réalisé) |
| A.Garcia Munevar | Participation au Séminaire sur le renforcement institutionnel, patronné par l'IICA
18 - 22 Janvier 1976
Santo Domingo, République Dominicaine (réalisé) |
| A. Jean Louis | Participation à la réunion du sous-groupe No.5 du Groupe des pays latino-américains et de la Caraïbe exportateurs de sucre, patronné par le Gouvernement Haitien
7 - 14 Février 1976 |
| A. Jean Louis | Participation au Séminaire sur la réforme agraire, patronné par le Gouvernement Chinois
24 Juin - 20 Juin 1976
Taiwan, Chine (réalisé) |
| P. Saint Clair | Participation à la XXIème Réunion du Consiel Technique Consultatif et à la XVème Réunion |



Annuelle du Conseil d'Administration de l'IICA
patronné par l'IICA
2 - 12 Mai 1976
Washington, D.C. USA (réalisé)

L. Duvivier Voyage d'observation sur la Planification Agricole et la Programmation Sectorielle patronné par le Gouvernement Haitien et l'IICA
16 - 30 Mai 1976
Mexique, Costa Rica, Panama (réalisé)

G. Lohier Voyage d'observation sur la Planification Agricole et la Programmation Sectorielle, patronné par le Gouvernement Haitien et l'IICA
16 - 30 Mai 1976
Mexique, Costa Rica, Panama (réalisé)

A.García Munevar Voyage d'observation sur la Planification Agricole et la Programmation Sectorielle, patronné par l'IICA
16 - 30 Mai 1976
Mexique, Costa Rica, Panama (réalisé)

L. Duvivier Participation à la Conférence Mondiale sur l'Habitat, patronnée par le Gouvernement Haitien
31 Mai - 12 Juin 1976
Vancouver, Canada (réalisé)

E.P. Casséus Participation à la Vème Conférence du Groupe des Pays Latino-américains et de la Caraïbe exportateurs de sucre, patronné par le Gouvernement Haitien
5 - 11 Juin 1976
Panama (réalisé)

R. Dorville Participation à la Réunion Technique sur la Planification et l'Administration des programmes spéciaux de Travaux Publics à haute intensité de main-d'oeuvre, patronnée par le Gouvernement Haitien
21 Juin - 2 Juillet 1976
Tunis, Tunisie (en cours)

5. VISITE D'OFFICIELS A L'UNITE DE PROGRAMMATION

Le 1er Avril dernier, l'Unité de Programmation a reçu la visite du Dr. Emilio Araujo, Directeur Général de l'IICA, dans le cadre de sa tournée annuelle traditionnelle à travers les Pays de l'Amérique Latine, membres de cette Institution.

Au cours d'une séance de travail plutôt informelle avec le personnel technique du DARNDR, le Directeur Général de l'IICA considéra les moyens propres à soutenir les actions engagées par l'Unité de Programmation mettant également l'accent sur les possibilités de promouvoir la production agricole en général en Haïti.

L'assistance se sépara, visiblement satisfait de l'attention toute spéciale que cette personnalité de l'IICA a bien voulu accorder en la circonstance au Ministère de l'Agriculture.

6. DIFFICULTES RENCONTREES

Les difficultés auxquelles l'Unité de Programmation a eu à faire face au cours de la période considérée portent sur les aspects suivants:

- Insuffisance ou manque d'informations de base pour la planification et la programmation sectorielles.
- Limitation tant en personnel technique que administratif. En ce qui concerne le personnel auxiliaire notamment, le Service d'une secrétaire dactylo au moins bilingue (Français - Espagnol) constitue un besoin prioritaire pour l'Unité de Programmation.

7. CONCLUSION

Avec ce dernier semestre Janvier - Juin 1976 s'achève la deuxième année de fonctionnement du "Projet de Renforcement Institutionnel de l'Unité de Programmation" du DARNDR. Les diverses réalisations à l'actif de ce projet, à cette date, dénotent, sans ambages une nette amélioration des capacités techniques et professionnelles de son équipe pluridisciplinaire à remplir de façon satisfaisante les fonctions essentielles qui lui incombent en ce qui a trait à la planification et à la programmation sectorielles.

L'expérience visant à l'entraînement en service du personnel professionnel et qui a particulièrement retenu l'attention du Ministère de l'Agriculture mérite d'être approfondie. Il est même hautement souhaitable sinon indispensable de pouvoir effectuer ces voyages à l'extérieur au moins une fois l'an, en visitant, autant que possible, des pays de la région de l'Amérique Latine de différents niveaux de développement.

Le Gouvernement Haïtien, de son côté, met tout en oeuvre pour porter l'Unité de Programmation, à se mouvoir toujours dans la bonne direction. Déjà, le nécessaire a été fait en vue de l'initiation de la prise en charge graduelle du projet, conformément aux stipulations de l'Accord Administratif tripartite Gouvernement Haïtien/ACDI/IICA.

6

RAPPORT D'ACTIVITES DE L'UNITE DE PROGRAMMATION

JUILLET A DECEMBRE 1976

1. GENERALITES

Ce rapport couvre la période de Juillet à Décembre 1976 correspondant au cinquième semestre d'opération du Projet Tripartite (Gouvernement Haitien/ACDI/IICA) de Renforcement Institutionnel de l'Unité de Programmation du DARNDR.

Avec ce nouveau semestre, a commencé la prise en charge progressive des obligations financières du projet par le Gouvernement Haitien, conformément aux dispositions de l'Accord Administratif tripartite Gouvernement Haitien/ACDI/IICA. Pour cette première année, ces obligations correspondent à 25 % du coût global du projet.

Il importe de signaler, par ailleurs, que selon une disposition administrative datée du 18 Octobre 1976, émanée de la Direction Générale de l'Agriculture, le Service d'Economie Rurale et de Statistiques Agricoles du Ministère de l'Agriculture a été rattaché à l'Unité de Programmation. Cette mesure est appelée à mieux intégrer les activités de ce Service dans le processus de programmation du secteur agriculture.

2. ACTIVITES DU PROJET

A. Activités programmées

Les travaux prévus pour la période semestrielle considérée concernent les aspects suivants :

PROJET UP 1. Finalisation du Plan de développement agricole 1976/81.

PROJET UP 2. Elaboration supervision et Evaluation du programme annuel du Secteur.

PROJET UP 3. Préparation et Evaluation des projets de développement Agricole.

PROJET UP 4. Préparation des Budgets.

PROJET UP 5. Coordination sectorielle et Programmation régionale.

Dans le cadre des projets sus-indiqués, les activités à exécuter ont été décrites dans le Programme Opératif pour l'Exercice 1975/76.

B. Activités non programmées

En ce qui a trait aux activités dites non programmées, elles se réfèrent, comme à l'accoutumée, aux deux principales rubriques suivantes :

- études et révisions de dossiers techniques pour commentaires et suggestions
- séances de travail avec différentes missions d'assistance externe, tant bilatérale que multilatérale.

3. REALISATIONS DES ACTIVITES

A. Activités programmées

Au cours de ce semestre le bilan des réalisations du projet s'établit comme suit :

PROJET UP 1. *Finalisation* ~~élaboration~~ du Plan Quinquennal Agricole 1976-1981.

Activité UP 1.1

Le Plan indicatif du secteur agriculture achevé, la tâche essentielle de l'Unité de Programmation, dans le cadre de cette activité, a consisté notamment dans la préparation des programmes et l'identification des projets agricoles correspondant. Les travaux y relatifs ont été achevés au début du semestre considéré, le Second Plan national devant être mis en opération à partir d'Octobre 1976.

Activité UP 1.2

Comme indiqué dans le précédent rapport, l'Unité de Programmation a établi un nouveau barème de salaires pour le DARNDR. Il n'a pu être encore adopté, à cause de certaines contraintes financières. Toutefois, un budget d'ajustement de salaires, a été préparé dans l'intervalle et mis en application à partir de fonds alloués par le Gouvernement de la République.

Activité UP 1.3

Adéquation des services techniques et administratifs du Ministère de l'Agriculture.

Cette activité vise à atteindre l'efficacité et l'efficacités au niveau des services du DARNDR. Cette tâche qui a déjà couvert le Bureau de Crédit Agricole (BCA) et le Service d'Irrigation et de Contrôle des Rivières (SICR) a dû être interrompue momentanément au profit des travaux de préparation de budgets. Ce travail qui retient particulièrement l'attention des responsables de ce Ministère devra s'étendre à tous les autres Services du Département.

PROJET UP 2. Elaboration, Supervision et évaluation du programme annuel du Secteur.

Activité UP 2.1

Parmi les divers programmes élaborés, un certain nombre se trouve actuellement en opération. On peut mentionner entre autres :

1. La production vivrière
2. La production de certaines denrées agro-industrielles
3. La restauration des fermes d'élevage

4. Le développement forestier et la Conservation des Sols.

Vu que ces programmes sont encore à leur phase préliminaire d'exécution, l'aspect évaluation sera considéré à un stade plus avancé.

PROJET UP 3. Préparation et évaluation des projets de développement Agricole.

Activité UP 3.1

Dans le cadre du Deuxième Plan Sectoriel agricole, de nombreux projets ont été identifiés. Les projets présentement en cours sont, pour la plupart, en continuation *et chevauchent par conséquent les 2 Plans.* Les dossiers des nouveaux projets retenus pour la présente période quinquennale seront préparés et élaborés en fonction des priorités. Ce travail a été réalisé pour les projets suivants :

- Avant projet de création d'un Service National de Semences Améliorées (SENASA) avec la collaboration de l'IICA.
- Un Projet de Développement Apicole dans le Département du Nord-Ouest.
- Un Projet d'Apiculture, à l'intention des Clubs 4-C (Environ de Port-au-Prince). Ce projet est conjointement patronné par le DARNDR, le SOVIR et la Fondation CARE.

Par ailleurs, l'Unité de Programmation a travaillé en étroite collaboration avec l'IICA dans la révision finale du dossier d'un important projet sur l'éducation rurale. Ce projet dont la mise en exécution est prévue

au cours de la présente année est basée sur l'idée de la création de "Centres d'Education Intégrée pour le Développement Rural" "CEIDER".

De même l'Unité de Programmation a participé aux négociations entre le Gouvernement Haitien et la FAO/BIRD (Siège Washington D.C.) relatives au prochain démarrage d'un projet de développement régional intégré dans le Département du Nord, intitulé : "Projet de Développement Rural dans le Département du Nord".

En outre, l'Assistance de l'Unité de Programmation a été requise dans l'évaluation du projet "Petits Producteurs de Café". Cette évaluation a été réalisée dans le cadre du programme de crédit du Gouvernement Haitien aux petits producteurs, visant à donner un nouvel essor à cette denrée nationale de base.

PROJET UP 4. Préparation de budgets

Activité UP 4.1

L'Unité de Programmation a eu une participation active dans l'élaboration du budget de l'exercice 1976-1977. Cette activité concerne aussi bien la préparation du budget de développement que celle se rapportant au budget de fonctionnement.

PROJET UP 5. Formation et entraînement du personnel professionnel du Secrétariat Technique

Activité UP 5.1

Au cours du présent semestre, dans le cadre du projet de formation du personnel professionnel du Secrétariat Technique, l'Agronome René Dorville a eu un stage sur l'évaluation et le financement des projets de développement à l'Ecole Internationale de Bordeaux du 15 Septembre au 26 Novembre 1976.



Par ailleurs l'IICA a financé pour cinq des membres du Secrétariat un cours de langue devant faciliter la communication entre le personnel national et celui de l'assistance étrangère.

PROJET NP 6. Coordinatimn Sectorielle et Programmation Régionale.

Activité UP 6.1

Sous ce titre se rangent deux activités : l'assistance technique externe et le Développement régional intégré.

Quant à l'assistance technique externe, il a été dressé la liste des Agences qui interviennent dans le Secteur Agricole, le montant de leur investissement, l'effectif de leur personnel technique, les projets qu'elles patronnent.

En ce qui concerne le Développement régional, l'Unité de Programmation est engagée dans le diagnostic de la situation dans le Sud-Est, ainsi que dans l'étude de Développement régional pour le Nord-Ouest. A ce sujet l'Expert du PNUD/FAO en Planification agricole assiste les activités de collecte des données de base sur la région.

Enfin sur la demande de la HACHO, l'Unité de Programmation a donné son assistance à cet Organisme dans la programmation quinquennale de ses activités.

B. Activités non programmées

Comme indiqué dans les rapports antérieurs, les activités dites non programmées se réfèrent essentiellement à l'une des rubriques suivantes :

- a. Etudes et révision de dossiers techniques pour opinion et suggestions.

Dans le cadre de ces activités, divers documents techniques ont été soumis, au cours du semestre écoulé, à l'appréciation de l'Unité de Programmation. Les travaux réalisés à cet effet concernent notamment :

- le rapport d'une mission de la FAO, intitulé : "Une Politique et un Plan d'Action pour Renforcer la Sécurité Alimentaire Mondiale en Haïti"
- le dossier du Projet de Développement Rural dans le Département du Nord
- la demande d'extension des termes du Contrat intervenu entre le Gouvernement Haïtien et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne. Sur la recherche et l'utilisation des eaux souterraines dans les plaines des Gonaïves et du Cul-de-Sac
- la Convention Internationale pour la Protection des végétaux. (document PNUD/FAO No G/25-LE (y))
- le dossier de projets de la G.J. White

b.b. Réunions de travail.

Cette rubrique englobe les différentes séances de travail réalisées tant avec les groupes techniques nationaux qu'avec les missions d'assistance étrangère. Dans ce contexte, on peut mentionner entre autres :

- 26-7-76 Réunion de travail avec la BID sur les besoins du pays en matière de développement agricole en général.
- 30-7-76 Séance de travail avec la firme de consultation Louis Berger sur la préparation de fiches de projets.
- 2-8-76 Réunion avec le Fonds Monétaire International, relative à l'étude du système financier d'Haïti.

- 10-8-76 Réunion au CONADEP avec la AID , sur les disponibilités budgétaires du Fonds P-L : 480 pour Haïti au cours de l'exercice 1976-1977.
- 11-8-76 Séance de travail entre les membres des Secrétariats Technique et administratif de l'Unité de Programmation sous la présidence de la Direction Générale, relative au fonctionnement de ce Service.
- 13-8-76 Séance de travail avec une mission de la FAO intéressant AGRIS.
- 25-8-76 Réunion entre les responsables des Services techniques du DARNDR concernant la préparation de budgets pour l'exercice 1976-1977.
- 9-9-76 Réunion entre le Secrétariat Technique des Ilots de Développement et une mission de l'IICA.
- 15-11-76 Réunion entre le DARNDR et une mission FAO, relative au Plan Sectoriel agricole.
- 6-12-76 Séance de travail sur l'organisation et le fonctionnement du Service d'Economie Rurale et de Statistiques Agricoles, récemment rattaché à l'Unité de Programmation.
- 16-12-76 Réunion à l'IDAI sur la Canne à Sucre.
- Décembre 76 Réunion au Département du Commerce et de l'Industrie entre le Gouvernement Haïtien et la HAMPCO sur la révision du contrat liant les 2 parties.

4. PRODUCTION DE DOCUMENTS TECHNIQUES A L'UNITE DE PROGRAMMATION

Engagé dans des tâches diverses, se rapportant plus particulièrement au Plan Quinquennal agricole, le Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation n'a pas pu accorder toute l'attention voulue à la publication de nouveaux documents techniques, au cours du semestre écoulé. Toutefois, à



la série de publications de l'Unité de Programmation, vient s'ajouter une nouvelle étude qui s'intitule :

THE NORTHWEST AGRICULTURAL DEVELOPMENT REGION

Document No 20, Volume I, Octobre 1976 par W. DONNER

Cette étude qui intéresse présentement la région du Nord'Ouest s'inscrit dans le cadre des travaux de base à réaliser sur la régionalisation du pays. Elle devra, par conséquent, s'étendre progressivement aux différentes aires de découpage du territoire national.

Dans ce même ordre d'idées, d'autres études techniques ont été réalisées, à l'Unité de Programmation. Néanmoins, ces travaux, hormis le Plan Quinquennal Agricole, n'ont pas été entrepris à des fins de publication. On peut mentionner entre autres :

- Parachèvement du Plan Quinquennal Agricole pour la publication finale.
- Préparation de trois requêtes d'assistance technique dont deux à la BID (Pêche et Irrigation) et une à ACDI (Météo).
- Préparation d'une étude sur le Maïs, analysant les problèmes de production et de commercialisation de cette denrée, et considérant les objectifs à atteindre et une stratégie d'approche, dans le cadre du Plan Quinquennal 1976-1981.

5. PARTICIPATION DU PERSONNEL DE L'UNITE DE PROGRAMMATION AUX RENCONTRES INTERNATIONALES

Le Ministère a été représenté à diverses reprises à certaines réunions internationales

René DORVILLE

Stage sur l'évaluation et le financement
des projets de développement à l'Ecole
Internationale de Bordeaux
15 Sept - 26 Nov. 1976
Bordeaux - France

André JEAN LOUIS

Participation à la XVI^e. réunion annuelle
du Conseil d'administration de l'IICA
8 au 12 Oct. 1976
San José - Costa-Rica

Lucien DUVIVIER

Participation aux négociations avec la Ban-
que mondiale sur le financement du Projet
de Développement Rural du Nord
16 au 26 Novembre 1976
Washington, U.S.A

Ernst Pedro CASSEUS

Participation aux négociations avec la Ban-
que Mondiale sur le financement du projet
de Développement Rural du Nord
16 au 26 Novembre 1976
Washington, U.S.A

Lucien DUVIVIER

Mission à Santo Domingo dans le cadre du
projet de la Commercialisation Agricole
Novembre 1976
Santo Domingo, République Dominicaine

6. DIFFICULTES RENCONTREES

Comme toujours, la difficulté majeure rencontrée à l'Unité de Program-
mation, demeure le manque ou l'indisponibilité d'information statisti-
que de base fiable, nécessaire à l'activité de planification sectoriel-
la.

C'est précisément dans le but d'améliorer de plus en plus la situation
que le Ministère de l'Agriculture a décidé récemment de rattacher le
Service d'Economie Rurale et de Statistiques Agricoles du DARNDR au Bu-
reau de l'Unité de Programmation. L'on espère ainsi arriver à une in-
tégration plus complète des activités de ces deux entités.

7. CONCLUSION

Ce nouveau rapport établit le bilan des réalisations du projet tripartite ACDI/IICA/Gouvernement Haïtien de "Renforcement Institutionnel de l'Unité de Programmation" durant le semestre s'étendant de Juillet à Décembre 1976.

Au cours de cette période qui fait transition entre la parachèvement du Plan et sa mise en opération, l'attention a dû être portée, en priorité, sur les nombreuses activités y afférentes. C'est pourquoi, parallèlement à la multiplication des tâches, le personnel du Secrétariat Technique a été augmenté en vue de pouvoir faire face aux besoins croissants de l'Unité de Programmation.

De même, la disposition administrative du DARNDR, rattachant le Service d'Economie Rurale et de Statistiques Agricoles à l'Unité de Programmation est appelée à faciliter les conditions de travail et permettre ainsi à l'Office de planification sectorielle agricole de continuer à remplir efficacement les fonctions pour lesquelles, il a été créé.

PROGRAMME D'OPERATION DU SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'UNITE
DE PROGRAMMATION POUR LA PERIODE AOUT 76 - JUILLET 79

1. Antécédents et Justification

Le Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation durant les deux dernières années, a été l'objet d'un renforcement technique progressif, cherchant la satisfaction réelle des besoins, en matière de Planification et d'Etudes Agro-socio-économiques, du secteur agricole d'Haïti et particulièrement du DARNDR. Pour commencer, on a consolidé un groupe d'Assistance au Corps de Direction du DARNDR et amélioré sa capacité technique pour doter l'Unité de Programmation de fonctions qui le rendent capable d'orienter et de coordonner toutes les activités qu'accomplit le Secteur Agricole.

On a beaucoup avancé, mais il reste encore un chemin assez long à parcourir. Une bonne partie des initiatives produites jusqu'à présent, appartiennent aux efforts individuels et certaines d'entre elles ne proviennent pas d'un schéma prédéterminé. Cependant, on peut dire que certaines études importantes, fruit de la collaboration de la majorité des participants du Secrétariat, peuvent être réalisées conjointement. Le Second Plan Quinquennal 1976-1981 que l'on vient d'achever, après un an de travail de base intense et d'ajustements successifs en est une preuve.

Ce document, qui est un ensemble rationnel des principaux objectifs du secteur public agricole pour les cinq prochaines années, indique de surcroît et de façon objective les responsabilités que doivent assumer, en matière d'exécution, les principales unités technico-administratives. Comme on peut le voir, le Secrétariat Technique a à sa charge un des programmes les plus importants, la Programmation Agricole, qui embrasse tout l'ensemble des activités relatives et connexes à la formulation, la coordination et l'évaluation de Plans, Programmes et Projets. C'est-à-dire, la partie la plus importante de l'induction du développement agricole national.

En vertu de cette responsabilité, le Secrétariat a besoin de consolider son renforcement commencé il y a trente mois, l'ajustant spécifiquement à la réalisation des activités qui lui furent assignées.

2. Objectifs

2.1 Final

Doter le Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation d'une organisation interne plus solide et plus efficiente qui lui permette d'assumer

efficacement les fonctions d'appui, de coordination et d'assistance technique qui lui furent assignées dès son initiation.

2.2 Intermédiaires

- a. améliorer la qualité et la fréquence des diverses études agro-socio-économiques, servant de base à la découverte d'alternatives conduisant à l'adoption de politiques.
- b. Doter le DARNDR en particulier et le secteur agricole en général d'une équipe technique efficiente qui lui imprime une organisation en accord avec ses propres besoins de développement.
- c. Etablir une organisation qui oriente, contrôle et coordonne au niveau national et régional les actions des entités internationales d'assistance technique et financière.
- d. Coordonner un système de planification agricole régionale qui permette d'accélérer le développement des divers espaces agro-économiques du pays.
- e. Structurer dans toutes ses étapes, une étude pour le financement d'un Projet de Développement d'intérêt national.

3. Moyens

3.1 Adoption d'activités prioritaires

Vu la nature de l'Unité, l'expérience sur les besoins présentés journalièrement par le CONADEP et le DARNDR, et sa responsabilité pour l'exécution du prochain Plan Quinquennal, on considère comme prioritaires et factibles les activités suivantes :

3.1.1 Programmation Agricole

- a. Formulation de plans, programmes et projets
 1. Statistiques et fichier des informations agricoles
 2. Etudes agro-socio-économiques
 3. Budget par programme (DARNDR)
 4. Structuration des politiques et formulation des documents
 5. Programmes opératifs sous-sectoriels
- b. Contrôle et évaluation des programmes et projets
 1. Etude du système à sélectionner
 2. Réajustement des programmes et projets.

3.1.2 Adéquation Institutionnelle

- a. Collecte et classification des informations
- b. Etude des interrelations
- c. Interview de fonctionnaires
- d. Implantation ou mise en oeuvre

3.1.3 Coordination sectorielle

- a. Assistance technique externe
- b. Développement régional intégré

3.1.4 Structuration d'un Projet de Développement

- a. Phase préparatoire et organisation
- b. Initiation des études.

Chacune de ces activités et sous-activités ont des objectifs clairs et vont satisfaire une nécessité au sein de l'Unité de Programmation. Il est de la responsabilité de chacun des responsables d'activités de présenter un programme de travail. A cet effet, durant la première réunion du Secrétariat, il soumettra à la discussion son propre document où il mentionnera les objectifs, moyens et organisation qu'il jugera plus favorables à l'accomplissement de sa tâche.

3.2 Organisation Interne

3.2.1 Personnel

Pour avancer les activités décrites antérieurement, on utilisera à temps complet le personnel assigné à l'Unité. Bien que le travail global soit la responsabilité du Secrétariat Technique en son entier à des effets d'organisation interne, on répartira cette responsabilité à chacun des participants de la manière suivante :

<u>TYPE D'ACTIVITE</u>	<u>NOM DU FONCTIONNAIRE</u>
Coordination des activités et relations internes	Gérard Lohier
Programmation Agricole	Lucien Duvivier
Statistiques	Franklin Dauphin
Etudes	René Dorville
Budget	Ernst Casséus
	Jean-Claude Janvier

<u>TYPE D'ACTIVITE</u>	<u>NOM DU FONCTIONNAIRE</u>
Adéquation institutionnelle	Lucien Duvivier
Adéquation institutionnelle (assistant)	(à nommer)
Coordination sectorielle	André Jean-Louis
Coordination sectorielle (assistant)	Arnold Réal
Structuration d'un Projet de Développement	Paul Saint-Clair
Structuration d'Un Projet de Développement (assistant)	Nonez

3.2.2 Mode de travail

Afin de porter à la connaissance de tous les membres du Secrétariat les progrès des travaux assignés, on aura une réunion de travail par mois, dont la date et l'heure seront fixées par le Coordonnateur.

Etant donné que le personnel du Secrétariat est limité et vu le grand nombre de tâches qui ont été choisies comme prioritaires pour les trente cinq prochains mois, on devra effectuer une répartition adéquate du temps, en tenant compte de la spécialité de chacun des participants. Le fait d'assigner une responsabilité individuelle par activité donnée ne veut pas dire que l'on se consacrera exclusivement à cette activité. Le technicien devra prêter son concours additionnel quand on le requiert, conformément à sa spécialité; c'est-à-dire, qu'un même technicien devra faire avancer simultanément ou/et alternativement divers travaux, sur lesquels se réfèrera périodiquement le responsable direct, le coordonnateur général et, finalement, le Secrétariat Technique, dans les réunions mensuelles prévues.

On cherche, de cette façon, à faire avancer un travail d'équipe où les expériences, appréciations, concepts, critiques, suggestions, etc., serviront pour donner aux travaux un meilleur appui technique et, partant, une plus grande possibilité de réussite. Les différentes spécialisations que détiennent les membres du Secrétariat pourront de cette manière se compléter pour offrir un service plus opportun et meilleur à la Direction du DARNDR et au secteur agricole.

L'assistance des experts internationaux de la FAO et de l'IICA au service de l'Unité continuera dans les domaines où ils l'offrent en l'intensifiant à mesure que progressent les travaux.

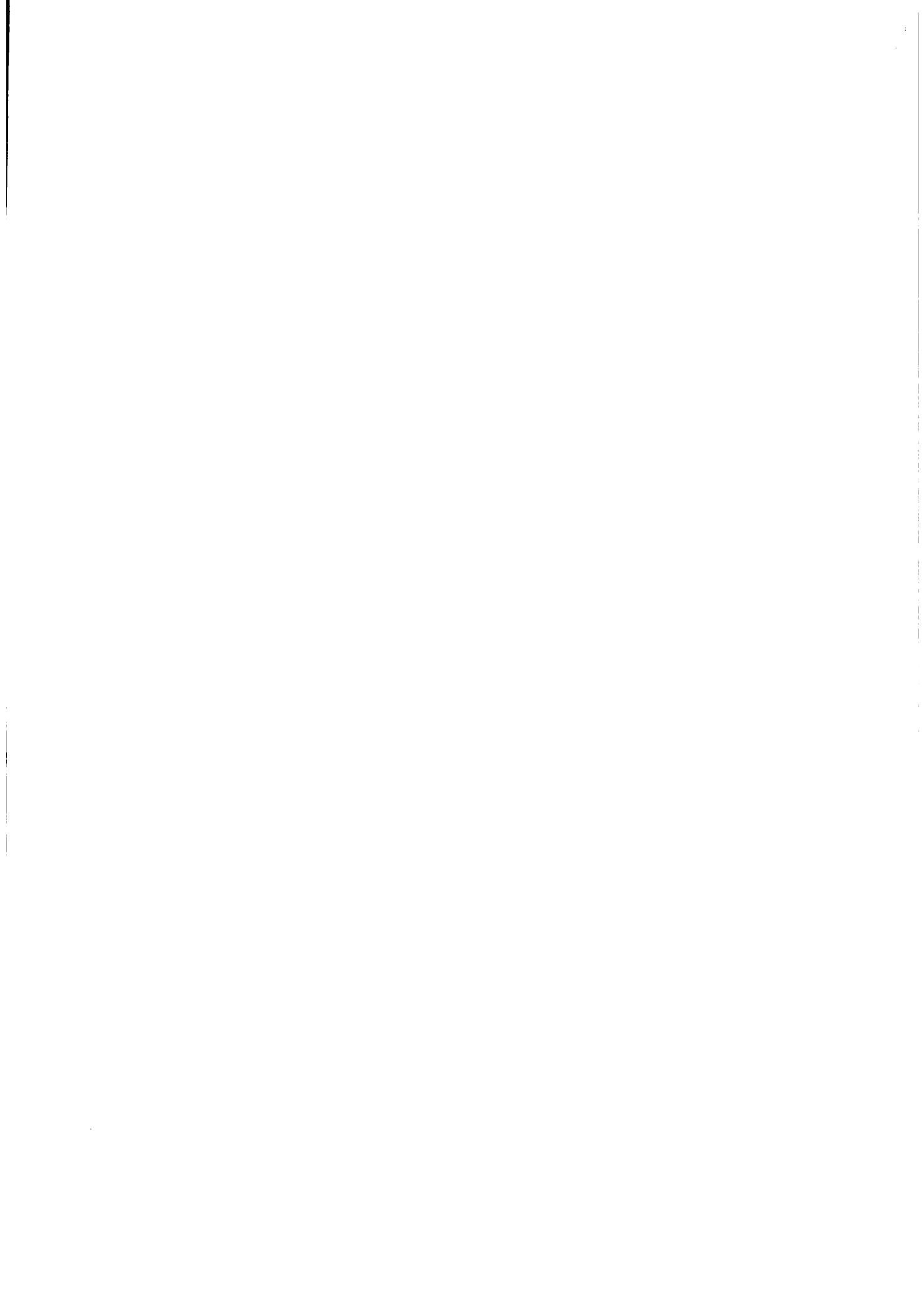
4. Calendrier des Activités

Les activités assignées, comme le Plan, ont une durée de cinq ans, à partir du 15 août prochain. Cependant, dans le calendrier général que l'on présente postérieurement, paraît seulement la répartition de la tâche sur 3 ans. Cela est dû spécialement à ce que, durant ce temps, on pense avancer

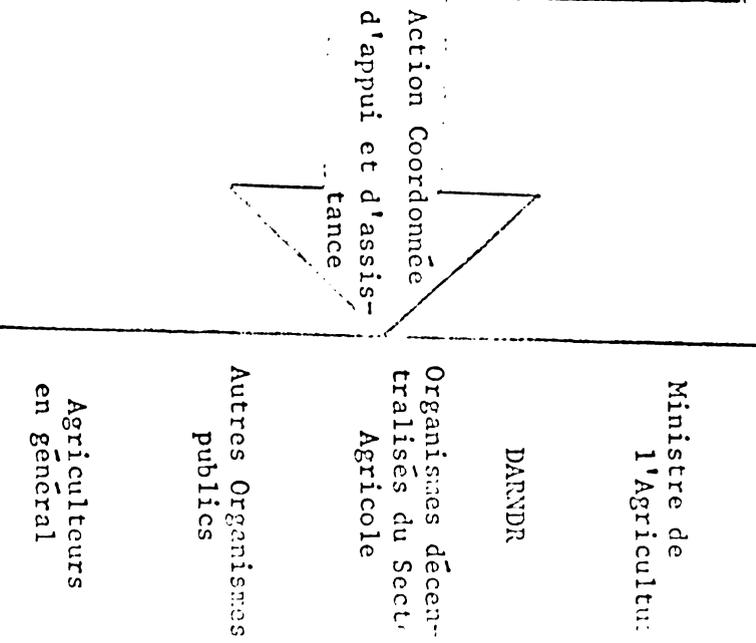
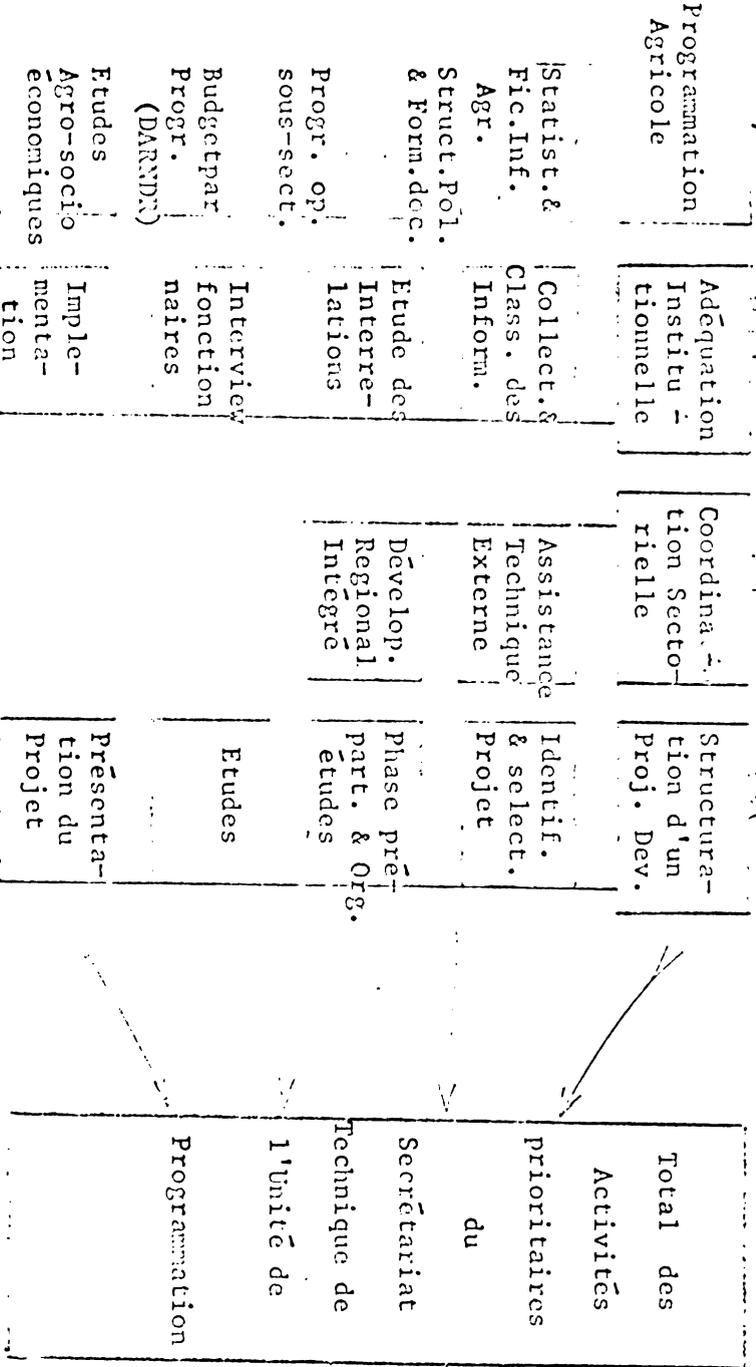
la coordination et le contrôle de l'exécution du Plan, pour commencer, à partir de la quatrième année, la phase d'évaluation qui permettra les ajustements pour la formulation du Troisième Plan Quinquennal, à la fin de la période. C'est-à-dire, retourner à l'étape dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, à la fin de la formulation du Second Plan.

De nombreuses activités se perpétuent durant le temps assigné, étant de caractère continu. D'autres se limitent dans le temps et à leur achèvement, elles peuvent donner naissance à une autre activité complémentaire, ou donner l'opportunité aux techniciens responsables de renforcer d'autres activités.





Programme opérationnel à réaliser par le Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation, pour l'exécution du Second Plan Quinquennal 1976-81



Activités du Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation





P R O Y E C T O

" FORTALECIMIENTO DEL SISTEMA DE PLANIFICACION AGRICOLA "

DE HAITI

(SEGUNDA ETAPA)

1. Síntesis del Proyecto

1.1 Naturaleza

El Proyecto denominado " Fortalecimiento del Sistema de Planificación Sectorial Agrícola de Haití ", se viene ejecutando bajo la responsabilidad del IICA a partir del 1º de Junio de 1974. Su financiamiento proviene de un Acuerdo tripartita entre la ACDI (Agencia Canadiense de Desarrollo), el Gobierno de Haití y el IICA por la suma de US\$467.700 durante un período de 5 años que finaliza en Mayo 31 de 1979.

Los objetivos iniciales del Proyecto han sido cambiados, con la anuencia de las partes, teniendo en cuenta las necesidades más apremiantes del Sector y utilizándolo como inductor en la creación de una infraestructura para la planificación sectorial. De esta manera, consta de 2 Etapas en donde la primera, que está para terminar en Junio de 1977, se ha dedicado a la cooperación para el fortalecimiento de la Unidad de Programación del Ministerio de Agricultura y a la creación del ambiente necesario para la implantación de la planificación en el sector. La segunda etapa que abarca los 2 últimos años, es a la que se refiere más concretamente el presente Proyecto, consiste en cooperar con las entidades del Sector en el establecimiento de un sistema de planificación, que sea consistente en su estrategia, flexible en el funcionamiento estructural institucional, y dinámico en su fortalecimiento evolutivo hacia formas de acción más ágiles y eficientes. Para ello, se establece como centro de acción la ya fortalecida Unidad de Programación, que pasa de una condición individual e intermedia a ser una Oficina Sectorial de Planificación.

El Plan a nivel de País (PANP) estructurado recientemente en Haití, concede a este Proyecto una alta prioridad y sus objetivos concuerdan perfectamente con la filosofía expresada en la Línea de Acción VII-

1.6 Costo del Proyecto

El costo que se ha calculado para los 2 años que le faltan al Proyecto es de US\$235.800. Los aportes provendrán de :

ACDI, un 43.7% o sean US\$103.000

HAITI, un 44.9% o sean US\$105.800

IICA, un 11.4% o sean US\$ 27.000

2. El Proyecto

2.1 Definición y naturaleza del problema

a. Aspectos básicos

Las prácticas sobre planificación agrícola en Haití son muy recientes. Su acción ha comenzado a ser conocida a partir de las actividades realizadas dentro del proyecto conocido con el nombre de "Fortalecimiento del Sistema de Planificación Sectorial Agrícola de Haití", que tiene en la actualidad 2 años y medio de iniciado, dentro del tiempo total previsto de 5 años. Los trabajos han estado a cargo de la Unidad de Programación del Ministerio de Agricultura y dirigidos a crear conciencia sobre el valor, aplicabilidad y necesidad de la planificación como una herramienta para el desarrollo sectorial. Esta primera etapa se ha cumplido en concurrencia con la preparación y formulación del segundo Plan Quinquenal Agrícola 1976-81, coincidiendo con el final del segundo año del Proyecto. El tercer año se ha dedicado a la organización y distribución interna de tareas, así como a la institucionalización de los programas anuales de cada una de las reparticiones administrativas del Ministerio. Con estas actividades, se espera dar por terminados los trabajos técnico-administrativos de la Unidad de Programación al nivel del Ministerio y con ellos una primera etapa del Proyecto.

Dado el ambiente favorable que tiene el Proyecto en el CONADEP, y el conocimiento que empiezan a tener sobre sus resultados los principales organismos públicos del sector, en el cuarto año se propenderá por la ampliación del radio de acción de la unidad, dándole el carácter y las funciones de una verdadera oficina sectorial de Planificación. Estas acciones constituyen la esencia misma de la 2a. etapa del Proyecto que se desarrollará hasta Junio de 1979, esperándose que a partir de este momento se inicie la autonomía total en las operaciones por parte del equipo técnico haitiano.

La labor de fortalecimiento dada en primera instancia a la Unidad de Programación del Ministerio debe considerarse como previa al establecimiento mismo de un sistema de planificación sectorial. El esfuerzo realizado hasta el momento, ha creado una cierta conciencia sobre la necesidad de consolidar este servicio en un corto plazo. Los resultados obtenidos ameritan la necesidad de continuar las acciones previstas, hasta dejar organizadas las funciones y relaciones inter-institucionales y satisfechas las necesidades continuas de trabajos de alto nivel técnico.

b. Antecedentes

El Gobierno de Haití por intermedio del Consejo Nacional de Desarrollo y Planificación (CONADEP), ha tenido el interés de adelantar una serie de acciones coordinadas entre los distintos sectores de la economía nacional, tendientes a buscar una aceleración armónica en su desarrollo económico y social. Al efecto, hasta el presente, ha entrado a formular 2 Planes Quinquenales globales, cuyo tiempo de aplicación para el primero, terminó en Septiembre de 1976, e iniciado la ejecución del segundo en el mes de Octubre pasado.

Aunque de una manera sistemática los resultados sobre la ejecución

del Primer Plan (1971-76), no han sido analizados, se estima que dejan bastante que desear con respecto a los planteamientos iniciales. Si se tiene en cuenta que en la mayoría de los sectores, y entre ellos el de agricultura, la disciplina de Planificación era a veces incipiente y hasta desconocida, se puede concluir aunque sea preliminarmente, que el citado Plan, no pasó de ser un documento intrascendente sin consulta y obviamente sin llegar a una verdadera ejecución.

No obstante lo anterior, la iniciativa dejó para el país dos aspectos positivos : se puso de manifiesto la necesidad de organizar y preveer acciones en el mediano plazo y se asignaron responsabilidades concretas a grupos técnicos a nivel de cada Ministerio que se denominaron Unidades de Programación. El gran limitante sin embargo, lo constituyó la carencia de personal entrenado en los aspectos básicos de planificación y en la total desorganización de las entidades de servicio público.

En el sector agrícola fué donde con mayor entusiasmo se trabajó para introducir la planificación, como una herramienta de inducción y aceleración del desarrollo. Si bien la FAO había iniciado ya un proyecto denominado de Planificación Agrícola, quizás fué el IICA, la institución que despertó un verdadero interés por esta disciplina y realizó la primera aproximación hacia la planificación, con la realización del primer curso sobre preparación de proyectos PEPA (1972-1973). Este evento permitió la capacitación en materias básicas de desarrollo económico y planificación al grupo de técnicos haitianos que más adelante, entraría a conformar la Unidad de Programación y que tomaría a su cargo la tarea de trabajar por la planificación del sector.

Aunque existía una oficina que se encargaba de efectuar trabajos de tipo coyuntural, al servicio del Ministro, no tenía la organización adecuada, ni el nivel más apropiado para iniciar los trabajos que conlleva la planificación agrícola. Para solucionar

estas deficiencias, el IICA con el financiamiento de la ACDI, inició un proyecto que se denominó "Fortalecimiento Institucional de la Unidad de Programación del Minagricultura", concebido inicialmente como de cooperación técnica para la preparación de proyectos agrícolas.

Esta finalidad fué reorientada posteriormente hacia la creación de las mínimas precondiciones que requiere tal esocialidad. Se concluyó como imprescindible en primera instancia dotar de un marco de referencia al sector, configurándose en la práctica un proyecto integral de planificación que contempla aspectos técnicos y administrativos a la vez.

Si bien la acción se inició de manera concreta con el Ministerio de Agricultura, el propósito desde un principio ha sido de trabajar en el nivel sectorial. Dada la casi total inoperancia de un sector público agrícola, cuyas relaciones y responsabilidades no habían sido claramente definidas, resultaba prioritario trabajar en la adopción de una infraestructura organizacional, que permitiera posteriormente adelantar iniciativas más avanzadas. La Unidad de Programación resultó ser el lugar más apropiado y con mejores perspectivas para irradiar reformas a todo el sector. Comenzando por su propio "fortalecimiento" se procedería posteriormente a inducir la configuración de un sector fuerte, organizado y eficiente. El CONADEP, dió el encargo a la Unidad de Programación de comenzar a trabajar en el sentido sectorial, entregando para ello la responsabilidad personal a un funcionario de la Unidad y dando las primeras directrices para la elaboración del Segundo Plan Quinquenal Agrícola 1976-81.

Además de los inconvenientes relativos a la desorganización técnico-administrativa y a la falta de capacitación en las disciplinas económicas, se encontró una ausencia total de infraestructura informativa básica. Un sistema estadístico bien estructurado ha sido difícil de implantar y por ello los análisis y estudios

para la confección del Segundo Plan, se hicieron dispendiosos y carentes de una mayor solidez técnica. Un proyecto sobre Estadísticas Agrícolas se lleva a cabo por la FAO desde 1973 pero no se tiene aún siquiera resultados preliminares.

2.2 Justificación

El interés por la planificación en los distintos niveles gubernamentales resultó de la necesidad que tenía el país de presentar a las naciones y entidades financieras internacionales, perspectivas ordenadas de acciones para el desarrollo. Esto como resultante de los planteamientos económicos y sociales que la nueva administración del Estado se proponía llevar a la práctica.

La voluntad por la planificación quedó claramente expresada en la formulación del Segundo Plan Quinquenal, cuya orientación y coordinación corrió a cargo del CONADEP. Cada sector hizo su plan individual en cual posteriormente entró a ser parte del Plan general. Los trabajos se iniciaron en Julio de 1974 y finalizaron en Octubre de 1976 con la presentación de 3 documentos globales que pretenden definir las bases y fijar los derroteros de la economía nacional durante el lapso comprendido entre 1976 y 1981.

El sector que más firmemente trabajó y presentó un Plan ordenado y realista, fué el de Agricultura y ello se debe en gran parte al elemento humano que se ha venido capacitando para estos fines dentro del Proyecto IICA-ACDI-HAITI. Sin embargo, quedan aún aspectos muy importantes por resolver como son los de intensificar la capacitación de profesionales haitianos en las prácticas de la planificación, la adecuación institucional de todas las entidades comprometidas en la ejecución del Plan, la consolidación de un sistema básico de información sectorial y la coordinación de actividades en torno a un centro común de inducción que es el Ministerio de Agricultura.

La primera etapa del Proyecto puede considerarse como constructiva. En verdad los resultados obtenidos hasta el presente y los que se espera alcanzar al final del tercer año, justifican el lanzamiento de las acciones realizadas solamente en el ámbito del Ministerio, hacia el logro del nivel sectorial. Si bien es cierto que algunas iniciativas como la preparación de programas y presupuestos se encuentran en su etapa inicial y por tanto no se cuenta con la experiencia nacional suficiente para realizar ejercicios similares en otras dependencias, la urgencia que tiene el país de un ordeamiento a todos los niveles técnico-administrativos, ameritarían cualquier acción por prematura que ella pudiera parecer. La verdad es que se está implantando un "modus operandi" que ha tenido muy en cuenta los múltiples factores que conforman la necesidad, el pensamiento y el sentir de la gran mayoría de técnicos de las nuevas generaciones que prestan sus servicios al Estado, lo cual permite augurar aceptación de la extensión de experiencias, aunque incipientes, de la entidad matriz a los organismos cooperantes.

Dejar el Proyecto en el nivel alcanzado hasta hoy, significaría solamente una mejora interna al Ministerio, sin repercusión alguna en el desenvolvimiento de las demás entidades que trabajan en el sector. El paso obligado está en hacer de las prácticas de planificación que se están implantando en el Ministerio, un objetivo común y de fácil aceptación por todas las instituciones de servicio público agrícola.

2.3 Línea de base

Con las primeras iniciativas en materia de planificación logradas por la Unidad de Programación, se ha podido adelantar, aunque preliminarmente un análisis de la problemática del sector y sobre esta base proponer algunas soluciones en el inmediato futuro.

Del mismo modo se ha cuantificado la necesidad de recursos y efectuado propuestas alternativas de consecución. Se ha tratado de organizar la cooperación técnica internacional e identificado un gran número de proyectos que pueden llegar a ser posteriormente ampliados y sometidos a consideración de organismos financieros. Finalmente, se ha optado por un tipo de trabajo que ha satisfecho las necesidades de asesoría continua al Ministro y demás directivos del Ministerio, y que han constituido la base técnica en la toma de decisiones.

Estas mejoras introducidas en las actividades en la Unidad de Programación no sólo deben intensificarse, sino implantarse sistemáticamente en todas las entidades que lo precisen. Nada más útil que organizar servicios coordinados por el Ministerio, que a nivel de entidad, colabore con sus respectivas directivas en el estudio de sus problemas y en la proyección de sus propias soluciones.

Si dentro del Proyecto se logra llegar a este nivel de participación, seguramente el sistema de planificación en el sector quedará definitivamente constituido y quizás pueda tener una vida propia más allá de la finalización de la cooperación externa. Esta perspectiva justifica plenamente el esfuerzo de ejecutar lo que se ha denominado la segunda parte del Proyecto o sea la institucionalización de la Planificación.

2.4 Ubicación del Proyecto dentro de los programas del IICA

Desde un principio y dentro de la catalogación de los Programas del IICA, el Proyecto se ha ubicado dentro de la Línea de Acción VII, Administración de la Política Agrícola. Los objetivos del Proyecto concuerdan exactamente con los fundamentos de la acción

que busca inducir el Instituto en los países donde presta su concurso en materia de política y planificación agrícola. Se trata de una cooperación técnica que ha venido brindando el IICA con el financiamiento de la Agencia Canadiense para el Desarrollo, al sector agrícola del país y en su primera fase de manera concreta a la Unidad de Programación del Ministerio de Agricultura, a fin " de crear un marco de referencia que permita aunar los esfuerzos de los distintos organismos del sector y a la vez facilite la articulación de los planes de desarrollo rural con los que se ejecutan en otros sectores de la economía".

3. Objetivos y alcances del Proyecto

a. Objetivo

El Objetivo final del Proyecto es el de cooperar con el Ministerio de Agricultura y el CONADEP en la consolidación de un sistema eficiente de planificación en el sector agrícola. De esta manera, el Ministerio del ramo en particular y sus organismos adscritos y vinculados en general, estarán en capacidad de conocer ^{y analizar} oportunamente sus problemas, tomar las previsiones del caso y adelantar una acción coordinada a fin de que los servicios que tienen obligación de prestar a sus usuarios sean oportunos y adecuados.

b. Alcances

Como objetivos parciales se cuentan, para la primera etapa, el de mejorar la capacidad técnica de los funcionarios de la Oficina de Planificación sectorial (Unidad de Programación), que coadyuve en la adopción eficiente de alternativas para la toma de decisiones por parte de las directivas del sector agrícola.

Para la segunda etapa se tiene como objetivo parcial, pero que es a la vez la continuación del objetivo alcanzado en la prime-

ra etapa, el establecimiento de un sistema sectorial de Planificación que involucre a todas las entidades que intervienen en el sector agrícola y que tienen asignadas responsabilidades de ejecución en el Segundo y siguientes planes quinquenales.

Para ello y como acción proveniente del Ministerio de Agricultura, al comienzo del cuarto año del Proyecto, se propenderá por el fortalecimiento y/o la organización de unidades especializadas en cada una de las instituciones comprometidas y cuya coordinación, orientación, asesoría y apoyo en asuntos de planificación provendrán concretamente de la Unidad de Programación del Ministerio.

Por su parte, esta Unidad que tiene iguales nexos con el CONADEP (Consejo Nacional de Planificación), aprovechando el concurso de las nuevas unidades, estará en mejor capacidad para intensificar la realización de estudios básicos que conduzcan a la formulación de políticas y a la elaboración de planes y programas. De igual manera se contará con mayor disponibilidad técnica para identificar y analizar proyectos de inversión, evaluar planes y programas, introducir mejoras en los sistemas presupuestarios, utilizar eficientemente la cooperación exterior y preparar convenientemente los estudios de tipo coyuntural que tanta importancia tienen para la toma de decisiones en los niveles directivos.

4. Aspectos institucionales

Hasta el presente, el Proyecto se ha dedicado exclusivamente al fortalecimiento de la Unidad de Programación y por tanto la única entidad beneficiada ha sido el Ministerio de Agricultura. En base a los trabajos realizados y utilizando el personal capacitado en la Unidad se adelantarán durante sus 2 últimos años, los acercamientos del caso, para poner en marcha un sistema de planeamiento, coor-

dinación y evaluación que reuna a todas las instituciones que aportan servicios al sector agrícola del país. Estas son :

IDAI, Instituto de Desarrollo Agrícola e Industrial (Programas agrícolas)
ODVA, Organismo para el Desarrollo del Valle Artibonite
ODPG, Organismo para el Desarrollo del Plan de Gonaives
BCA, Oficina de Crédito Agrícola
IHPCADE, Instituto Haitiano para la Promoción del Café y de Productos de Exportación

Existe desde hace aproximadamente 2 años en el CONADEP un proyecto de reestructuración del sector agropecuario, que coloca al Ministerio de Agricultura como rector de la política agrícola nacional y coordinador de todas las acciones que ejecutan los organismos públicos y semi-públicos del sector. La iniciativa no ha tomado cuerpo jurídico, por prevalecer aún ciertas fricciones inter-institucionales, pero en la práctica cada vez se hace más ostensible, la acción del COANDEP hacia los institutos por intermedio del Ministerio. Un ejemplo de ello se tiene con la formulación del Plan Quinquenal Agrícola cuya responsabilidad se asignó directamente a la Unidad de Programación del Ministerio para que desde allí se irradiaran las consultas y ejecuciones del caso.

Vencer la resistencia de algunas instituciones a sostener su "independencia" no es tarea fácil. Sin embargo existiendo la voluntad por parte de los cuadros directivos del país y encontrándose una gran aceptación de las prácticas de planificación por los niveles técnicos, puede llegarse exitosamente al objetivo previsto por el proyecto.

Como estrategia de acercamiento a los institutos se han previsto contactos formales e informales con los estamentos directivo y técnico, en donde la participación del elemento haitiano formado en

la Unidad de Programación del Ministerio tenga una amplia participación. De parte de la cooperación técnica, se ampliará su radio de acción asesora con la contratación de más consultores de corta duración, que realizarán trabajos específicos bajo la orientación del técnico responsable del proyecto.

5. Operacionalización del Proyecto

De manera general al final del Proyecto y concretamente durante su Segunda Etapa se espera alcanzar los siguientes objetivos parciales o intermedios :

- 5.1 Establecimiento de una estructura coordinada interna del DARNDR en forma tal que se puedan cumplir dos sub-objetivos :
 - a. Solución a problemas imprevistos que afectan al sector, presentando alternativas de solución cuya selección corresponderá al cuerpo directivo del Ministerio.
 - b. Establecer un sistema coherente de toma de decisiones en forma participativa e integral, que permita ir introduciendo las mejoras necesarias en la comunicación interna y fortaleciendo a la vez la imagen externa del DARNDR.
- 5.2 Conformación de una relación integral externa con los Institutos semi-autónomos, tanto a nivel superior de decisiones, como a los niveles técnicos y de coordinación.

Esto tiene como secuencia inmediata tres sub-objetivos :

- a. Reunir en acción conjunta a los principales organismos del sector mediante dos medios : uno superior a través del Comité Superior de Coordinación, u otro técnico de directa y continua comunicación con el "Secrétariat Technique de l'Unité de Programmation".



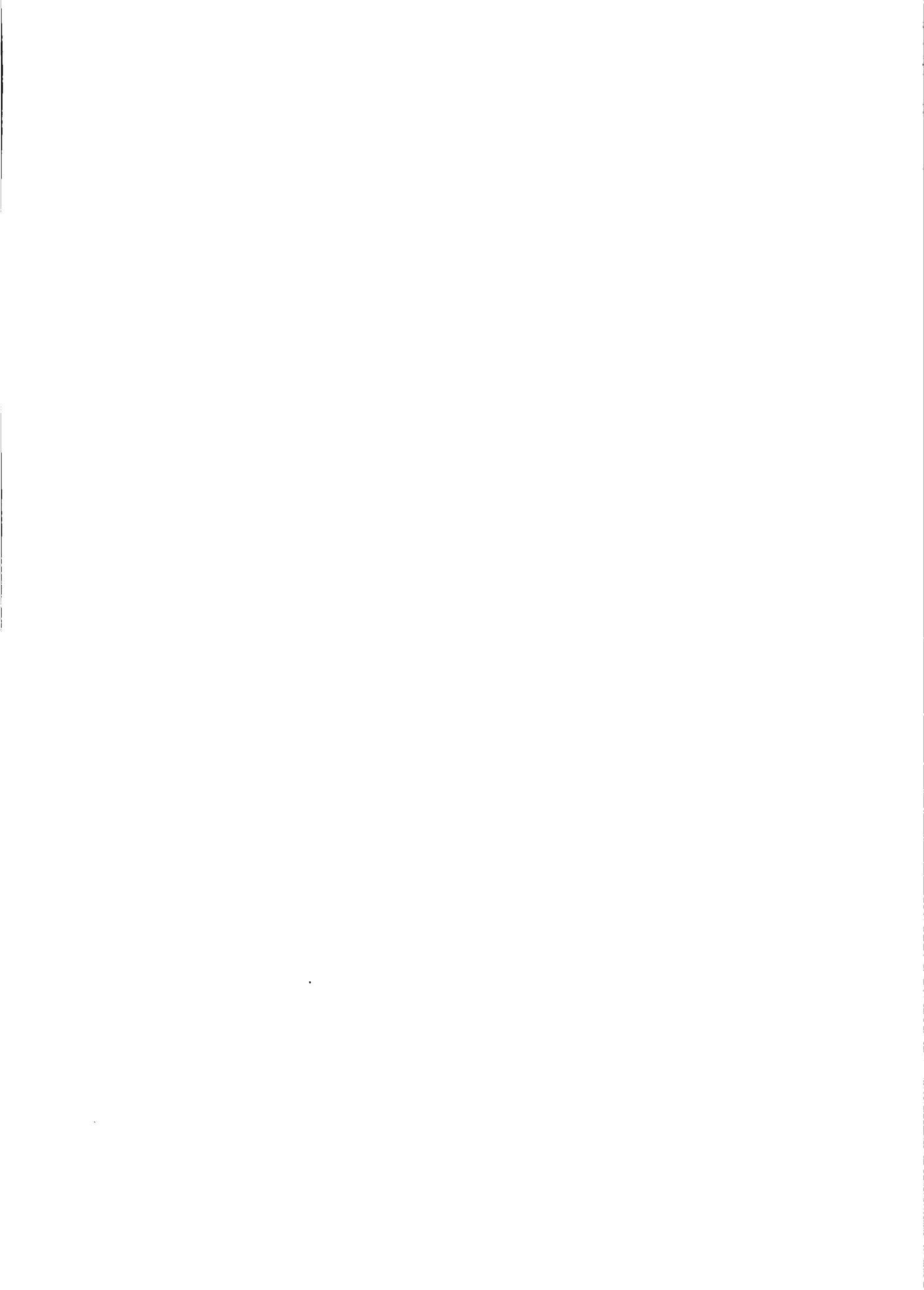
- b. Conformar una estrategia de relación externa que eventualmente permita a mediano plazo incluir a entidades y organismos privados.
 - c. Establecer las relaciones de comunicación e intercambio con los otros Ministerios y Organismos cuya influencia en el sector agropecuario y rural es de importancia.
- 5.3 Sentar las bases de un proceso de planificación sectorial nacional, estable en su estrategia, flexible en el funcionamiento estructural institucional, y dinámico en su fortalecimiento evolutivo hacia formas de acción cada vez más ágiles y eficientes.
- 5.4 Acciones previstas

Para ello, a partir de Julio de 1977 y hasta Junio de 1979, se adelantarán las siguientes actividades en el seno de la Unidad de Programación en colaboración con las Unidades o Dependencias especializadas de los organismos públicos del sector :

Actividad 1. Control de la ejecución y primera evaluación del Plan Quinquenal 1976-81.

a. Antecedentes

La unidad de Programación del DARNDR, por encargo del CONADEP adelantó los estudios básicos que permitieron la formulación del Segundo Plan Quinquenal Agrícola 1976-81. Su ejecución ha comenzado a realizarse a partir de Octubre de 1976 y se espera dejar estructurado durante el primer semestre de 1977, un sistema de control que además de impulsar las acciones e inspeccionar sus resultados, permita realizar las evaluaciones semestrales previstas en el Plan y que resultan indispensables para introducir ajustes posteriores en el mismo.



b. Objetivos

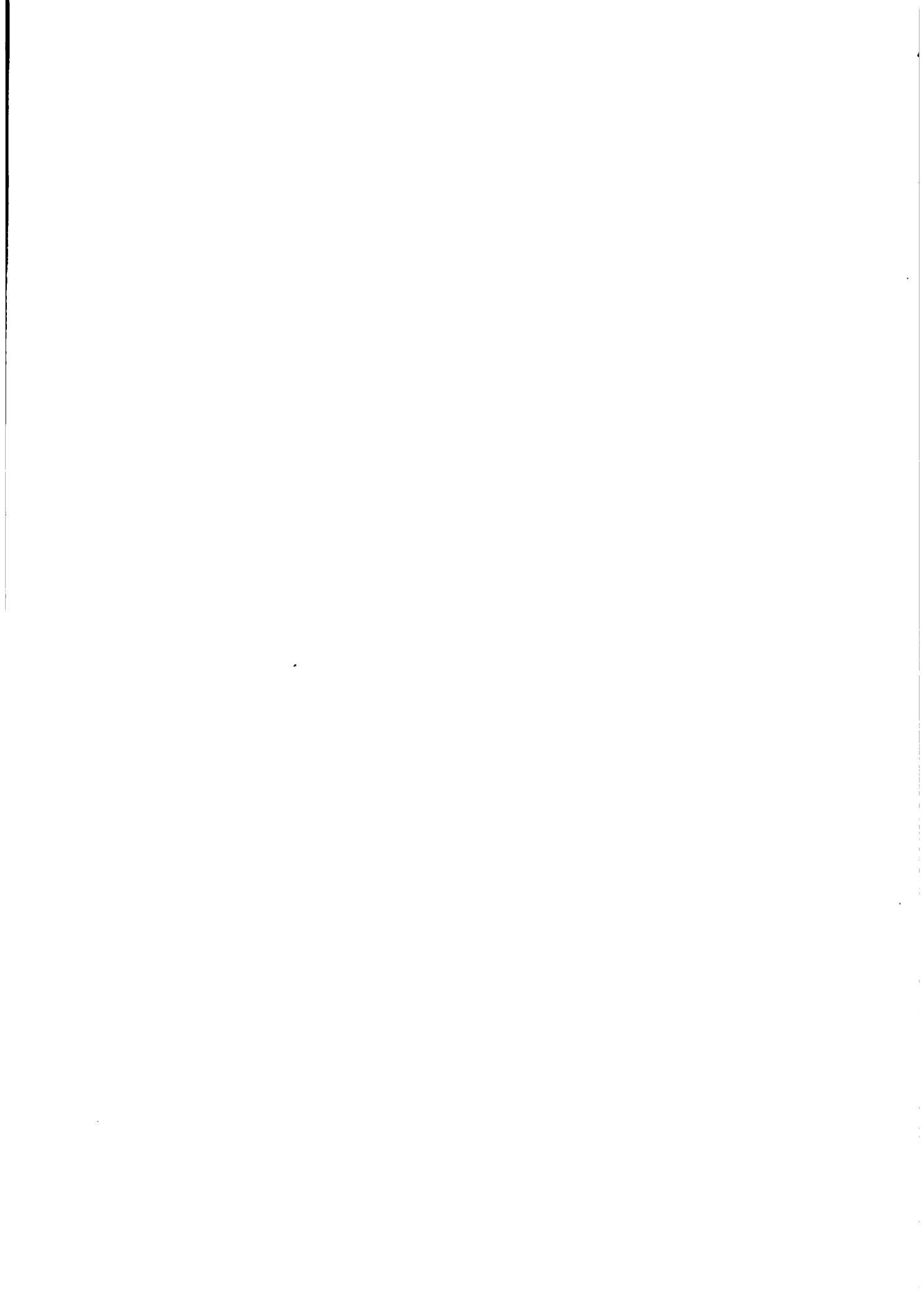
- Inducir a todos los responsables de la ejecución del Plan a llevar a la práctica todas aquellas acciones previstas o que resultaren convenientes de implantar.
- Conocer de una manera sistemática y oportuna el desarrollo del Plan, para estar en capacidad de sugerir acciones posteriores.
- Coordinar las acciones que adelanten los distintos ejecutores del Plan, a fin de armonizar sus respectivas participaciones con la intensidad y sentido de los objetivos sectoriales de desarrollo.

c. Naturaleza de la acción

Hacia la obtención de los objetivos previstos, se hace necesario que la Unidad de Programación adelante una serie de trabajos que consisten básicamente en el análisis continuo de resultados provenientes de la aplicación de las distintas medidas precisadas en el Plan. Del mismo modo y como una resultante del sistema impuesto, se estudiarán y se someterán a consideración de las autoridades del sector, políticas sustitutivas o complementarias que constituyan el marco propicio para la ejecución del Plan. Para ello, habrá necesidad de adelantar varios estudios, actualizar otros y ante todo, contar con una infraestructura informática confiable y oportuna.

d. Instituciones participantes

La Unidad de Programación del DARNDR, operando como Oficina de Planificación sectorial bajo las orientaciones del CONADEP, será la responsable de realizar las acciones propuestas. Corresponde a las demás instituciones del sector participar en



el ejercicio adecuando sus actividades, suministrando informaciones y efectuando los ajustes que les sean sugeridos.

Actividad 2. Formulación, Control y Evaluación de los Programas anuales de los organismos del sector agrícola.

a. Antecedentes

Los organismos públicos que trabajan en el sector agrícola lo han venido haciendo de una manera casi independiente, sin contar en mucho con la orientación y coordinación del Ministerio. Algunos de ellos preparan sus programas anuales de actividades de manera aislada en tanto que otros operan de conformidad a fundamentos rutinarios.

A partir de la vigencia del Segundo Plan y después de habersele asignado la responsabilidad de su coordinación a la Unidad de Programación las prácticas de formulación, control y evaluación de Programas para cada uno de los servicios del propio Ministerio se ha establecido como una necesidad para su organización técnica y administrativa.

Se considera que la ejecución del Plan podrá realizarse principalmente por la imposición de programas (conjunto de proyectos) llevados a la escala nacional. Como hasta el momento este trabajo es hasta cierto punto experimental y circunscrito solamente al ámbito del Ministerio, se hace necesario extender su práctica a todo el sector público agrícola, tratando de integrar y dar homogeneidad a todas las fases de la programación.

b. Objetivos

- Colaborar de una manera progresiva con los organismos responsables de la ejecución del Plan, en la adopción de sistemas homogéneos para la orientación de sus acciones respec-

tivas, así como para la captación y localización posterior de los recursos humanos, físicos y monetarios en el período normal de un año.

- Organizar, coordinar y evaluar las distintas acciones que emprendan los organismos públicos del sector, buscando su eficiencia, complementariedad y resultados prácticos, de acuerdo con los problemas estudiados y la tabla de prioridades establecida para su solución.

c. Naturaleza de la acción

La ampliación y unificación de los programas agrícolas anuales requieren de una mayor aproximación de carácter institucional entre el DARNDR y los organismos restantes del sector. Particularmente entre sus oficinas o unidades de planificación, dentro de un establecimiento normal de relaciones de carácter técnico.

Siguiendo las directrices del Plan y tomando en cuenta los trabajos iniciales que la Unidad de Programación del DARNDR realiza para sí y los demás servicios de la institución, sobre formulación, ejecución y control de programas, se difundirán las metodologías empleadas, se unificarán conceptos y se capacitará en servicio a los funcionarios que a este efecto sean designados.

d. Instituciones participantes

La Unidad de Programación del DARNDR, operando como Oficina de Planificación sectorial bajo las orientaciones del CONADEP, será la responsable de realizar las acciones propuestas. Corresponde a las demás instituciones del sector participar en



el ejercicio adecuando sus actividades, suministrando informaciones y efectuando los ajustes que les sean sugeridos.

Actividad 3 Análisis, Elaboración y Supervisión de Proyectos
Agrícolas.

a. Antecedentes

Durante los últimos años y a partir del primer curso PEPA que adelantó el IICA en 1973, el Gobierno ha dado gran interés a la capacitación de varios funcionarios en la preparación y evaluación de proyectos. Han colaborado en este propósito varias entidades internacionales invitando a profesionales que trabajan en el sector público a sus cursos ordinarios y extraordinarios de corta duración. Hoy, aunque insuficiente, se cuenta con un grupo de elementos con entrenamiento en la disciplina de Proyectos que le es de gran valor al país y concretamente al sector agrícola.

Haití está en estos momentos siendo objeto de una atención especial por parte de los organismos internacionales de crédito. Estos demandan al país iniciativas que necesitan llenar determinados requisitos que sólo conocen los especialistas. Al mismo tiempo están en ejecución varios proyectos cuyos resultados no conoce el Gobierno y también muchos otros que se inician sin un estudio profundo de su parte.

Si bien en la práctica los organismos externos de financiamiento aceptan solamente los proyectos a nivel de factibilidad y hasta pre-factibilidad cuando vienen preparados por consultores internacionales de alta experiencia, quedan las importantes tareas de identificación, análisis, control y evaluación de

proyectos a cargo de los organismos nacionales, quienes son los que en última instancia tienen la palabra.

b. Objetivos

- Capacitar y actualizar en la técnica de preparación y evaluación de proyectos agrícolas al mayor número posible de funcionarios que trabajan en los organismos del sector.
- Organizar un grupo permanente dentro de la Unidad de Programación que se encargue de analizar, controlar y evaluar los proyectos agrícolas que se presenten a consideración del Ministerio de Agricultura y los que están en plena ejecución. De su juicio técnico dependerá la presentación que haga al Gobierno y las modificaciones que sean necesarias efectuar.
- Preparar un catálogo informativo sobre los proyectos prioritarios en que estaría interesado el sector público agrícola. Esto conlleva una identificación un poco más detallada de la que normalmente se viene utilizando.

c. Naturaleza de la acción

La capacitación y actualización se efectuarán en servicio o con el envío de participantes a los cursos internacionales sobre la materia imparten periódicamente organismos especializados.

Las tareas principales que componen la actividad se relacionan con la formulación de criterios, estudios sobre el terreno, preparación de informes y análisis de resultados. Se impone la adopción de sistemas definidos de trabajo y el contacto per-

manente con la Oficina Nacional de Planificación (CONADEP), las entidades financieras externas y las ejecutoras nacionales.

d. Instituciones participantes

La responsabilidad de la actividad está en la Unidad de Programación del DARNDR, operando como Oficina de Planificación bajo las orientaciones del CONADEP.

Las principales instituciones interesadas, los diferentes servicios técnicos del DARNDR, así como los organismos del Estado que trabajan para el desarrollo del sector agrícola.

Actividad 4. Cooperación para la Adecuación Institucional de los Organismos del sector

a. Antecedentes

El Plan Quinquenal Agrícola 1976-81, establece como requisito indispensable para que los servicios del Estado lleguen cualitativa y cuantitativamente mejorados a los usuarios en el campo, que todas las entidades responsables de su ejecución bajo un sistema común. Ello implica lo que se ha denominado como adecuación institucional que estaría ligada no solamente a la disonibilidad y a la mejor utilización de los recursos humanos y presupuestales, sino a determinadas líneas de coordinación para buscar la acción más eficaz de las políticas que emanan del Ministerio de Agricultura.

El fortalecimiento institucional que está recibiendo la Unidad de Programación del DARNDR y que conlleva una reestructuración técnico-administrativa, es el primer paso hacia la adecuación



del sector. Estudios previos adelantados por el IICA y la AID además de concordar con la necesidad de reorganizar el sector, establecen pasos y niveles de acción para concretar la iniciativa.

b. Objetivos

El principal objetivo de la actividad es el de cooperar con el Secretariado de Estado de la Agricultura y especialmente con la Unidad de Programación con el propósito de realizar acciones de adecuación y de fortalecimiento institucional que se precisarán con la implantación y el desarrollo del Plan Quinquenal.

Como Objetivos específicos, se tiene lo siguiente :

b.1 Análisis del sistema institucional

A este efecto, se logrará alcanzar progresivamente los objetivos siguientes cooperando a :

- Detectar la existencia de organismos para la realización de funciones previstas por el Plan de desarrollo.
- Determinar la racionalidad y la viabilidad de organismos en cuanto a la distribución de funciones según los rubros y la clientela.
- Precisar la importancia relativa actual de organismos del sector sobre la base de la distribución entre ellos de los recursos humanos, financieros y legales.

b.2 Adecuación Institucional de los organismos

Como consecuencia del análisis precedente, se cooperará para obtener los objetivos que tienden a :

- Formular un ante-proyecto del sistema de organización institucional en función del plan de desarrollo.
- Mejorar los mecanismos actuales de gestión, especialmente en lo que refiere a coordinación, control, evaluación y corección.
- Especificar las zonas que deberán ser el objeto de análisis posterior, a fin de obtener mejoramientos progresivos en el programa de desarrollo institucional.

c. Naturaleza de la acción

A fin de lograr los objetivos descritos, las tareas que deberán ser emprendidas, estarán en relación con :

- Recolección, ordenamiento y estudio de información, por organismo.
- Estudio de interrelaciones por organismos
- Entrevistas con funcionarios a efectos de profundizar, confirmar o discutir los puntos identificados en los análisis precedentes.
- Estudio de la importancia del Sector Agrícola en relación a los demás sectores.
- Elaboración del programa de desarrollo institucional.

d. Instituciones participantes

La responsabilidad del proyecto está en la Unidad de Programación del DARNDR, operando como Oficina de Planificación Sec-

torial, bajo las orientaciones del CONADEP. Corresponde a las demás instituciones del sector participar en el ejercicio suministrando la mayor información posible sobre sus procedimientos técnico-administrativos, sugiriendo determinadas acciones y efectuando los ajustes que más convengan para operar más eficientemente.

Actividad 5. Cooperación para la realización de Estudios coyunturales

a. Antecedentes

La formulación del Plan Quinquenal Agrícola, requirió de la preparación previa de varios estudios que estuvieron a cargo de los profesionales de la Unidad de Programación del DARNOR. En cierta forma algunos de ellos se han venido actualizando de manera continua, lo cual constituye el trabajo de planta de la Oficina. Hay sin embargo, otra clase de estudios rápidos, no programados, hechos a solicitud de las directivas del Ministerio y que con el tiempo han llegado a ser numerosos y, por tanto demandado buena parte de los recursos asignados previamente a otros menesteres.

Esta clase de estudios son muy importantes ya que en oportunidades constituyen la única base para la fijación de políticas o la toma de una decisión inaplazable. Demandan criterio y ante todo un conocimiento actualizado sobre los distintos problemas que afectan al sector agrícola. Muchas veces cuando no se ha contado con el tiempo suficiente para efectuar estudios se ha requerido de la asesoría directa y verbal, corriéndose el riesgo de imprecisiones o por lo menos de generalizaciones impropias para esta clase de trabajo.

b. Objetivos

- Disponer del mayor número de estudios que de conformidad con la experiencia, constituyen base de otros más amplios o sirvan para la toma de decisiones al personal directivo del sector agrícola.
- Capacitar a los funcionarios de la oficina sectorial y de las unidades de programación de los organismos del sector, en la preparación de informes y en el análisis de documentos.
- Investigar y mantener actualizados los conocimientos que se tengan sobre la problemática del sector, así como sus diversas posibilidades de solución.

c. Naturaleza de la acción

Las tareas por adelantar se relacionan con investigaciones, encuestas, análisis, entrevistas, etc. que realicen de manera sistemática los técnicos que al efecto se designen. De igual manera, se pondrá todo el énfasis posible en los medios y formas de transmitir los hechos estudiados para su mejor comprensión y utilización posterior.

d. Instituciones participantes

La Unidad de Programación del DARNDR y las de los organismos del sector.

6. Presupuesto del Proyecto

6.1 Recursos monetarios

El costo total del Proyecto para los 5 años fué calculado en

PERCENTAJES FINANCIEROS (1977-1979/1979-79) CÍRCULO EMPRESAS DE SERVICIOS FINANCIEROS

(Miles de US\$)

OBJETO DEL GASTO	1977 - 1978			1978 - 1979			TOTAL 1977-1979					
	VALOR	ACUM	TICA	TOTAL	VALOR	ACUM	TICA	TOTAL	VALOR	ACUM	TICA	TOTAL
I. <u>Costo del Personal</u>	42.7	36.0	-	91.5	45.8	39.2	-	85.0	82.5	78.0	-	166.5
1. Profesional Internacional	-	26.5	-	26.5	-	39.0	-	39.0	-	56.5	-	56.5
2. Profesional y Auxiliar Nacional	42.7	12.3	-	55.0	45.8	9.2	-	55.0	88.5	21.5	-	110.0
II. <u>Otros Gastos</u>	8.3	16.2	12.0	36.5	9.0	8.8	15.0	32.8	17.3	25.0	27.0	69.3
1. Operación	4.8	4.7	19.5	29.0	5.5	2.3	14.0	21.8	10.3	7.0	24.5	41.8
2. Equipo	-	5.5	-	5.5	-	1.0	-	1.0	-	6.5	-	6.5
3. Administración	3.5	0.5	1.5	5.5	3.5	0.5	1.0	5.0	7.0	1.0	2.5	10.5
4. Imprevistos	-	5.5	-	5.5	-	5.0	-	5.0	-	10.5	-	10.5
TOTAL	51.0	55.0	12.0	118.0	54.8	48.0	15.0	117.8	105.8	103.0	27.0	235.8
TICA - ACUM				67.0				63.0				130.0
% de Participación									44.9	43.7	11.4	100.



US\$467.700, que según lo estipulado en el Acuerdo Administrativo de 19 de Junio de 1974, se convino cubrir así :

US\$280.000 por la ACDI o sea el 59.9%

US\$142.700 por HAITI o sea el 30.5%

US\$ 45.000 por el IICA o sea el 9.6%

Con base en los informes de Contabilidad y en lo referente a la participación ACDI-IICA, se puede estimar que para el final del 3er año la ejecución presupuestal podría estar cerca de las 3/5 partes del aporte de las 2 entidades (US\$325.000). Por lo tanto para los 2 años restantes se cuenta aún con 2/5 partes de dicho aporte, que en términos monetarios serán US\$130.000 aproximadamente. Con respecto al aporte nacional no se tiene ningún informe, pero con este se han venido pagando los salarios del personal nacional y cubierto algunos pequeños gastos de administración. Si por este concepto se estima que el Gobierno Haitiano debe atender gastos por valor de US\$105.800 se tendrá que el costo total del Proyecto en los 2 años que le hacen falta, ascenderá a la suma de US\$235.800.

Tanto las actividades hasta ahora realizadas como las que se prevé adelantar en el curso de los 2 próximos años están totalmente ajustadas a las disponibilidades presupuestales, dejándose para casos fortuitos una partida adecuada dentro del rubro denominado "imprevistos".

6.2 Recursos humanos

La Unidad de Programación del Ministerio cuenta con un total de 15 miembros, de los cuales 10 son de nivel profesional y 5 de nivel auxiliar. El financiamiento para este número está garantizado hasta el final del Proyecto por parte de la ACDI y parcialmente por el



Gobierno Haitiano. Al entrar en vigencia la absorción gradual de salarios*, el Gobierno ha tenido problemas para su financiamiento y en la actualidad (mes de Febrero 77) se busca afanosamente una solución.

De conformidad con los primeros contactos realizados con los organismos del Sector, se espera involucrar a la disciplina de planificación por lo menos a 3 funcionarios lo cual daría un total de 15 funcionarios adicionales que entrarían de una manera directa al proceso. A estas cifras se hace necesario adicionar otro número indeterminado de funcionarios que de manera indirecta tendrán que colaborar, engrosando con ello la disponibilidad de personal que trabajará en el ramo de la planificación agrícola.

7. Seguimiento del Proyecto

7.1 Supervisión

- a. Se establecen 3 niveles de supervisión y control de la ejecución del Proyecto :
 - El coordinador Nacional del Plan Agrícola, el Jefe de la Unidad de Programación del Ministerio y los responsables en cada Instituto descentralizado.
 - El funcionario internacional - responsable del Proyecto ante el IICA - el Director General del Ministerio y los Directores de los Institutos del sector involucrados.
 - El Representante del IICA en Haití, el Director de la ACDI en Haití, el Señor Ministro de Agricultura de Haití y el Director del COANDEP.

* El Convenio dispone que a partir del 3er año, el Gobierno Haitiano deberá asumir progresivamente el pago del complemento salarial que asumiera el Proyecto desde su iniciación a las tasas anuales del 25%, 50%, 75% y 100% a su finalización.



b. Los medios y procedimientos que se utilizarán para supervisar y controlar la ejecución del Proyecto :

- Informes trimestrales de los ejecutores de las actividades del Proyecto a los niveles de supervisión inmediatos.
- Análisis periódico sobre la ejecución presupuestal y sobre el avance de los aportes de las entidades aportantes.
- Visitas técnicas y de auditoria a los ejecutores para establecer el grado de avance de las actividades frente a las mencionadas en el programa.
- Solicitud de informes especiales.

7.2 Evaluación

La evaluación del Proyecto puede y debe ser realizada por las 3 partes involucradas en el Convenio Administrativo de Junio 1974, esto es la ACIDI, el IICA y el Gobierno Haitiano por intermedio del CONADEP y el Ministerio de Agricultura.

La ACIDI ha hecho evaluaciones en 2 años diferentes y efectuado los desembolsos periódicos al recibo y análisis de los respectivos informes semestrales. Estas prácticas continuarán hasta la finalización del Proyecto.

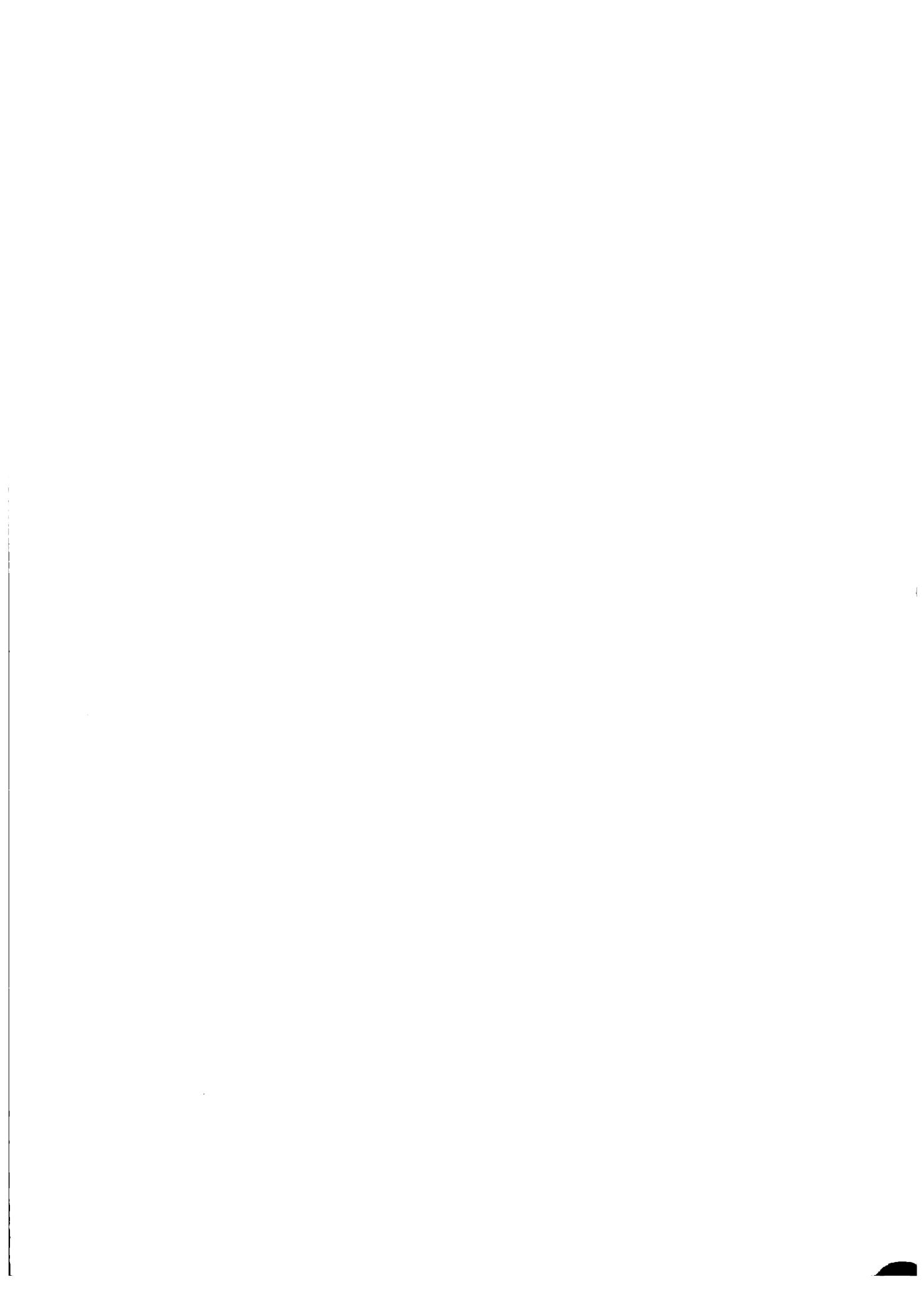
El IICA adelantará una evaluación parcial a fines del año en curso, es decir al comienzo de la Segunda Etapa del Proyecto y una evaluación final a su terminación.

El Gobierno Haitiano efectuará su evaluación así mismo a la finalización del Proyecto.

De conformidad con las observaciones que susciten las evaluaciones intermedias del IICA y de la ACPI, se procederá a efectuar los ajustes que se juzguen convenientes, para alcanzar en mejor forma los objetivos prefijados.

La metodología a emplear será a juicio de los evaluadores. Sin perjuicio de suministrar cualquier tipo de información adicional pertinente, se tendrá siempre a disposición para consulta y análisis, los documentos relativos al Convenio, modificaciones introducidas, informes técnicos periódicos, copias de los trabajos realizados, informes presupuestales y contables, etc...





Humberto Rosado, E., Director en México - ZN/M-30

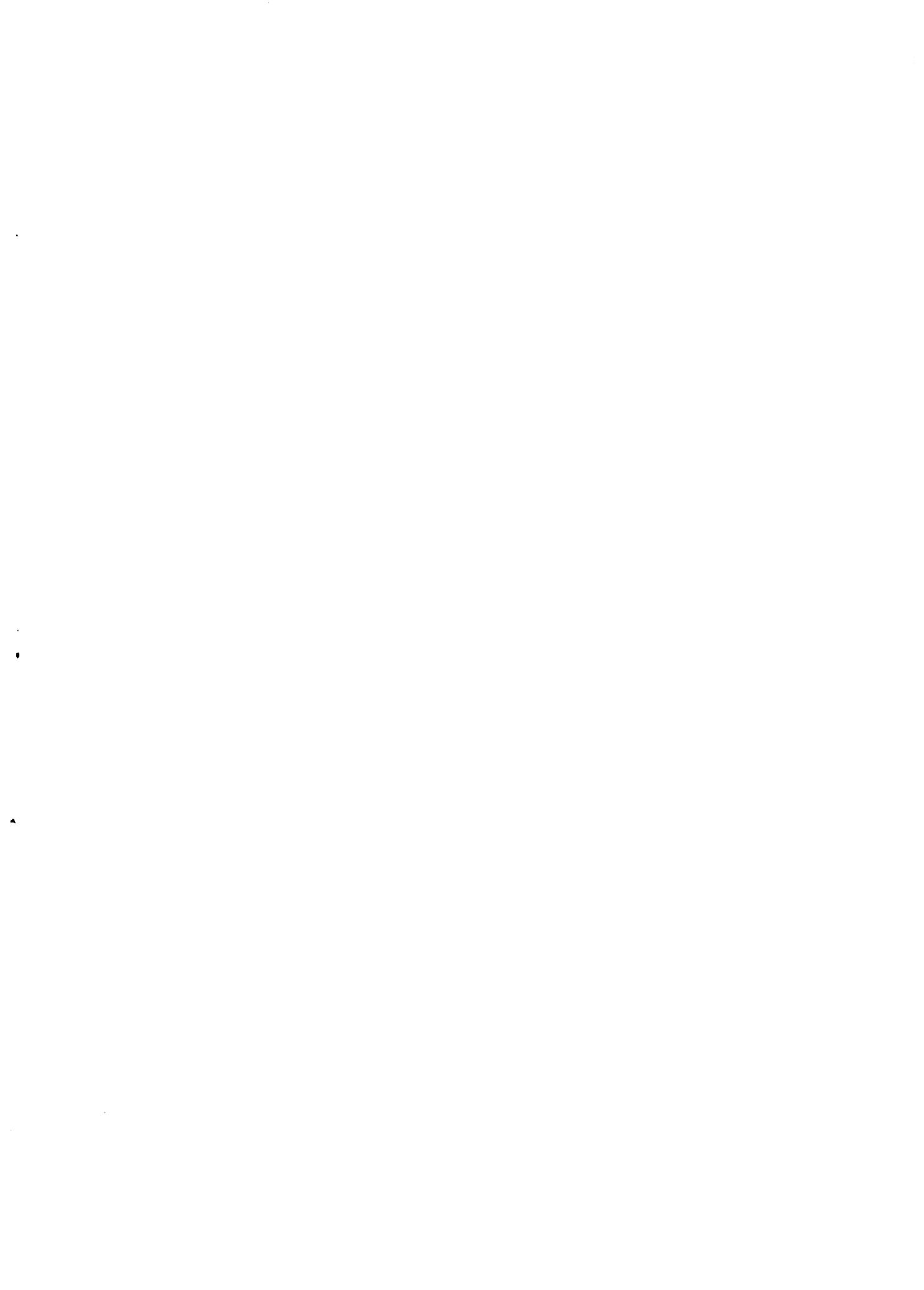
Fabio Villacís, Planificador Agrícola 16/enero/1976.

Informe de Viaje a Haití.

Tengo a bien presentar el informe de viaje realizado a Haití, atendiendo la solicitud del Dr. Miquel Montoya, a fin de observar junto con el personal técnico de esa Representación el progreso de la Unidad de Programación del Ministerio de Agricultura de Haití y revisar con los mismos técnicos el plan nacional de desarrollo agropecuario.

al

cc: JEAraujo
MMontoya ✓



INFORME DE VIAJE

Fabio Villacís Suárez

1. Port-au-Prince, Haití

2. Fecha: 14 al 19 de diciembre de 1976.

3. Propósitos

El propósito principal del viaje a Haití fue mantener un sentido de continuidad en la relación establecida desde mayo del año pasado, cuando a iniciativa del Dr. Montoya, se fue dando forma a la creación de la UNIDAD DE PROGRAMACION, cuyo enfoque sectorial reforzaba la labor del cuerpo superior de planificación para el desarrollo que se reconoce en Haití con el nombre de CONADEP.

El Dr. Montoya en aquella oportunidad procuró que técnicos de IICA formularan documentos de trabajo habiéndome correspondido esbozar un diseño de funcionalidad institucional para la planificación con estricta sujeción al contenido a documentos anteriores a fin de establecer una interacción que coordinada y controlada por el Dr. Montoya, permitiera a las autoridades y técnicos del país su aprobación o modificación finales, luego de reuniones conjuntas.

4. Situación Presente

La unidad de programación (en la práctica una oficina de Planificación), se ha desarrollado consistentemente habiendo logrado la elaboración del Plan Nacional de desarrollo agrícola, documento éste que ha merecido aceptación completa de los altos niveles ejecutivos de Haití, y que hoy se encuentra sujeto a fijar las estrategias de su implementación y los mecanismos para su control.

Esa consolidación de la Unidad de Programación tiene como uno de sus principales fundamentos el decidido y continuo apoyo del IICA. El especialista en Planificación, Alberto García, ha realizado una magnífica labor que consolida al más alto nivel la imagen de nuestra institución. Su labor cuenta con el respaldo total del Representante.

Es conveniente insistir en que el método de trabajo seleccionado y ejecutado por nuestros técnicos en Haití, específicamente en el campo de la Planificación es un movimiento dinámico de participación activa y continua en el proceso, especialmente para la elaboración del Plan, hecho que mejora el concepto sobre nuestros técnicos y origina una relación humana que agiliza la participación de IICA en el sistema institucional del país. En esta forma tal vez disminuya la oportunidad de presentar diagnósticos o análisis documentales publicados por IICA, pero un cambio se ensayará el volumen y calidad de los documentos preparados por los propios funcionarios nacionales, con colaboración no visualizable, pero sí perceptible de IICA. Así se llega a crear confianza en los técnicos locales sobre su

propia capacidad y se impulsa el sistema institucional.

5. Objetivos

Dentro del propósito general, ya enunciado, tres objetivos fueron señalados en reunión interna de trabajo en la sede de IICA, previa a las reuniones con técnicos nacionales de la Unidad de Programación:

1. Observaciones al Plan Nacional del Sector
2. Determinación de la funcionalidad interna de la Unidad de Programación
3. Identificación de las operaciones de relación externa.

A continuación se hacen observaciones a cada uno de los objetivos señalados.

6. Observaciones al Plan Nacional del Sector

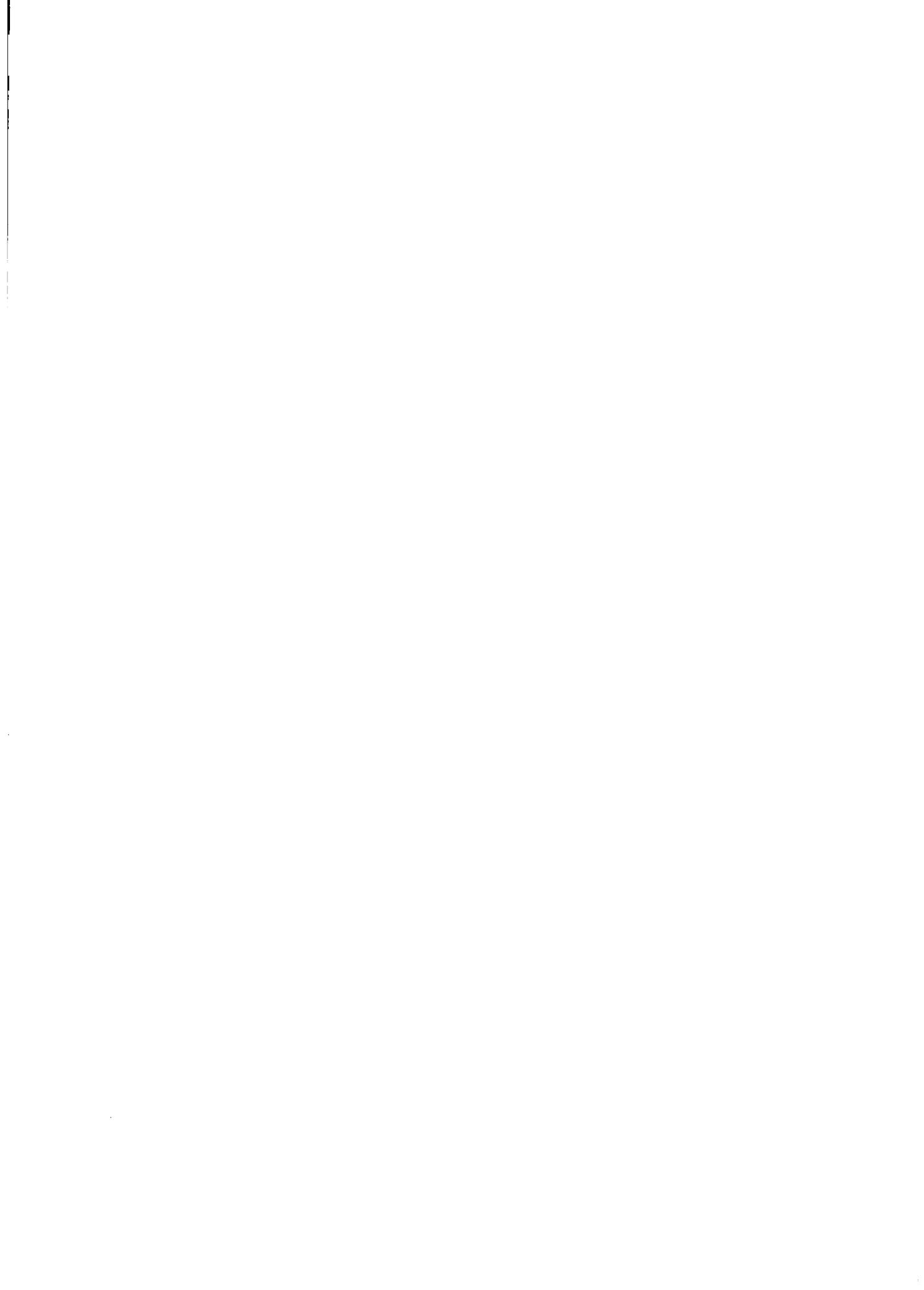
Se discutió en tres reuniones conjuntas con los miembros de la Unidad de Programación la estructura del Plan Agropecuario elaborado bajo la asesoría directa de nuestro compañero Alberto García.

El Plan está bien concebido y en su diagnóstico como en el diseño de objetivos y proyectos específicos, se observó una realista identificación con el potencial de recursos disponibles como una correcta relación con las prioridades existentes. Se llegó a un acuerdo de agregar un cuadro resumen, que facilitara la interpretación de las relaciones entre las políticas generales de desarrollo nacional y las políticas, objetivos, instrumentos, proyectos y actividades del Plan Agropecuario a funcionarios y técnicos de otras disciplinas, cuya participación se estima como necesaria.

Otro factor que se creyó conveniente de recibir continua atención es el de la organización campesina como unidad económica, pero a la vez como unidad social cuyo mejoramiento de nivel de vida debe considerarse como de capital importancia.

7. Determinación de la funcionalidad interna de la Unidad de Programación

Pese a que se ha logrado completar el Plan y de que es evidente y digno de elogio el grado de avance obtenido en la Unidad de Programación, se hace necesaria una mayor participación de todos los técnicos componentes de esa Unidad, para evitar que el peso de las responsabilidades caigan sobre dos o tres técnicos. Se discutió amplia y francamente el punto habiéndose concluido con la necesidad de lograr incorporar las observaciones de aquellos técnicos de la Unidad que no habían tenido una participación muy activa y continua para obtener así un consenso interno general previo a la divulgación externa del Plan, a la vez que paulatinamente se hace copartícipes y autores a todos en la Unidad.



8. Identificación de las operaciones de relación externa

Consolidada la Unidad como un equipo homogéneo, se procederá a asignar responsabilidades para labores posteriores y para la preparación, circulación y explicación del Plan. Se estimó de forma unánime que para que el Plan tome a nivel de gobierno y a nivel de los otros sectores económicos de Haití, tanto públicos como privados, incluyendo especialmente el sector educativo, un elevado grado de aceptación se requiere implementar un proceso de concientización; por lo mismo es necesario programar reuniones técnicas, seminarios, mesas redondas, conferencias, simposios, etc., como vehículos de diseminación. IICA podría jugar un importante papel muy particularmente como lo ha venido haciendo con tanto éxito, motivando y promoviendo acciones en los técnicos nacionales y no tomando el liderazgo.

9. Conclusiones

Me quedado en enviar material técnico que pudiera tener relevancia a lo que viene ejecutando nuestra oficina en Haití, para alimentar el proceso con otras experiencias.

En definitiva, me es grato destacar la positiva labor de Alberto García, quien ha logrado imprimir una acelerada proyección a la Unidad de Programación; contando con el apoyo y respaldo del Representante Michel Montoya.



Journaliste

REVUE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE PRESSE

Rue du Centre No. 212
Boîte Postale : 1316 Téléphone : 2-2114

Dernière heure

DAMAS (AFP)

Les deux parties syrienne et palestinienne sont convenues de former immédiatement un comité supérieur il bano-syro - palestinien sous la présidence d'un représentant de la Ligue Arabe, indique le texte de l'accord signé jeudi soir à Damas par la Syrie et la résistance palestinienne.

Un cessez le feu sera proclamé par toutes les parties lorsque le comité supérieur en décidera. indique encore

(Voir suite page 4)

Les dernières heures du séjour du Secrétaire - Général de l'OEA

La visite à Damien et à Bas-Boën du Secrétaire - Général de l'OEA

Le Ministre Léveillè opine pour le renforcement d'une onde de l'OEA dans le domaine des ressources naturelles

Le Secrétaire-Général de l'OEA, M. Alejandro ORFI-LA, en compagnie de M. Roland ROY Représentant à Port-au-Prince de l'Organisation des Etats Américains, de son aide de camp, le Capitaine Claude Jean, s'est rendu hier matin à Damien, où le Ministre Léveillè l'accueillit en ses bureaux, pour un court échange de vue sur l'aide éventuelle que pourrait recevoir son Département dans le domaine des ressources naturelles.

La République Dominicaine, comme on le sait a déjà bénéficié, sur ce chapitre, d'une assistance appréciable de l'Organisation; et les études réalisées par celle-ci ont autorisé le Gouvernement Canadien à consentir des investissements importants dans des travaux de prospection et d'exploita-

tion de mines.

Nos ressources hydrauliques et hydro-électriques, et d'autres qui ont été codifiées, sont en train d'être mises en valeur par le Gouvernement. Une assistance de l'OEA à ce niveau, compléterait l'action gouvernementale et serait, fit remarquer le Ministre Léveillè, d'un apport certain pour le développement économique du Pays.

Toutefois, dans le cadre de l'OEA, travaille en étroite collaboration avec Haiti, sur le plan alors agricole, l'IICA qui entretient avec Damien les relations les plus excellentes. L'Institut des Sciences Agricoles, en effet, précisa le Ministre, est l'une des organisations internationales dont la philosophie répond le mieux aux besoins du milieu haïtien. Il est même question de l'utiliser, avec l'appui de la BID, dans un programme d'éducation, à l'échelle nationale

tant son intégration pour ce qu'il s'agit des différentes disciplines à promouvoir en milieu rural, reste effective. Ce projet existe depuis trois ans, et passera à sa phase d'exécution à partir d'un prêt de \$ 20.000.000 qui nous sera consenti à la fin de cette année par la Banque Interaméricaine de Développement.

Actuellement, au sein du DARNDR, fonctionne une «UNITE DE PROGRAMMATION» pour le secteur agricole et les autres institutions impliquées dans l'Agriculture. Là encore l'IICA nous a fourni une aide remarquable et a oeuvré au près de l'ACDI pour obtenir sa participation pour les fonds de fonctionnement de l'Unité qui vient de préparer un plan de développement agricole de cinq ans jugé le meilleur de toute l'Amérique Latine.

En dehors de l'IICA, il y

(Voir suite page 5)

JEUX OLYMPIQUES

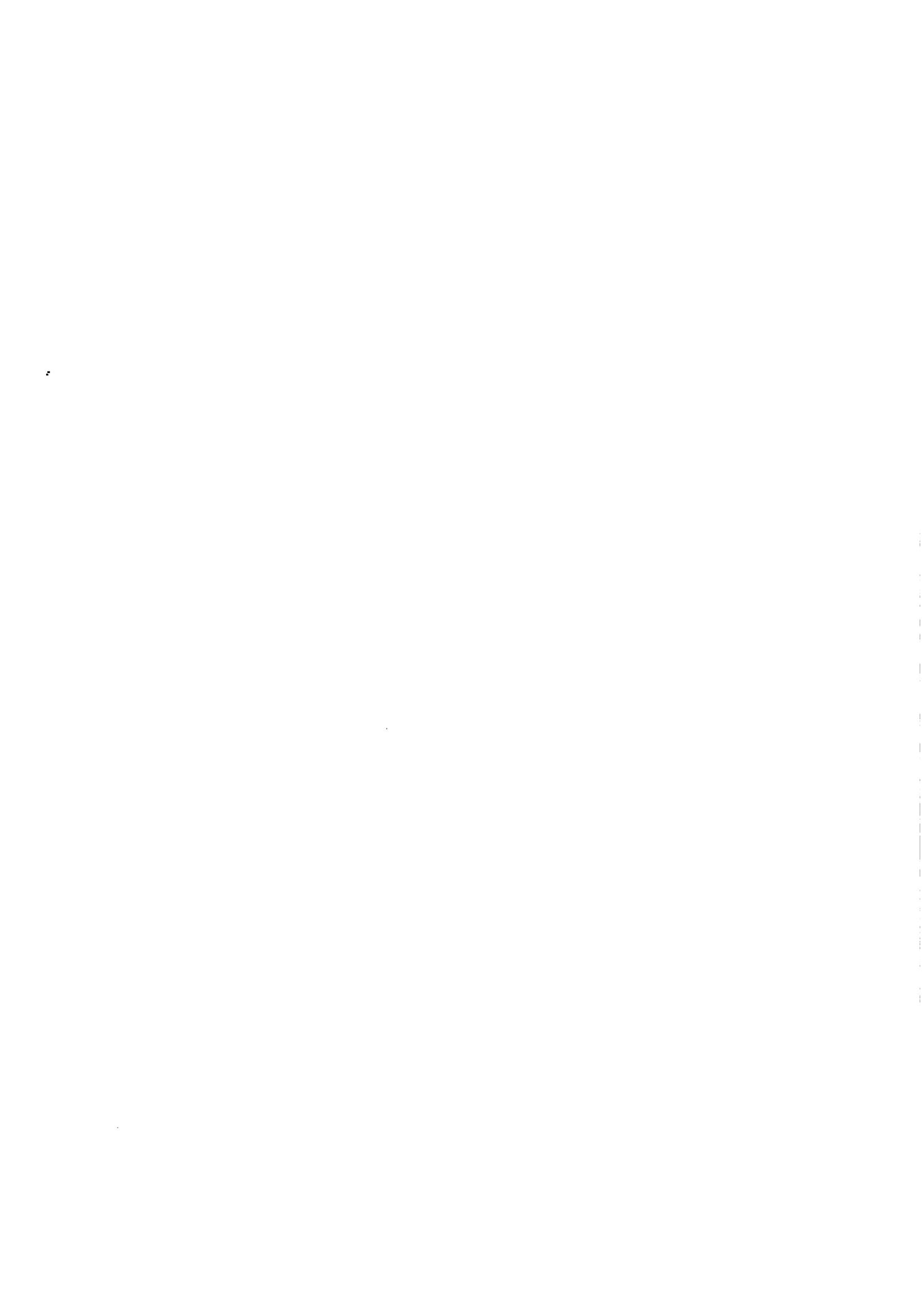
République à être décoré. Le premier également à donner son nom à un DC-9, dernière acquisition de la flotte aérienne de Trinidad qui entend honorer à sa façon ce fut que ses compatriotes ap...

MONTREAL (AFP)

Etonné et déçu par les propos tenus par Mme Monique Berlioux, Directrice du Comité International Olympique sur les jeux de Montréal, tels sont les sentiments qu'éprouvait mercredi le Chef de...



travaux de
de la par
associations
pour l'éta
canaux se
naires : leurs
aidés par
« food for
par le PAM
monial)
leur mis -
quinzaine de
les membres
on al'emande
possibilités et
utilisation des
souterraines
igation adé -
mes des Vases
qui ressur -
tre des com -
chaie et de
ne
G
Ingénieur Agro -
ste en écono -
en coopérati -
l'Ingénieur -
eutschmann pa
s connaissances
des pays en
à l'Institut
Tropicale de
Il prépare son
Agronomie, sous
du célèbre Ins -
berches pour le
nt Agricole de
de Heidelberg et
de thèse. l'In



LE PLAN QUINQUENNAL DU SECTEUR AGRICULTURE

Le plan quinquennal du Secteur Agricole intégré dans le plan global est une vision du développement économique et social du secteur agricole. Il est inspiré du profond désir de changer les conditions d'une importante tranche de la population rurale, à partir d'une image de la réalité socio-économique de l'arrière-pays considérée dans notre contexte national.

Le nouvel instrument met au point, une stratégie nouvelle pour affronter les problèmes épineux de la sous-production, de la destruction des ressources naturelles et le sous-utilisation de l'homme haïtien. Cette stratégie, en deux volets, comporte des mesures à moyen et à long terme et vise à une augmentation massive de la production nationale. La préparation du plan a nécessité la participation de tous les organismes tant publics que privés, au point qu'il reflète, à un certain niveau, les opinions de planteurs de différentes régions du pays, ce qui lui donne une valeur nationale qui permet de fixer une perspective idéaliste de développement.

De patientes recherches et divers ajustements ont été nécessaires pour sortir quelques statistiques ou des données chiffrées puisées à la comptabilité nationale. Soulignons que durant les dix dernières années, peu de progrès ont été enregistrés dans la préparation des statistiques agricoles, qui autoriseraient la présentation d'un instrument de planification adéquat. En effet, dans un programme de développement économique, qui se veut scien-

tif, les méthodes traditionnelles ne sont plus de mise. Toutefois, il peut survenir, au cours de la mise à exécution d'un plan soigneusement élaboré, ce qu'on pourrait appeler accidents de parcours, dus à un événement naturel par exemple, comme il en est de cette grande sécheresse qui sévit un peu partout à travers le pays.

Cette situation d'exception qui, de toute façon, affecte la vie économique, a vite motivé les responsables du Département de l'Agriculture d'arriver, à l'élaboration d'un programme d'urgence qui s'étendrait d'après nos renseignements, sur des zones humides totalisant plus de 1.800 hectares de terre; dans le but de parer aux méfaits de cette sécheresse passagère et d'aider à l'approvisionnement des marchés internes situés dans les régions défavorisées.

Il va de soi, que les structures de production proposées au niveau national continueront à se développer, à l'appui d'une politique de crédit et d'investissement parallèlement à une politique de prix, en rapport avec les réalités du monde, afin de déterminer des niveaux de production et de revenus, dans le secteur rural, pour conditionner la rentabilité des cultures prioritaires.

La nouvelle stratégie de participation du paysan à l'élaboration du plan, permet déjà une meilleure planification régionale, et cela est de bon augure, pour peu que le secteur agricole, par l'espace qu'il oc-

LE PLAN QUINQUENNAL DU

(Suite de la 1ère Page)

cupe, et le nombre de familles qui y vivent, est considéré comme le secteur stratégique.

Au moment, nous le soulignons encore, où le pays fait l'effort de franchir une étape nouvelle, vers l'agriculture irriguée, que les contingences techniques, sociales et économi-

ques sont appréhendées avec réalisme, viennent s'ajouter les aléas de la nature : Le fait est considéré comme un signe des temps actuels; et la moisson, pour répéter un vieux dicton, dépend davantage du temps qu'il fait que de la saison qui s'installe.

Mais en dépit de tout, les idées et leurs valeurs conditionnent toujours les possibilités physiques de production. Dans son message du 20 août 1976, pour définir les objectifs de sa politique agricole le Chef à Vie de la Nation s'exprimait en ces termes : «Les nouvelles orientations du plan 1976/1981, s'inspirent de la nécessité de donner aux régions et aux catégories les moins favorisées, qu'il s'agisse des vieillards, des salariés, d'agriculteurs à bas revenu, le témoignage concret d'une solidarité, d'une solidarité indispensable à la cohérence nationale».

C'est dire que pour passer de l'agriculture de subsistance à cette agriculture irriguée qui explique les nouvelles orientations du plan, se réalise méthodiquement par le Département de l'Agriculture, la mise en place d'une infrastructure d'irrigation. L'action se porte aujourd'hui vers une intensification des programmes de production de certaines denrées agricoles, de ceux de diversification et d'amélioration de la commercialisation, à partir d'une augmentation du rendement par unité de surface.

A ce compte, et pour créer une meilleure communication entre la ville et la campagne, des voies de pénétration sont actuellement en construction; ainsi que des projets de développement communautaire, pour approfondir les relations humaines, entre deux entités qui doivent mieux se comprendre et s'apprécier pour la grandeur de l'unité nationale.

(à suivre)

RAPPORT D'EVALUATION DU SYSTEME
INSTITUTIONNEL ET DES CAPACITES
FONCTIONNELLES DU MINISTERE
DE L'AGRICULTURE DE LA
REPUBLIQUE D'HAITI

Rapport compilé d'après les termes
du Mandat de prestation de services
AID/AFR-C-1149 #4

- A. Bertrand (Chef d'équipe)
- R. Kilgore
- T. Pinnock
- R. Warnken

Consultants de la
Multinational Agribusiness Systems
Incorporated. (MASI)
1725 K Street, N.W.
Washington, D.C. 20006

(202-872-8782)

Avec l'assistance de:

- C. J. Metzger (Directeur du Projet)
- D. Benjamin (Traductrice)

VII. L'UNITE DE PROGRAMMATION

Source des données

Les données relatives au fonctionnement de l'unité sus-mentionnée découlent d'entrevues avec le coordinateur et d'enquêtes menées parmi les fonctionnaires de l'Unité de programmation et du Ministère de l'agriculture, de la CONADEP et des représentants de donateurs étrangers. La plupart des renseignements relatifs à la CONADEP et aux donateurs étrangers provient de sources volontaires qui reconnaissent que l'équipe MASI compte sur l'Unité de programmation du DARNDR pour la coordination de la mission d'étude.

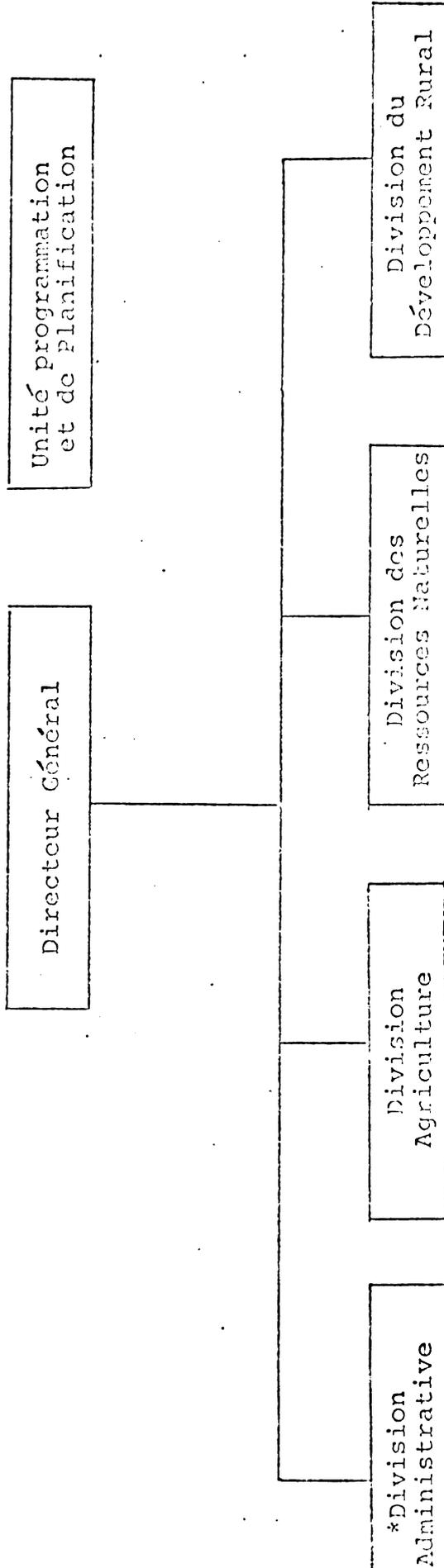
Recommandations

Le coordinateur de l'Unité de programmation dépend directement du Directeur général du DARNDR (voir l'organigramme qui suit). Cette disposition donne à l'Unité l'autorité et l'autonomie nécessaires au travail de coordination et de planification qu'elle effectue en collaboration avec les 4 autres divisions du DARNDR. Compte tenu de la création récente de cette Unité (juillet 1974), l'on a constaté que les fonctionnaires de cette unité s'exprimaient de manière prudente et diplomatique lors de commentaires visant les cadres plus anciens de l'administration. Les définitions d'emploi, qui auraient certainement facilité la compréhension des fonctions, n'étaient pas disponibles. Néanmoins, l'équipe MASI a pu obtenir un rapport sur les objectifs principaux de cette unité. Essentiellement, l'Unité de programmation doit servir d'infrastructure interne pour la coordination au sein du DARNDR, dont les objectifs visés s'énoncent comme suit :

1. Seconder le Conseil général d'administration en lui recommandant l'adoption de mesures susceptibles de résoudre les problèmes qu'il confronte;
2. Implanter un réseau de communications cohérent qui faciliterait la tâche au DARNDR tout en rehaussant ses relations avec l'extérieur,
3. Instituer la réciprocité avec les autres organismes semi-autonomes pour une coordination efficace de l'exécution des projets techniques,
4. Instaurer des procédures d'installation des programmes nationaux et régionaux conformes à la stratégie de développement appliquée,
5. L'élaboration des programmes de développement à court terme tout en définissant les priorités de la production agricole.

MATRICE V

ORGANIGRAMME DE L'UNITE DE PROGRAMMATION



* La Division Administrative est placée au même niveau que les Divisions de l'Agriculture, des ressources naturelles et du développement rural. Cet organigramme est conforme aux nouvelles dispositions dont l'équipe a été informé.

6. Elaborer des plans d'action, conformes aux politiques d'orientation de la CONADEP.

L'équipe MASI est d'avis que les fonctionnaires de l'Unité de programmation ont accès à la documentation sur le DARNDR. Elle a constaté en outre que d'autres missions d'études et/ou groupes d'assistance technique du DARNDR attendent tous des données actuellement analysées par l'Unité. Malgré leur horaire de travail très chargé, les fonctionnaires de l'Unité de programmation se sont avérés très utiles et ont activement coopéré avec l'équipe MASI.

Ressources

Ressources humaines :

L'Unité de programmation est encadrée par un Coordinateur, un statisticien, un adjoint, un économiste, un zoologue, un économiste agricole, 2 agronomes et un ingénieur plus 2 consultants détachés par la FAO et l'IICA pour une durée spécifique dans le cadre de leurs programmes d'assistance technique.

Avant l'inauguration de l'Unité de programmation, les fonctionnaires qui lui étaient destinés ont suivi un stage de perfectionnement de 2 à 6 mois en techniques de l'élaboration des projets. Ces stages d'études financés par l'IICA comprenaient théories et pratique. Ces séminaires ont eu lieu en Colombie et aux Etats-Unis.

Cette unité est encadrée du point de vue administratif par une secrétaire de direction, 2 secrétaires-dactylos, une préposée à la réception, un chauffeur et un messenger. L'effectif des fonctionnaires professionnels et administratifs de ce service s'élève à 15.

Ressources matérielles :

D'autres parties de ce rapport élaborent en plus de détails les ressources matérielles du DARNDR. Il importe de noter néanmoins que les facilités de l'unité de programmation sont très limitées (un professionnel a pour bureau le palier d'un escalier fréquenté). L'équipe MASI est d'avis que l'Unité de programmation est le point de repère principal pour les missions d'études et les techniciens. Un cas intéressant a attiré l'attention de l'équipe : le mobilier du département est transporté de bureau en bureau selon les besoins. L'équipe a conclu que cette unité confrontait un manque de place, de fournitures, de classeurs et de machines rectypeuses. De plus



les véhicules de l'Unité de programmation appartiennent à des donateurs étrangers et non au Gouvernement haïtien.

Ressources financières :

L'Unité de Programmation du DARNDR est financée par le Gouvernement haïtien par des phases du Programme de l'IICA.

Au tableau suivant figurent la répartition des salaires et la source des fonds dont dispose l'Unité de programmation.

Titre des Fonctions	GOH	IICA	Traitement Mensuel
Coordinateur	\$170,00	\$230,00	\$400,00
Coordinateur Adjoint	220,00	175,00	395,00
Statisticien	130,00	170,00	300,00
Economist	180,00	150,00	330,00
Zoologue	180,00	150,00	330,00
Economiste Agricole	200,00	150,00	350,00
Agronome	100,00	125,00	225,00
Agronome	130,00	125,00	255,00
Ingenieur	300,00	125,00	425,00
Secrétaire de Direction	135,00	120,00	255,00
Secrétaire	80,00	60,00	140,00
Réceptioniste	80,00	60,00	140,00
Chauffeur	90,00	60,00	150,00
Planton	40,00	30,00	70,00
TOTAL MENSUEL	\$2,035,00	\$1,730,00	\$3,765,00

SOURCE : UNITE DE PROGRAMMATION DU DARNDR.

L'équipe MASI n'a pas pu déterminer la période finale apportée par l'IICA ni les modalités de transfert au Gouvernement haïtien. L'équipe MASI n'a pas été saisie d'un programme du DARNDR où il est envisagé par le Gouvernement haïtien de financer l'entretien de cette unité.

Evaluation

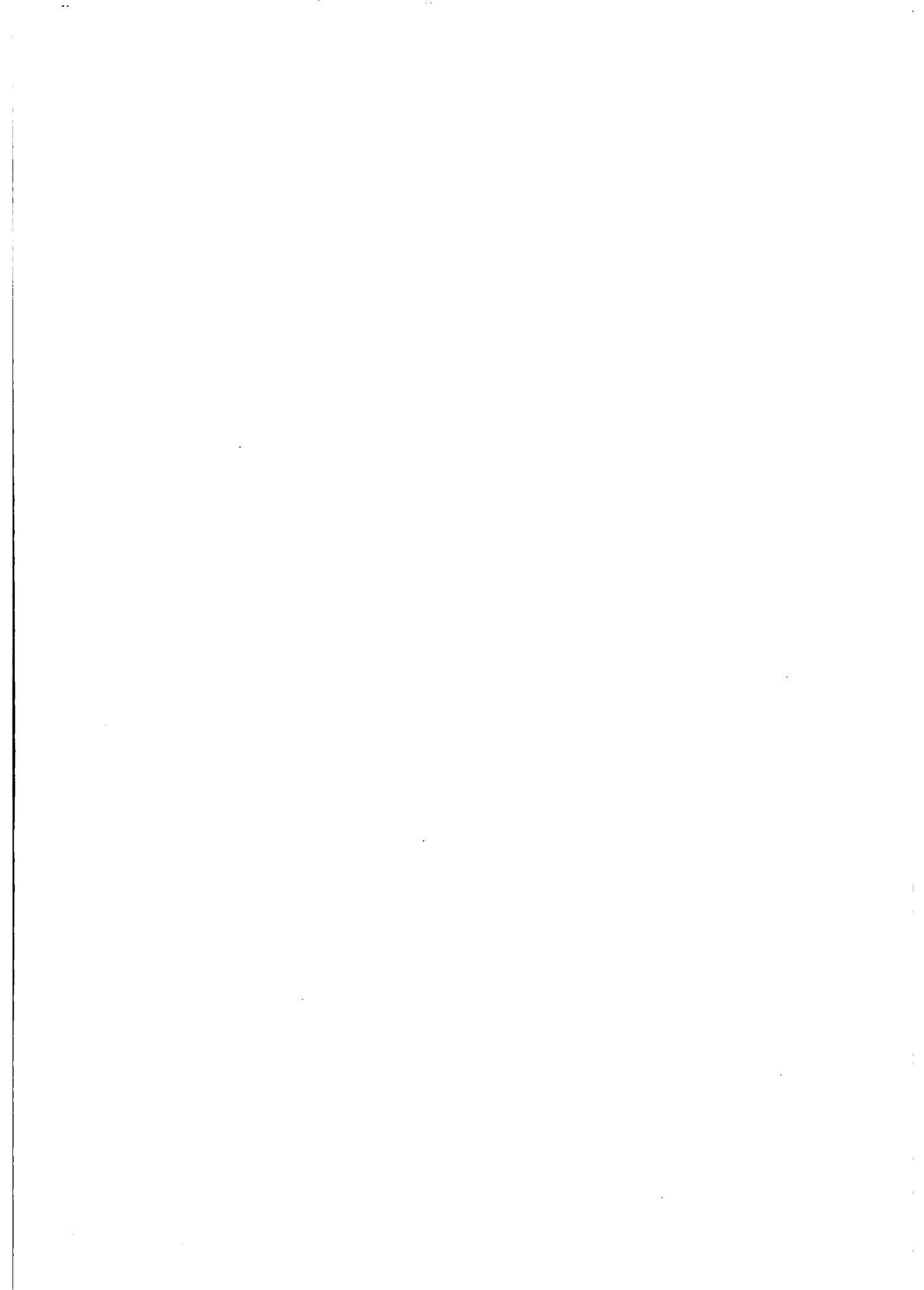
Durant les enquêtes qu'elle a menées, l'équipe MASI a appris par les fonctionnaires du DARNDR, de la CONADEP, de l'ICCA et d'autres agences, que l'Unité de programmation avait la réputation d'être le service le plus compétent du Ministère. Cet organisme avait en outre aidé à réhausser l'image professionnelle du DARNDR dans le domaine de la planification. Un fonctionnaire de la CONADEP a confirmé cette information en ajoutant que l'efficacité de l'Unité de programmation avait éliminé la nécessité de faire appel aux services de la CONADEP. Actuellement la CONADEP effectue la planification d'autres ministères. L'équipe MASI estime que l'Unité de programmation fonctionne adéquatement étant donné le cadre de ses ressources. Elle convient en outre de suggérer l'augmentation de l'effectif de l'encadrement pour un rendement encore meilleur.

Problèmes critiques et solutions proposées.

A l'issue d'une discussion approfondie avec les fonctionnaires de l'Unité de programmation, l'équipe MASI a identifié les problèmes critiques que confronte l'Unité dans l'exercice de ses fonctions. Suite à l'énoncé des problèmes, la MASI propose des solutions. Il s'agit : 1) l'assistance technique de donateurs étrangers. Cette question a fait l'objet de discussions avec la direction de l'Unité de programmation et celle du DARNDR. Le DARNDR n'aura pas les moyens de financer l'Unité de programmation ou d'autres activités après le départ des donateurs étrangers. Il est donc recommandable que l'AID envisage sérieusement d'aider financièrement cet organisme dans le but de la maintenir et d'améliorer son rendement. 2) Le besoin pressant de personnel qualifié ; puisque déclare un fonctionnaire : "nous sommes utilisés par toutes les divisions du Ministère pour la planification". 3) C'est le problème le plus sérieux de la pénurie de personnel nécessaire à l'exécution des tâches diversifiées qui lui ont été assignées. 4) De l'inefficacité de la Division administrative dans les domaines de la documentation, de la gestion financière et de l'évaluation du personnel. Aucun cadre de l'Unité de programmation n'est spécialiste de ses disciplines. Il est donc recommandé que des fonctionnaires munis d'une formation spécialisée dans les domaines susmentionnés soient recrutés au sein de l'Unité de programmation. On arriverait à les recruter sans trop de difficultés en limitant l'expansion du personnel actuel ou en créant de nouveaux postes. Chaque poste supplémentaire

créé sera secondé par des secrétaires et autres employés de bureau, 5) Des salaires notamment trop bas du personnel actuel, 6) Du manque de ressources financières pour attirer des fonctionnaires qualifiés en leur offrant des traitements plus élevés. L'équipe MASI recommande que les salaires soient majorés dans le but d'attirer et de retenir des cadres compétents, 7) Le manque de véhicules de service. Les véhicules de l'Unité sont la propriété de divers donateurs. Des fonds devraient être alloués à l'Unité de programmation pour l'achat et l'entretien de véhicules de service, 8) le manque d'équipement, de mobilier et de fournitures. Il est donc recommandé que des fonds suffisants soient alloués pour l'achat d'équipement et de fournitures.



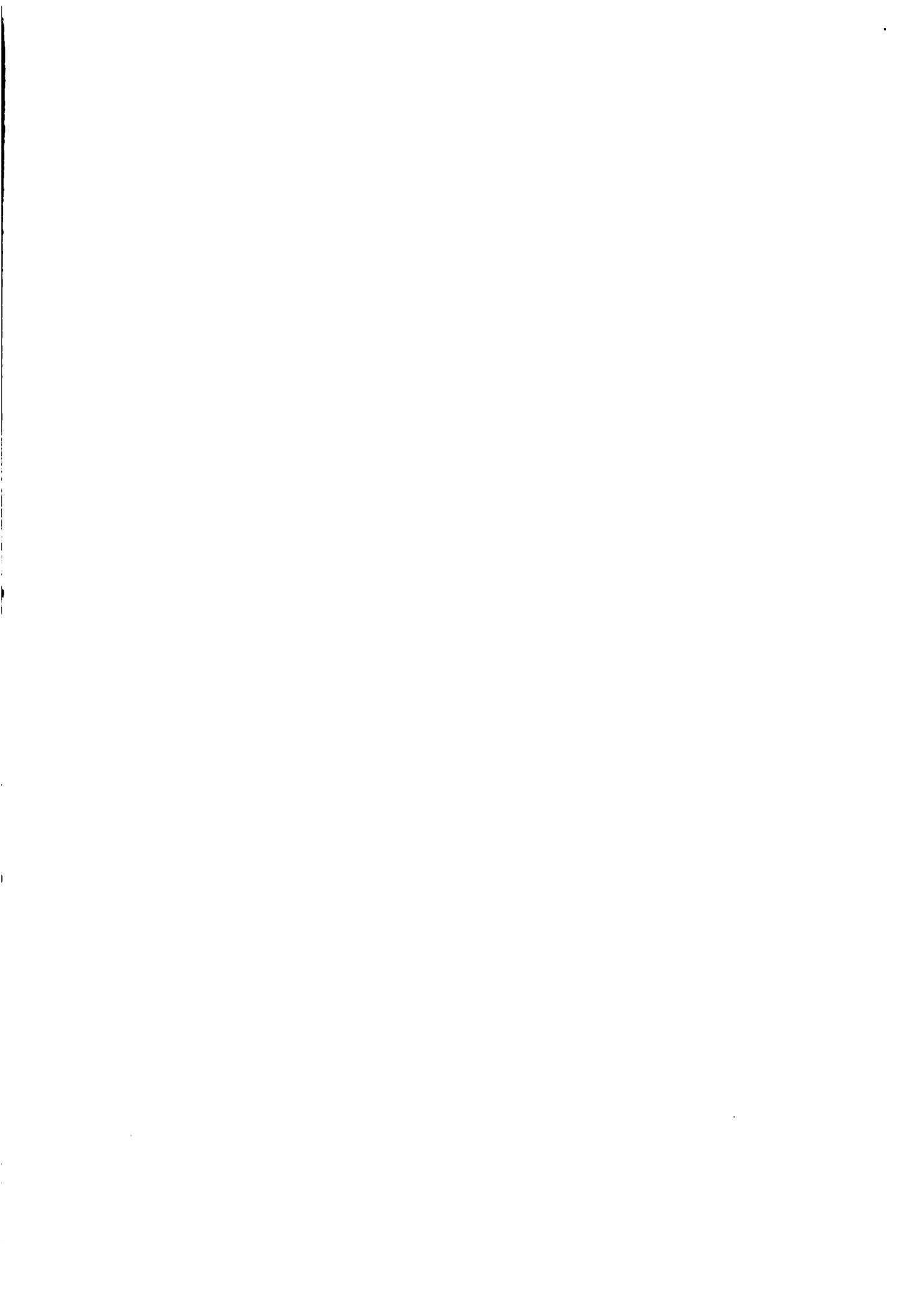


SUMMARY

A review was made of (1) the Ministry of Agriculture policies, objectives, strategies and means (given in terms of institutional instruments and magnitudes) for the coming five-year plan and (2) existing and projected assistance from external sources in terms of institutional & manpower capabilities of the ministry and in terms of budgetary requirements.

The plan document studied demonstrated substantial progress had been made by the Ministry of Agriculture in the past 2 years in analysis of the agriculture sector; in articulating policies, objectives and strategies; and in identifying institutional instruments for carrying out the development strategy. The projection of investment level (\$86,000,000 in the 5 year period 1976-81) is believed to be overly optimistic. This belief stems from the state of preparedness of major projects which are under consideration by donors. An optimistic estimate suggests that perhaps 70% of the projected level could be reached during the plan period. At this level the demands on the GOH budget for country contributions, assumed to average 25% of all projects) will be only slightly higher than amounts budgeted in recent years and should be well within the financial capabilities of the GOH.

The review of projects and proposed activities of external assistance entities revealed that substantial institution and manpower development projects are under serious consideration by several donors. These touch on almost every aspect of institution and manpower development and, with the few exceptions noted below, adequately cover the field.

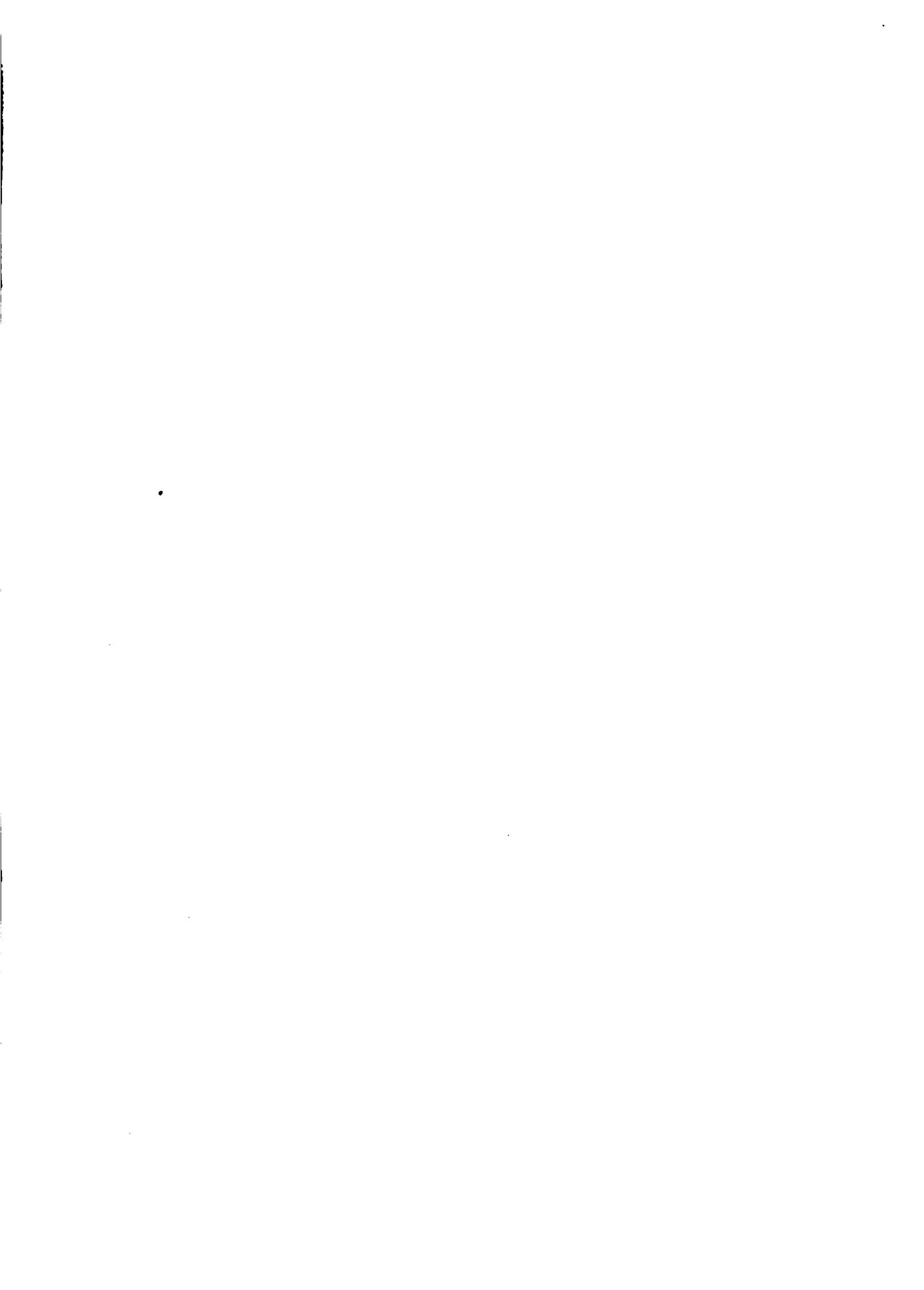


While levels of inputs of proposed activities were usually not available ^{is} seemed that these would essentially ^{saturate} the absorptive capacities of the Ministry of Agriculture.

Three areas in manpower development were identified as requiring attention on an urgent basis (1) training in engineering skills, (2) training in project management and (3) training in local action methodologies. Approach for dealing with these are suggested.

Intimately_x related to institution development is the problem of serious inadequacies in salary levels of GOH personnel. While a solution on an ad-hoc basis by each external assistance agency - by providing salary supplements - has been practiced and will undoubtedly continue, a more systematic approach to resolving the problem would seem to be desirable. This problem has important bearing on the manpower question since intimately linked to this problem is that of effective use of trained manpower. Many of the presumed gaps in manpower availabilities would be resolved if existing personnel worked on a full time basis.

A reexamination of objectives and strategy of AID assistance in the agriculture sector in terms of GOH policy objectives and strategies, in terms of other external assistance and the possible impact of these on GOH capabilities to utilize external assistance, suggest that these (objectives & strategies) are consistent with those of the GOH, and provide adequate scopes for the substantially increasing AID inputs in the agriculture sector.



The AID ongoing and proposed projects - Small Farmer Loan (coffee), Integrated Agriculture Development, Feeder Roads and Coffee marketing thru cooperatives - constitute a package which is consistent with the approach of the GOH for programming activities for agricultural development as well as those of major donors. These activities can be expanded to accommodate increased levels of funding.

The substantial inputs anticipated from other donors in the area of improving the capabilities of GOH program and project implementing institutions justifies the limited involvement of AID in these areas.

II. THE NEW 5 YEAR PLAN (1976-77 TO 1980-81) FOR AGRICULTURE DEVELOPMENT

The general framework for the new 5 year plan has been completed in draft and was made available for review. The definition of the operational program and the elaboration of projects are in course of preparation.

The general framework document deals with the agriculture sector under two broad headings: (1) diagnosis and (2) agriculture policy, objectives and strategy. The diagnostic section provides a description of the agriculture sector in terms of institutions, level of public investment, contribution to GNP, incomes, employment, production, import-export trade, land use, level of productivity, input availabilities and utilization, marketing and infrastructure. The diagnosis provides a clear and factual presentation of what the agriculture sector is like; and from which flows the important constraints to development. The diagnosis agrees closely with diagnoses made by others.

The second section discusses general policies, (politique agricole) objectives and strategies under much the same headings as in the diagnostic section. The means for pursuing the objectives are discussed in terms of investment requirements, institutional structures, regionalization of the DARNDR support services, the Islands of Development (Poles of Development), infrastructure and public services in agriculture (research, extension, credit, input supplies, marketing).

In terms of broad policy objectives priority is given to:

(1) Improvement of the socio-economic position of the rural population and the reduction of urban migration.

(2) Direct investments into activities which increase production and which increase efficiency of use of land and water.

(3) Development of human resources and creation of employment.

(4) Promotion of economic growth in the rural sector and reduction in urban-rural disparities.

Among more specific objectives of agriculture policies are:

(1) Increase production of food crops to satisfy the nutritional needs of the population at acceptable levels of caloric and protein intake; increase production of export crops; promote development of small agro-industries; and increase incomes of the rural population.

(2) Reduce deterioration of and regeneration of soil and forestry resources.

(3) Improve institutional capabilities of the DARNDR for providing public services to the rural sector (research, extension, marketing, credit, etc.)

The general strategy for pursuing these objectives rests heavily on (1) rehabilitation of irrigation systems and development of new irrigation; (2) intensification of production through use of better technology; (3) protection and rehabilitation of hill lands leading to more rational land use.

For implementing these broad lines of strategy the DARNDR will focus on (1) strengthening the capability of the DARNDR and related institutions to develop programs and projects; to implement action programs; and to provide better service to the rural population and (2) the organization of the rural population into structures which will provide for full participation and integration of the rural population in the development process.

The principal operating instruments for strengthening the DARNDR capabilities will be (1) the institution of a new regional organization to replace the existing agricultural district organization. Seven regions separated on the basis of ecological/geographical consideration will be provided with a staff of professional agricultural workers supported by technician level personnel. Considerable autonomy in decision making will be given to the regional officers;(2) The use of the Island of Development (more recently defined as Poles of Development) in order to broaden the scope concept for planning and execution of integrated area development programs; (3) the continued reinforcement of the planning unit of the DARNDR; (4) the establishment of a national marketing service to establish policies, coordinate activities of all GOH elements, collect and analyse marketing information and identify and implement specific activities for improving marketing.

The instruments for increasing participation and for integration of the rural population in the development process are less clearly defined. Reliance will be placed on modification of traditional structures and where appropriate on new peasant organizational structures. The lack of clear definition is more a reflection of limited know-how rather than limited importance of this instrument. The document stresses repeatedly the essentialness of fully integrating the rural population in the development process by full participation and acceptance of responsibility by the local population in development activities.



The plan proposes an overall public investment level of \$86,000,000 for the plan period, beginning with \$12,000,000 for GOH FY-1976-77, and increasing to \$22,000,000 in FY 1980-81. Three areas are given the highest priority for investment: (1) improvement of infrastructure (2) education and (3) regional development. The investments projected for the overall GOH 5 year plan is reported ^{to be \$600 million} of which \$330 million will be public investment. Thus agriculture is allocated about 14 1/3% of the total on 26% of total expected public investment.

As the first effort of the newly organized planning unit, the document represents a good description of the agriculture sector, a good analysis of constraints and a clear presentation of policies, objectives and strategies, as well as the broad outlines for the development of programs and projects which task is presently underway.



*Document
Date June 1977*

CONTENU TENTATIF DU RAPPORT SUR L'UNITÉ DE PROGRAMMATION DU DARNDR

1. Nature du Bureau

Présentation de ce qu'est l'Unité de Programmation et ce qu'elle représente au sein du DARNDR.

1.1 Fonctions

Rapport des tâches qu'accomplissent ses membres qu'elles soient ou non écrites dans son statut organique.

1.2 Organisation

Systèmes adoptés pour réaliser les travaux. Personnel technique. Personnel administratif. Installations physiques

1.3 Secrétariat Technique

Dispositions sur son établissement. Le concept initial sur l'Unité de Programmation. ••

2. Antécédents

Précédentes Unités de Programmation ou Bureau Economique au DARNDR.

2.1 Accord avec la FAO

2.2 Interrelations avec l'AID

2.3 Premiers contacts avec l'IICA (1er Cours PEPA)

2.4 Conversations antérieures avec l'ACDI.

3. L'Accord Tripartite HAÏTI/ACDI/IICA

- 3.1 Objectifs
- 3.2 Apports
- 3.3 Durée
- 3.4 Organisation

4. Adaptation de l'Accord aux Besoins Pécuniaires du DAPDOR

Vu les besoins en assistance des Directeurs du Ministère, l'élaboration d'études techniques et le besoin de préparer des plans, et programmes sectoriels, l'accord HAÏTI/ACDI/IICA s'adapta au renforcement institutionnel de l'Unité de Programmation pour l'accomplissement normal des fonctions de planification agricole.

5. Principales activités réalisées par le Bureau

- 5.1 Etudes techniques
- 5.2 Formation de personnel
- 5.3 Relations intrasectorielles
- 5.4 Rapports périodiques de réalisations

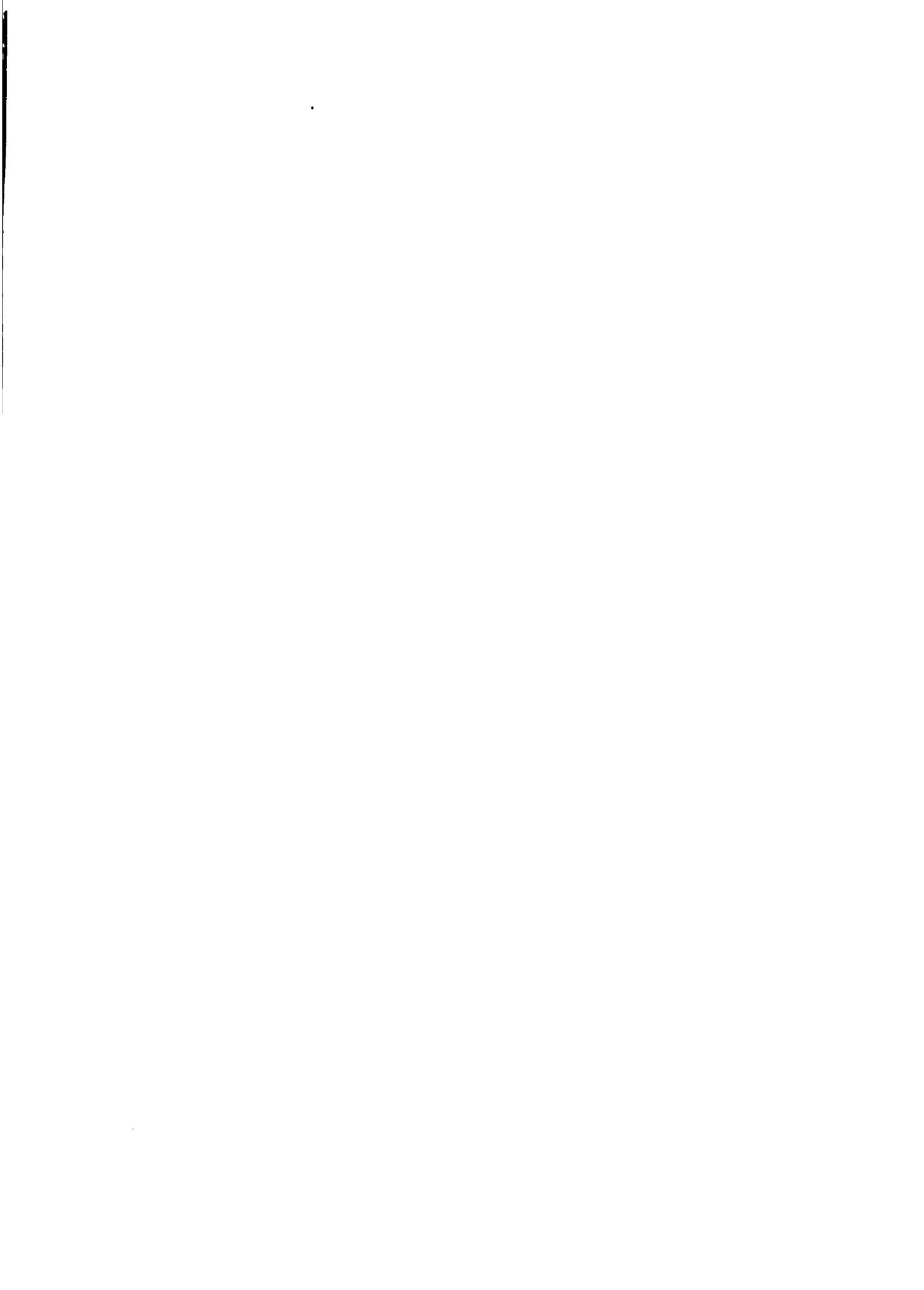
Du commencement de l'accord jusqu'en juin 1977

6. Principales activités à réaliser

Les mêmes points antérieurs (5.1, 5.2, 5.3) mais à partir de juillet 1977, jusqu'à la fin de l'Accord, soit juin 1979.

7. Difficultés rencontrées

Problèmes de caractère technique et administratif qui ont limité le développement organisationnel normal de l'Unité.



8. Perspectives

8.1 Consolidation comme Bureau Sectoriel

- a. Orienter la politique nationale agricole
- b. Coordonner l'exécution des programmes nationaux
- c. Evaluer les projets agricoles
- d. Coordonner la Coopération technique agricole internationale
- e. Distribuer les ressources budgétaires du Secteur
- f. Présenter alternatives de décision aux Directeurs du Secteur

8.2 Profit Total des ressources IICA/ACPI

- a. Pour compléter les facilités physiques
- b. Pour améliorer les conditions de salaires de ses membres

8.3 A la fin de l'Accord

- a. Nécessité d'une évaluation pour déterminer le degré et le sens d'une coopération technique postérieure.
- b. L'Unité, bureau clé du Ministère dont la direction devra être aux mains du personnel technique national
- c. Besoin d'actualisation de son personnel en techniques et systèmes d'adaptation opportune au milieu.

etc..



INFORME DE ACTIVIDAD

1. Código: VII.LU.111

2. Título: Colaboración para la elaboración del Plan Quinquenal de Desarrollo Agrícola

3. Lugar y fecha de realización:

Puerto Príncipe, julio 1976 - octubre 1976

4. Beneficiarios

- Ministerio de Agricultura
- CONADEP
- Demás Instituciones del Sector

5. Entidades colaboradoras:

- Agencia Canadiense de Desarrollo Internacional (ACDI)
- Consejo Nacional de Desarrollo y Planificación (CONADEP)
- Departamento de Agricultura, Recursos Naturales y Desarrollo Rural (DARNDR)
- Naciones Unidas (FAO)

6. Personal que colaboró:

- Lucien Duvivier, Director del Plan Agrícola
- Gerard Lohier, Coordinador de la Unidad de Programación y los profesionales de la misma Unidad: Paul Saint-Clair, Ernst Casseus, André Jean-Louis, Francklin Dauphin y René Dorville.

En la última etapa, intervinieron también los siguientes funcionarios: Marie-Thérèse Louis, Arnold Peal, Jean-Claude Janvier y Jean-Edner Nonez.

7. Síntesis de la labor realizada:

La acción consistió en una cooperación continua al equipo técnico de la Unidad de Programación del DARNDR, para organizar y desarrollar los trabajos básicos que permitieron la formulación del Segundo Plan Quinquenal de Desarrollo Agrícola 1976-81. La actividad culminó con la publicación del Documento intitulado "Plan Quinquennal du Secteur Agriculture 1976-81" editado por "L'Unité de Programmation Secrétariat Technique du DARNDR".

Los citados trabajos que llevaron aproximadamente 1 año y medio,



consistieron preferencialmente en la confección de estudios, informes, análisis y adecuación de estadísticas. Al mismo tiempo, se estableció un esquema del Plan y se procedió a configurarlo; algunos aspectos que no tenían la claridad del caso o que no cumplían con los requerimientos iniciales, fueron sometidos a discusión y finalmente reajustados.

A medida que avanzaba el trabajo, se fueron entregando avances al CONADEP hasta que en octubre de 1976, se entregó la versión definitiva, habiéndose recibido comentarios bastante favorables.

Con base en este trabajo, el CONADEP preparó y dió a conocer el Plan General de Desarrollo 1976-81 que constituye la compilación sectorial de los principales propósitos y acciones a desarrollar por el Gobierno en los próximos 5 años.

8. Observaciones:

La confección del Segundo Plan trajo efectos secundarios de gran importancia para la aceptación y desarrollo de las prácticas de planificación:

- determinó la necesidad de prever acciones futuras
- estableció la necesidad de organizar técnica y administrativamente las entidades del sector
- sentó las bases para la orientación de la cooperación técnica internacional.

Por la naturaleza misma de la Planificación, la actividad que acaba de terminar es solo una precondición para adelantar las otras etapas del proceso. De tal manera que concluida la formulación, vendrán la ejecución y la evaluación cuyos desenvolvimientos han sido tenidos en cuenta para las actividades del próximo ejercicio. De manera general se puede decir que se ha iniciado una actividad complementaria que se denomina "Cooperación para controlar la ejecución y adelantar la primera evaluación del Plan Quinquenal Agrícola 1976-81".

9. Responsable de la Actividad

Alberto García

Fecha: Junio 1977

Firma _____



INFORME DE ACTIVIDAD

1. Código: VII.III.112
2. Título: Cooperación para la elaboración, coordinación y evaluación de los programas anuales del Sector
3. Lugar y fecha de realización:

Puerto Príncipe, julio 1976 a junio 1977

4. Beneficiarios:

Ministro de Agricultura

5. Entidades colaboradoras:

- Agencia Canadiense de Desarrollo Internacional (ACDI)
- Consejo Nacional de Desarrollo y Planificación (CONADEP)
- Departamento de Agricultura, Recursos Naturales y Desarrollo Rural (DARNPP)

6. Personal que colaboró:

- Lucien Duvivier, Director del Plan Agrícola
- Gérard Lohier, Coordinador de la Unidad de Programación
- Ernst Casséus, Miembro de la Unidad de Programación
- André Jean-Louis, Miembro de la Unidad de Programación
- Edner Nonez, Miembro de la Unidad de Programación
- René Dorville, Miembro de la Unidad de Programación
- Jean-Claude Janvier, Miembro de la Unidad de Programación

7. Síntesis de la labor realizada:

Con el fin de consolidar acciones anteriores en la implantación de programas anuales a las diferentes instituciones que trabajan en el Sector, se acordó concentrar todos los esfuerzos en este año, hacia el Ministerio de Agricultura. De acuerdo con los resultados obtenidos, se ampliará el radio de acción en los 2 próximos años, utilizando el personal entrenado en el Ministerio como "agentes de multiplicación" del sistema, a los demás Institutos del Sector.

Al nivel del Ministerio, siguiendo las orientaciones del Plan Quinquenal, se adelantó la preparación de los Programas que ejecutan actualmente las Divisiones Técnicas y se inició un estudio reorganizativo de Presupuesto por Programas. La etapa inicial que incluyó la propuesta de una estructura presupuestal y la capacitación en servicio de un funcionario, delimita y conceptualiza los programas de funcionamiento e inversión y sugiere clasificaciones de tipo administrativo y económico.

8. Observaciones:

Aunque el cierre de la actividad se ha fijado para junio, ello no indica su finalización. Dentro del programa de actividades por desarrollar en la Unidad de Programación del DAPNDP durante 1977-78, la actividad concerniente a Presupuesto por Programas tiene una alta prioridad y dentro del Programa Operativo del IICA, 1977-78, se ha previsto continuar con esta acción concretamente con el DAPNDP y con un organismo descentralizado del sector agrícola (VII.II.112).

9. Responsable de la Actividad:

Alberto García

Fecha: Junio 30/77

Firma: _____



INFORME DE ACTIVIDAD

1. Código: VII.JJ.113
2. Título: Cooperación para la identificación de proyectos de desarrollo para el Sector.
3. Lugar y fecha de realización:

Puerto Príncipe, julio 1976 a junio 1977

4. Beneficiarios:

- Ministerio de Agricultura
- Instituciones del Sector Agrícola

5. Entidades colaboradoras:

- Agencia Canadiense de Desarrollo Internacional (ACDI)
- Consejo Nacional de Desarrollo y Planificación (CONADEP)
- Departamento de Agricultura, Cursos Naturales y Desarrollo Rural (DAPNR)

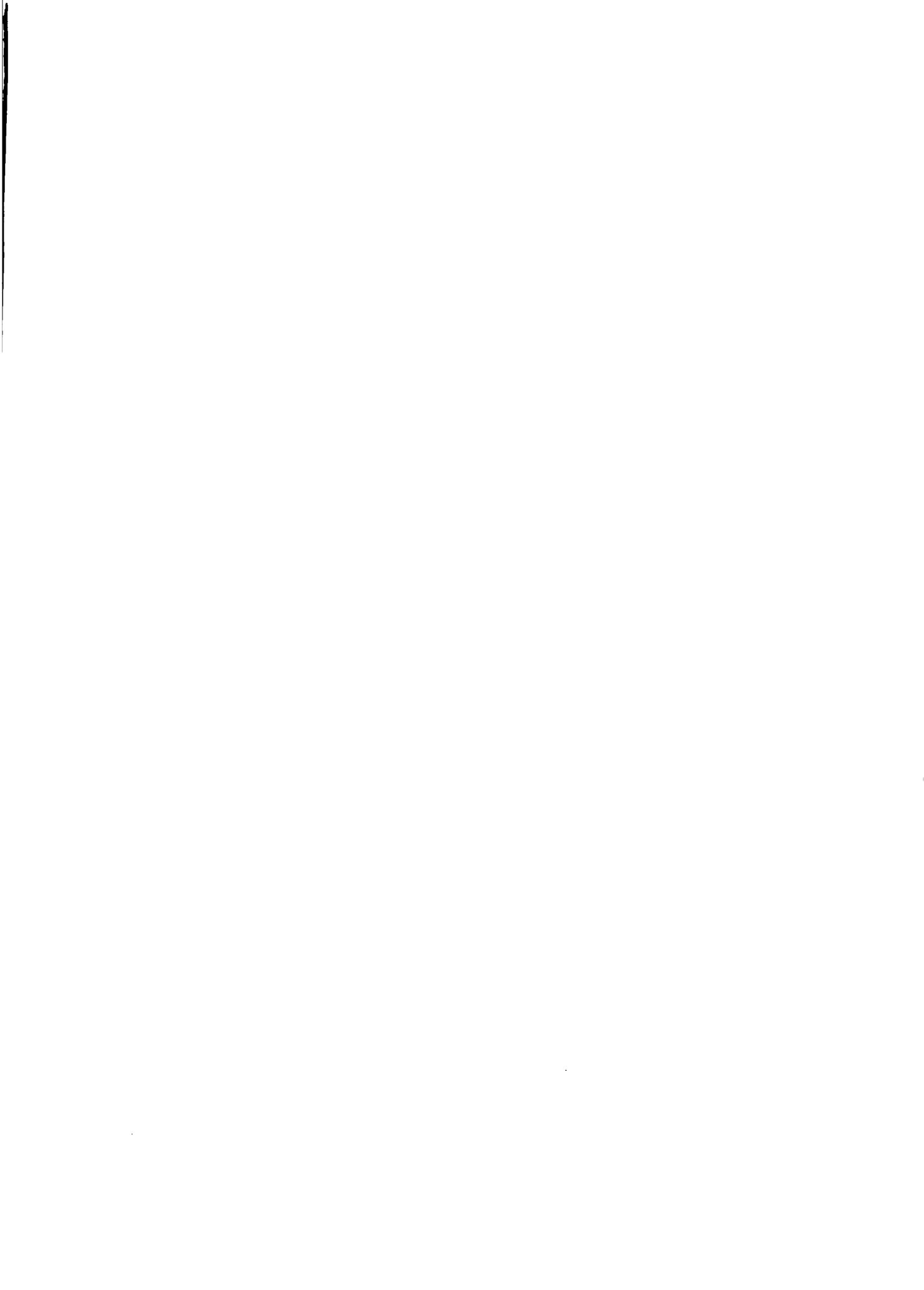
6. Personal que colaboró:

- Gerard Lohier, Coordinador de la Unidad de Programación
- Ernst Casséus, Miembro de la Unidad de Programación
- Arnold Peal, Miembro de la Unidad de Programación
- René Dorville, Miembro de la Unidad de Programación.

7. Síntesis de la labor realizada:

En el Segundo Plan Quinquenal, se logró establecer una lista tentativa de proyectos entre los que figuraban algunos de carácter bancable y otros como conjunto de actividades normales de los servicios del Estado. A partir de esta situación, se procedió a efectuar una revisión más cuidadosa a fin de catalogarlos más adecuadamente en virtud de su posible financiamiento y de la capacidad real de ejecución con que cuenta el Ministerio y las demás Instituciones pertenecientes al Sector.

Así mismo se colaboró en la formulación de algunos nuevos proyectos, siguiendo las instrucciones de la Alta Dirección del Sector. Al efecto, distintos profesionales de la Unidad (todos participantes del 1º Curso PPA), intervinieron en la formulación de los siguientes proyectos: Creación de un Servicio Nacional de Semillas Mejoradas, Proyecto de Desarrollo Apícola en el Departamento del Noroeste, Centros de Educación Integral para el Desarrollo Rural (CEIDER) y Proyecto de Desarrollo Rural en el Departamento del Norte.



8. Observaciones:

Esta actividad quedará totalmente consolidada con la realización del Segundo Curso PEPA, programado para febrero 1978, en donde de una manera sistemática se identificarán algunos proyectos de interés nacional.

9. Responsable de la Actividad:

Alberto García

Fecha: junio 30/77

Firma: _____



INFORME DE ACTIVIDAD

1. Código: VII.II.114

2. Título: Cooperación para la realización de estudios conducentes a la elaboración y evaluación de un Proyecto de Inversión para el fortalecimiento institucional de un subsector

3. Lugar y fecha de realización:

Duero Príncipe, julio 1976 a junio 1977

4. Beneficiarios:

- Ministerio de Agricultura
- COMADIP
- Demás Instituciones del sector

5. Entidades colaboradoras:

- Agencia Canadiense de Desarrollo Internacional (ACDI)
- Consejo Nacional de Desarrollo y Planificación (CONADEP)
- Departamento de Agricultura, Recursos Naturales y Desarrollo Rural (DARNDR)
- Naciones Unidas (FAO)

6. Personal que colaboró:

René Dorville, Miembro de la Unidad de Programación
Edner Nonez, Miembro de la Unidad de Programación
Wolf Doner, Experto de la FAO

7. Síntesis de la labor realizada:

Habiéndose llegado a la conclusión de que, dadas las condiciones del país en cuanto a la carencia de material informativo, sería más conveniente realizar la actividad al mismo tiempo que el Segundo Curso DEPA, se varió un poco su naturaleza, en el sentido de profundizar más en algunos estudios prioritarios para el sector. En base a las orientaciones del Plan Quinquenal que otorga gran importancia al desarrollo regional, se creyó oportuno darle todo énfasis y apoyo respectivo a los estudios básicos para la regionalización económica que venía empujando el Ministerio bajo las orientaciones técnicas de un experto de la FAO.

Con la asignación de recursos (personal y gastos de operación) y una colaboración más estrecha desde el punto de vista técnico y de orientación a los trabajos por parte de la Unidad, se iniciaron los estudios sobre el Verceste que incluye entre otros, la descripción física, social y económica de la región, problemas y perspectivas de desarrollo y proposiciones para un programa regional agrícola. El documento final estará listo en diciembre de 1977 para ser sometido a consideración del Ministerio.

8. Observaciones:

Este tipo de estudio ha sido considerado como modelo para adelantar lo propio en las restantes regiones del país. Fue tomada en primera instancia la del Noroeste, por ser la que proporciona problemas más graves a la economía del país. Los próximos estudios, se centrarán sobre el Plateau Central, una de las regiones con buenas perspectivas de desarrollo.

9. Responsable de la Actividad:

Alberto García

Fecha: junio 30/77

Firma: _____

INFORME DE ACTIVIDAD

1. Código: VII.II.115
2. Título: Cooperación para la generación de información básica para la planificación
3. Lugar y fecha de realización:

Puerto Príncipe, julio de 1976 a junio de 1977

4. Beneficiarios:

Departamento de Agricultura, Recursos Naturales y Desarrollo Rural (DARNDR)

5. Entidades colaboradoras:

- Agencia Canadiense de Desarrollo Internacional (ACDI)
- Consejo Nacional de Desarrollo y Planificación (CONADEP)
- Departamento de Agricultura, Recursos Naturales y Desarrollo Rural (DARNDR)
- Instituto Haitiano de Estadística (IHS)

6. Personal que colaboró:

- Gérard Lohier, Coordinador de la Unidad de Programación
- Lucien Duvivier, Director del Plan Agrícola
- Franklin Dauphin, Miembro de la Unidad de Programación
- Marie-Thérèse Louis, Miembro de la Unidad de Programación.

7. Síntesis de la labor realizada:

Reestructuración del Servicio de Estadísticas Agrícolas, el cual pasó a depender de la Unidad de Programación por orden Ministerial. Dos profesionales de la Unidad se hicieron cargo de sus funciones las cuales han sido orientadas hacia:

- La reconciliación de informaciones y elaboración de estadísticas de producción, comercialización y consumo de bienes agrícolas
- El suministro de información oportuno a todos los servicios del Ministerio en particular y a todos los usuarios en general
- El establecimiento de especificaciones y normas técnicas para la obtención de estadísticas agrícolas. Supervisión y coordinación de todas las actividades estadísticas en el país.

- Realización de investigaciones metodológicas, dirigidas al mejoramiento y adecuación de las informaciones y estadísticas, a las verdaderas necesidades del país.

Al mismo tiempo se procedió a recolectar y actualizar toda la información existente sobre el sector agrícola con miras a establecer un Centro de Información en asuntos económicos a nivel nacional y regional.

8. Observaciones:

La labor estadística proveniente dicha, continuó siendo orientada por un Experto de Naciones Unidas, durante la última etapa del Proyecto que definitivamente termina en junio/77. El próximo año, superada la etapa organizacional, se tratará de incidir en el campo técnico.

9. Responsable de la Actividad:

Alberto García.

Fecha: Junio 30/77

Firma: _____

INFORME DE ACTIVIDAD

1. Código: VII.III.116
2. Título: Cooperación para la implementación de un programa de capacitación del personal de la Unidad de Programación
3. Lugar y fecha de realización:
Puerto Príncipe, julio 1976 a junio 1977
4. Beneficiarios:
Unidad de Programación del Ministerio de Agricultura
5. Entidades colaboradoras:
 - Agencia Canadiense de Desarrollo Internacional (ACDI)
 - Ministerio de Agricultura (Alimentación) y Oficinas Centrales de Planificación de Colombia, Perú y Nicaragua
 - Comoración del Valle del Cauca (CVC) - Colombia
 - Instituto Costarricense de Electricidad
6. Personal que colaboró (beneficiado):
 - Lucien Duvivier, Director del Plan Agrícola
 - Gérard Lohier, Coordinador de la Unidad de Programación
 - Jean Edner Nenez, Miembro de la Unidad de Programación
7. Síntesis de la labor realizada:
 - a. Dos funcionarios de la Unidad, acompañados por el responsable del Proyecto, visitaron las Oficinas de Planificación Central y del Sector Agrícola, así como algunas entidades descentralizadas de Colombia, Perú y Nicaragua. Los principales puntos tratados durante las reuniones de trabajo que duraron tres semanas, fueron los siguientes:
 - actividades sobre planificación agrícola adelantadas durante los últimos años
 - avance de los trabajos
 - organización técnica y administrativa
 - grado de coordinación con otras entidades del sector
 - información sobre las actividades realizadas por la Unidad de Programación de Haití y sus perspectivas en el futuro próximo
 - intercambio de apreciaciones en materia de Planes, Programas y Proyectos Agrícolas.

Las observaciones durante las reuniones y visitas, como en el año pasado, constituyeron motivo de especial interés para el grupo. Bien porque constató que el esfuerzo realizado en Haití tenía un enfoque lógico, o bien porque aquellos constituían modelos interesantes de observación. Se establecieron vínculos de trabajo con especialistas en el campo de planificación y se recolectaron gran cantidad de informes y trabajos realizados en cada una de las partes visitadas.

- b. Capacitación en servicio de un funcionario de la Unidad, en materia de formulación de Presupuesto por Programas. Evento realizado en Colombia (Opto. Nat. de Planeación) y Costa Rica (Instituto de Electricidad) por espacio de mes y medio. Una vez regresado al país, se ha hecho cargo de todo lo relacionado con la materia presupuestal y se prepara para ser sometido a consideración de la Alta Dirección del Sector un proyecto de reforma presupuestal.

8. Observaciones:

Esta actividad ha resultado muy eficaz para los profesionales nacionales. El contacto con profesionales experimentados de otros países que trabajan en las mismas disciplinas es desde todo punto de vista reconfortante y de gran valor en la adecuación de sus procedimientos en el campo de su competencia.

9. Responsable de la actividad:

Alberto García.

Fecha: junio 30/77

Firma: _____

INFORME DE PROYECTO

1. Código: VII.LP.11
2. Título: Fortalecimiento del Sistema de Planificación Sectorial Agrícola en Haití
3. Objetivos y Metas:

El objetivo final del Proyecto es el de cooperar con el Ministerio de Agricultura y el COMADEP en la consolidación de un sistema eficiente de planificación en el sector agrícola. De esta manera, el Ministerio del ramo en particular y sus organismos adscritos y vinculados en general, estarán en capacidad de conocer y analizar oportunamente sus problemáticas, tomar las previsiones del caso y adelantar una acción coordinada a fin de que los servicios que tienen obligación de prestar a sus usuarios sean oportunos y adecuados.

Como metas se tienen la de colaborar en la organización y mejoramiento técnico de la Oficina de Planificación Sectorial (Haití de Programmation) y el sentar las bases de un proceso de planificación sectorial nacional, estable en su estrategia flexible en el funcionamiento estructural institucional y dinámico en su fortalecimiento evolutivo hacia formas de acción cada vez más ágiles y eficientes.

4. Actividades programadas y realizadas:

- VII.LP.111 Colaboración para la elaboración del Plan Quinquenal de Desarrollo Agrícola (1976-1981)
- VII.LP.112 Cooperación para la elaboración, coordinación y evaluación del programa anual del sector
- VII.LP.113 Cooperación para la identificación de proyectos de desarrollo para el sector
- VII.LP.114 Cooperación para la realización de estudios conducentes a la elaboración y evaluación de un Proyecto de Inversión para el fortalecimiento de un subsector
- VII.LP.115 Cooperación para la generación de información básica para la planificación
- VII.LP.116 Cooperación para la implementación de un programa de capacitación del personal de la Unidad de Programación.

5. Actividades realizadas no programadas:

Estudios de tipo conjuntal encargados en grupo o individual - mente a los miembros de la Unidad. Asesoría continua a las Directivas del Ministerio en todo lo relacionado con asuntos económicos y representación de la entidad en distintas reuniones y eventos de carácter nacional e internacional. Participación y desplazamiento al campo con distintas misiones que visitan el país con miras a establecer proyectos o realizar estudios básicos.

Este tipo de actividades no previstas, constituye una parte muy importante de las funciones que en la práctica debe realizar una Oficina Sectorial de Planificación. Realmente esta participación consolida en buena forma su papel como unidad de asesoría y apoyo al Ministro y demás dignatarios del Sector, por lo cual una buena parte de los recursos (de personal y monetarios algunas veces), deben dedicarse a estas importantes actividades.

6. Actividades programadas y no realizadas

Ninguna.

7. Síntesis Estadística:

A. Instituciones colaboradoras y beneficiarias:

- Consejo Nacional de Desarrollo y Planificación (CONADEP)
- Departamento de Agricultura, Recursos Naturales y Desarrollo Rural (DARNUR)
- Organización Mundial para la Agricultura y la Alimentación (FAO)
- Agencia Canadiense de Desarrollo Internacional (ACDI)
- Otras Instituciones del Sector.

B. Resumen numérico de participantes

<u>Actividades</u>	<u>111</u>	<u>112</u>	<u>113</u>	<u>114</u>	<u>115</u>	<u>116</u>	<u>Total</u>	
							<u>Activ.</u>	<u>Nº real</u>
Entrenados	2	3	2	2	2	3*	14	11
Colaboradores	25	25**	25**	6	7	6	94	44
Consultores	-	1	-	-	-	-	1	1
<u>Total por actividad</u>	<u>27</u>	<u>(20)</u>	<u>(27)</u>	<u>8</u>	<u>9</u>	<u>9*</u>	<u>100</u>	<u>-</u>
<u>Nº real de participantes</u>	<u>27</u>	<u>4</u>	<u>2</u>	<u>8</u>	<u>9</u>	<u>6</u>	<u>-</u>	<u>56</u>

* Conformado por 2 de la Act. 111 y 1 de la 112

** Son los mismos colaboradores de la act. 111

8. Estado actual del Proyecto

Hasta el presente, el Proyecto se ha venido preocupando exclusivamente del fortalecimiento de la Unidad de Programación. Ha mejorado la capacidad técnica de sus funcionarios y continuará realizando esta labor hasta la finalización de sus actividades en 1970.

Para aprovechar la poca experiencia adquirida, se utilizará este mismo personal como orientadores y lazos de unión con todas las entidades que intervienen en el sector agrícola y que tienen asignadas responsabilidades de ejecución en el Segundo y siguientes Planes Quinquenales.

El fortalecimiento de la Unidad de Programación se ha venido consolidando aunque lentamente. La estructura del sector en general y del Ministerio en particular, han impedido una mayor expansión. Sin embargo, se tiene el consenso general de que con las primeras iniciativas en materia de planificación letradas por la Unidad de Programación, se ha podido adelantar, aunque preliminarmente un análisis de la problemática del sector y sobre esta base proponer algunas soluciones en el inmediato futuro.

Del mismo modo se ha cuantificado la necesidad de recursos y efectuado propuestas alternativas de consecución. Se ha tratado de organizar la cooperación técnica internacional e identificado un gran número de proyectos que pueden llegar a ser posteriormente ampliados y sometidos a consideración de organismos financieros. Finalmente, se ha optado por un tipo de trabajo que ha satisfecho las necesidades de asesoría continua al Ministro y demás directivos del Ministerio, y que han constituido la base técnica en la toma de decisiones.

Estas mejoras introducidas en las actividades en la Unidad de Programación no sólo deben intensificarse, sino implantarse sistemáticamente en todas las entidades que lo precisen. Nada más útil que organizar servicios coordinados por el Ministerio, que a nivel de entidad, colabore con sus respectivas directivas en el estudio de sus problemas y en la proyección de sus propias soluciones.

Si dentro del Proyecto se logra llegar a este nivel de participación, seguramente el sistema de planificación en el sector quedará definitivamente constituido y quizás pueda tener una vida propia más allá de la finalización de la cooperación externa. Esta perspectiva justifica plenamente el esfuerzo de ejecutar lo que se ha denominado la segunda parte del Proyecto o sea la institucionalización de la Planificación.

9. Responsable del Proyecto

Alberto García.

